
Copie préliminaire (révision)

18 septembre 2023
Français

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire

Soixante-quatorzième session
9-13 octobre 2023

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**Examen et adoption du
budget-programme de 2024**

Budget-programme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour 2024

Rapport du Haut-Commissaire^{*,}**

Résumé

Le présent rapport récapitule les besoins budgétaires de 2024 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés relatifs aux programmes nationaux et régionaux, au Siège et aux programmes globaux, évalués à 10 621,7 millions de dollars E.-U. Il présente aussi le budget-programme actuel de 2023 au 31 mai 2023, s'élevant à 10 799,5 millions de dollars E.-U. Ce chiffre représente la somme du budget-programme initial de 2023, d'un montant de 10 211,3 millions de dollars E.-U., approuvé en octobre 2022 par le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire (Comité exécutif) à sa soixante-treizième session plénière, et de cinq budgets supplémentaires chiffrés à 688,2 millions de dollars E.-U. pour satisfaire des besoins humanitaires et de protection exceptionnels liés aux situations d'urgence, avec une réduction budgétaire de 100 millions de dollars E.-U.

Le Haut-Commissaire autorise l'allocation de fonds pour l'exécution des programmes et des projets en fonction des fonds disponibles.

Les annexes contiennent d'autres informations générales et un projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme, devant être examiné et adopté par le Comité exécutif.

* Conformément à la décision du paragraphe 19 du document A/71/12/Add.1, le présent rapport n'est pas régi par la norme de soumission des documents officiels, et n'est donc pas concerné par la distribution simultanée.

** Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Projet de budget de 2024.....	3
A. Introduction.....	3
B. Cadre de planification.....	3
C. Analyse des performances antérieures et actuelles.....	6
D. Principales initiatives.....	14
E. Budget-programme de 2024.....	17
II. Activités programmées.....	29
A. Programmes nationaux et régionaux.....	29
B. Siège et programmes globaux.....	35
III. Effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	38
A. Personnel.....	39
B. Personnel associé.....	42
Annexes	
I. Tableaux détaillés.....	43
Liste des tableaux :	
1. Overall budget summary by cost category: 2022 expenditure, 2023 current budget and 2024 proposed budget.....	43
2a. 2023 current budget (restated) and 2024 proposed budget by budget component.....	45
2b. 2023 current budget (restated) and 2024 proposed budget by budget component: variances.....	52
3. Posts in 2022 (restated), 2023 (restated) and 2024: summary of post levels by cost category and budget component.....	60
4. Posts funded from the 2024 United Nations regular budget.....	63
5. Expenditure in 2021, 2022, 2023 (year to date and forecast), 2023 current budget (restated) and 2024 proposed budget by chapter of expenditure.....	64
6. 2023 supplementary budgets (at 31 May 2023).....	66
II. Suivi des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget-programme annuel de 2023.....	67
III. Nombre de personnes déplacées de force ou apatrides de 2022 à 2024 – par type de population, région et année.....	74
IV. Structure de l'Organisation au 31 mai 2023.....	75
V. Quelques tableaux comparatifs.....	77
Liste des tableaux	
1. 2023 original and current budget (expanded) and 2024 proposed budget (expanded) by budget component.....	77
2. Overall budget summary by cost category: 2022 expenditure, 2023 current budget (expanded) and 2024 proposed budget.....	79
3. 2022-2024 posts: overall summary of post levels by cost category and budget component.....	80
VI. Projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme...	82

I. Projet de budget de 2024¹

A. Introduction

1. Le mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) figure dans les résolutions de l'Assemblée générale n° 319 (IV) et n° 428 (V), portant Statut de l'Organisation. Le HCR est chargé, entre autres, d'assurer la protection internationale des réfugiés et de trouver des solutions permanentes à leurs problèmes².

2. Le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire examine et approuve les programmes et les budgets du HCR, conformément à ses termes de référence adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies (1166 (XII)) et le Conseil économique et social (672 (XXV)). Le Comité exécutif fonctionne comme un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et son rapport est présenté à l'Assemblée générale comme additif au rapport annuel du Haut-Commissaire.

3. De par son Statut et les résolutions subséquentes de l'Assemblée générale ainsi que les conclusions du Comité exécutif, le HCR s'occupe des réfugiés rapatriés (A/RES/40/118), des apatrides et des personnes exposées au risque d'apatridie (A/RES/50/152)³. L'Assemblée générale a également autorisé le HCR, dans certaines situations, à fournir l'assistance humanitaire et la protection aux déplacés internes (A/RES/48/116).

4. Le travail du HCR est aussi guidé par le Pacte mondial sur les réfugiés. Approuvé en décembre 2018 par l'Assemblée générale (A/RES/73/151), le Pacte mondial sur les réfugiés fournit un cadre permettant un partage plus prévisible et plus équitable de la charge et des responsabilités, étant donné qu'une solution durable aux problèmes des réfugiés ne peut être réalisée sans la coopération internationale. Il vise à alléger la pression que subissent les pays d'accueil, à renforcer l'autonomie des réfugiés, à élargir les solutions dans des pays tiers et à favoriser les conditions d'un retour sûr dans les pays d'origine.

5. L'Organisation est redevable envers les personnes qu'elle sert, et est engagée à les inclure dans la prise des décisions influant sur leurs vies. En appliquant des approches permettant de veiller à ce que les facteurs comme l'âge, le genre et la diversité éclairent l'élaboration des plans et programmes, le HCR s'efforce aussi de veiller à ce que toutes les personnes relevant de sa compétence jouissent à égalité de leurs droits. Enfin, le travail en partenariat avec divers acteurs comme les organisations internationales et régionales, les partenaires du développement, les institutions financières, les organisations non gouvernementales et le secteur privé est un aspect essentiel des efforts de l'Organisation.

6. Le projet de budget-programme de 2024 doit être lu en rapport avec le projet de budget-programme des Nations Unies pour 2024, titre VI relatif aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires, chapitre 25 sur la protection internationale, les solutions durables et l'assistance aux réfugiés⁴. Après l'approbation par le Comité exécutif du budget-programme de 2024, un appel global sera lancé aux fins de collecte de fonds. Pendant la période d'exécution, le Haut-Commissaire peut établir des budgets supplémentaires financés par des appels additionnels.

B. Cadre de planification

1. Méthodologie budgétaire

7. Les besoins budgétaires du HCR sont déterminés selon une approche ascendante. Les opérations procèdent à une évaluation participative globale des aspirations et des besoins

¹ Budget de 2024 à présenter au Comité exécutif pour approbation à soixante-quatorzième session en octobre 2023.

² En vertu de l'article 35 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son protocole de 1967, le HCR assume un rôle de supervision. Plusieurs instruments régionaux sont également applicables.

³ Ce rôle est conforme à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

⁴ Voir A/78/6 (Sect. 25).

humanitaires et de protection des personnes que le HCR sert, à savoir entre autres les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes, les apatrides ou les personnes retournées. En collaboration avec les autorités nationales, les organismes des Nations Unies, les organisations nationales et internationales et les communautés, les opérations élaborent des plans en fonction de ces besoins pour atteindre des résultats et déterminer en fin de compte leur impact. Plusieurs facteurs sont pris en compte pour mettre au point ces plans : le nombre estimé des personnes que le HCR sert et les mouvements de populations ; la capacité d'exécuter les activités programmées pendant une période de planification de 12 mois, soit directement soit par des partenaires ; la présence et le niveau d'implication d'autres acteurs, en particulier les acteurs du développement ; le contexte sécuritaire et environnemental ; les investissements de capitaux ; les moyens les plus rentables de mener les activités ; l'alignement sur les orientations stratégiques du HCR pour la période 2022-2026 et ses domaines d'intérêt et le niveau d'engagement et de responsabilité du HCR dans la réponse nationale et interinstitutions ainsi que dans l'élaboration des programmes pour les personnes déplacées de force ou apatrides. Les hypothèses de planification sont basées sur les scénarios les plus susceptibles de se réaliser. Par la suite, les plans sont regroupés aux plans régional et mondial pour préparer le budget-programme du HCR. Les processus d'examen, d'assurance qualité et d'approbation finale permettent de veiller à ce que les plans et budgets de l'Organisation aient pour effet de traduire en actes sa stratégie globale et contextuelle et d'atteindre des résultats.

2. Structure budgétaire : composantes du budget, catégories de dépenses et cadre global des résultats

8. Le projet de budget-programme est structuré et présenté autour des trois éléments suivants : composantes budgétaires, catégories de dépenses et résultats.

a) Les composantes budgétaires comprennent le Siège, les programmes globaux et les programmes nationaux et régionaux. Le Siège englobe les activités liées à la direction exécutive, à l'appui administratif et de gestion, et au contrôle. Les programmes globaux comprennent les activités bénéficiant à l'ensemble de l'Organisation, qui contribuent à renforcer le leadership global et l'engagement stratégique. Les activités relevant des programmes nationaux et régionaux sont directement menées par les opérations. À partir de 2024, les programmes nationaux et régionaux comprennent une ligne budgétaire pour l'appui technique aux opérations-pays. Il s'agit d'un ensemble d'activités bénéficiant directement aux opérations pour l'atteinte des résultats visés, qui étaient auparavant comptabilisées au titre des programmes globaux ou du Siège. De plus amples informations sur cette nouvelle formule de présentation des informations sont fournies au chapitre II, et les tableaux présentant les budgets de 2023 et 2024 ont été alignés en conséquence. L'annexe V contient des tableaux faisant une comparaison entre l'ancienne et la nouvelle formule de présentation des informations budgétaires.

b) Les catégories de dépenses comprennent les dépenses de programme, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses de gestion et d'administration. Les dépenses de programme désignent les dépenses engagées au niveau national et dans les bureaux régionaux, directement liées aux activités, projets et programmes. Les dépenses d'appui aux programmes sont celles effectuées pour concevoir, formuler, diriger, administrer et évaluer les programmes budgétisés au Siège, au sein des bureaux régionaux et dans les opérations-pays. Les dépenses d'administration et de gestion sont indispensables pour assurer la direction et la gestion de l'Organisation, concernant notamment la direction exécutive, l'évaluation, le contrôle, les technologies de l'information et l'administration au Siège.

c) Le cadre des résultats du HCR comprend les domaines d'impact, les domaines de réalisation, les domaines favorables et les produits. Les domaines d'impact représentent les effets ultimes attendus des efforts du HCR. Ils indiquent comment opérationnaliser le mandat du HCR consistant à protéger et assister les personnes déplacées de force ou apatrides, et trouver des solutions en leur faveur. Ils visent à : i) créer un environnement de protection favorable (protéger) ; ii) préserver les droits dans des milieux sûrs (répondre) ; iii) responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes (responsabiliser) ; et iv) trouver des solutions (résoudre). Le cadre global des résultats comprend 16 domaines de réalisation, qui représentent les principaux domaines du travail du HCR et illustrent sa contribution à la garantie des droits. Parmi ces domaines de réalisation, plusieurs contribuent

à l'atteinte des objectifs de développement durable, permettant ainsi au HCR de montrer sa contribution envisagée à l'Agenda 2030 pour le développement durable. En outre, cinq domaines favorables englobent le travail et les résultats de l'Organisation concernant la mobilisation des ressources, l'approvisionnement, le contrôle, la gestion des ressources, la gestion des politiques, l'appui aux organes de direction, les technologies de l'information, l'appui opérationnel, la formation et la gestion financière. Les produits, ou résultats directs du travail du HCR, sont spécifiques aux contextes. Ils sont conçus dans le cadre des plans individuels des pays, des régions et du Siège, et sont groupés dans les domaines de réalisation. Les principaux indicateurs permettent de suivre les progrès accomplis dans les domaines de réalisation et d'impact. Le HCR peut ainsi dire en quoi il crée une différence dans la vie des personnes qu'il sert. Le HCR est en train de mettre au point un ensemble d'indicateurs clés permettant de mesurer de manière standardisée les progrès accomplis dans les domaines favorables. Une opération pilote sera effectuée en 2024 et présentée en 2025 dans le Rapport global de 2024.

3. Personnes déplacées de force ou apatrides

9. Le tableau I.1 ci-dessous présente le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides en 2022, les chiffres actuels de 2023 et les chiffres estimatifs en fin d'année pour 2024. Les projections se fondent sur les scénarios de planification à jour, élaborés par les bureaux régionaux et les opérations. Elles reflètent l'évolution anticipée des situations, compte tenu de la taille actuelle de la population, de sa croissance moyenne, des éventuels mouvements et changements dans le statut des populations. Une répartition par type de population, région et année figure en annexe III.

Tableau I.1

Nombre de personnes déplacées de force ou apatrides de 2022 à 2024

(en milliers)

<i>Personnes déplacées de force ou apatrides</i>	2022	2023	2024
	<i>Chiffres réels</i>	<i>Chiffres actuels</i>	<i>Projection</i>
Réfugiés ^a	29 414	32 017	32 575
Demandeurs d'asile (cas en attente)	5 441	6 166	6 978
Personnes retournées (arrivées pendant l'année)	339	1 388	2 251
Personnes relevant du mandat du HCR sur l'apatridie ^b	3 112	4 783	4 699
Déplacés internes	57 321	64 471	62 961
Déplacés internes retournés (pendant l'année)	5 708	6 078	8 600
Autres personnes relevant de la compétence du HCR ^c	6 015	5 506	6 260
Autres personnes ayant besoin de la protection internationale ^d	5 217	5 906	6 465
Total	112 567	126 315	130 789

^a Le chiffre tient compte des personnes dans des situations semblables à celles des réfugiés.

^b En 2022, ce chiffre ne tient pas compte des 1,3 million de personnes qui sont aussi des personnes déplacées de force afin d'éviter les doublons.

^c Le chiffre d'autres personnes relevant de la compétence du HCR n'inclut pas les communautés d'accueil.

^d Il s'agit de personnes hors de leur pays ou territoire d'origine, en principe pour avoir été déplacées au-delà des frontières internationales, qui n'ont pas été comptabilisées dans d'autres catégories et qui ont probablement besoin de la protection internationale.

10. En fin 2022, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides a augmenté pour atteindre 112,6 millions. Ce nombre devrait augmenter entre 2022 et 2024 de 18,2 millions, soit de 16,1 %, pour se situer à 130,8 millions. Une analyse des changements au niveau du nombre de personnes déplacées de force ou apatrides en 2022 et des projections pour 2024, par type de population, est faite ci-dessous.

a) Entre 2022 et 2024, il est envisagé une augmentation pour tous les types de population. Les augmentations les plus importantes devraient concerner les déplacés internes (5,6 millions), les réfugiés (3,2 millions), les déplacés internes retournés (2,9 millions) et les réfugiés rapatriés (1,9 millions).

b) Dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, la situation humanitaire en Éthiopie, en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan continuera aussi d'être un facteur de déplacements internes.

c) Pour ce qui est des réfugiés, l'augmentation la plus importante devrait concerner la région Asie et Pacifique en raison de la situation en Afghanistan. Des augmentations sont aussi prévues dans les régions Europe et Afrique occidentale et centrale, en raison de la situation en Ukraine et dans les pays voisins, ainsi que des situations de déplacement autour du lac Tchad et dans le Sahel, respectivement.

d) Le nombre de déplacés internes retournés devrait augmenter en République démocratique du Congo, au Myanmar, en Ukraine et au Yémen.

e) Le nombre de réfugiés rapatriés devrait aussi augmenter, notamment dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, principalement au Burundi et au Soudan du Sud, ainsi que dans la région Europe surtout en Ukraine.

f) Le nombre d'apatrides devrait augmenter dans toutes les régions. Les augmentations s'expliquent surtout par un meilleur accès à la documentation, qui permet au HCR d'avoir une image plus exacte de la situation des apatrides.

11. En outre, le nombre de demandeurs d'asile devrait augmenter, surtout dans les Amériques, avec notamment de nouvelles arrivées au Costa Rica, au Mexique, au Pérou et aux États-Unis d'Amérique. Des augmentations sont aussi prévues pour le nombre d'autres personnes prises en charge, en particulier en Amérique centrale, et d'autres personnes ayant besoin de protection internationale.

C. Analyse des performances antérieures et actuelles⁵

1. Performances antérieures au niveau mondial

12. Le tableau I.2 ci-dessous présente les budgets finaux, les fonds disponibles et les dépenses de 2013 à 2022.

Tableau I.2

Budgets, fonds disponibles et dépenses de 2013 à 2022

(en milliers de dollars E.-U.)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Budget, fonds disponibles et dépenses										
Budget final	5 335 374	6 569,754	7 232 409	7 509 703	7 962 857	8 220 453	8 635 927	9 131 348	9 247 553	10 714 003
Fonds disponibles	3 234 135	3 603 099	3 706 762	4 410 812	4 510 043	4 710 322	4 826 213	5 403 551	5 153 271	6 180 261
Dépenses	2 971 825	3 355 409	3 294 815	3 967 096	4 083 352	4 226 254	4 415 291	4 837 666	4 917 975	5 607 083
Analyse en pourcentage										
Fonds disponibles en pourcentage du budget final	61%	55%	51%	59%	57%	57%	56%	59%	56%	58%
Déficit financier	39%	45%	49%	41%	43%	43%	44%	41%	44%	42%
Dépenses en pourcentage du budget final	56%	51%	46%	53%	51%	51%	51%	53%	53%	52%
Dépenses en pourcentage de fonds disponibles	92%	93%	89%	90%	91%	90%	91%	90%	95%	91%

13. Au cours des 10 dernières années, le budget-programme final a augmenté en moyenne de 8,1 %, et les fonds disponibles et les dépenses en moyenne de 7,5 % et 7,3 % respectivement.

⁵ Dans le présent document, les montants sont présentés dans les tableaux et figures en milliers de dollars des États-Unis et, sauf indication contraire, ont été arrondis au millième près. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux pourraient ne pas correspondre.

Le budget final de 2022 a augmenté de 15,9 % par rapport à 2021, en raison des besoins liés aux nouvelles crises et aux situations prolongées. Les fonds disponibles ont augmenté de 19,9 %, tandis que le déficit financier a diminué pour passer à 42,3 %. Les dépenses s'élèvent à 5 607,1 millions de dollars E.-U. Le taux d'exécution de 91 % est resté élevé.

14. Le tableau I.3 ci-dessous présente le budget final, les fonds disponibles et les dépenses en 2022 par domaine d'impact. En 2022, le HCR a géré 35 situations d'urgence dans 25 pays, y compris la situation en Ukraine et dans les pays voisins, et a fait face à une augmentation exponentielle du nombre de personnes ayant besoin de protection internationale. En 2022, tous les domaines d'impact ont été insuffisamment financés. De plus amples informations sur les résultats atteints par domaine d'impact dans le monde et par région, ainsi que sur les effets du déficit financier, sont disponibles dans le Rapport global du HCR de 2022⁶.

Tableau I.3

Budget final, fonds disponibles et dépenses en 2022 – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	2 031 000	1 336 728	66%	1 216 118	60%	91%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2 : Répondre	5 758 827	3 390 836	59%	3 084 664	54%	91%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	1 430 751	878 520	61%	798 787	56%	91%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	1 053 922	551 296	52%	499 810	47%	91%
Sous-total activités programmées	10 274 500	6 157 381	60%	5 599 379	54%	91%
Réserve des opérations	427 502	10 000	2%	-	0%	0%
Administrateurs auxiliaires	12 000	12 880	107%	7 704	64%	60%
Total	10 714 003	6 180 261	58%	5 607 083	52%	91%

2. Performances antérieures au niveau régional

15. Les tableaux I.4 à I.10 présentent le budget et les dépenses de 2022 pour les sept régions.

⁶ Le Rapport global 2022 du HCR est disponible sur *Global Focus*, le site web des rapports opérationnels du HCR..

Tableau I.4

Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour la région Afrique occidentale et centrale – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable IA 1 : Protéger	227 628	150 299	66%	147 364	65%	98%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains IA 2 : Répondre	313 790	124 526	40%	122 875	39%	99%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes IA 3 : Responsabiliser	176 818	83 712	47%	82 690	47%	99%
Trouver des solutions IA 4 : Résoudre	165 830	79 525	48%	79 384	48%	100%
Total région Afrique occidentale et centrale	884 066	438 062	50%	432 313	49%	99%

16. Pour l'Afrique occidentale et centrale, le budget final de 2022 se chiffrait à 884,1 millions de dollars E.-U. Des 438 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 432,3 millions (soit 99 %) ont été utilisés, ce qui représente 49 % du budget final.

Tableau I.5

Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable IA 1 : Protéger	472 639	275 986	58%	272 359	58%	99%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains IA 2 : Répondre	931 679	460 869	49%	452 738	49%	98%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes IA 3 : Responsabiliser	261 417	141 791	54%	138 124	53%	97%
Trouver des solutions IA 4 : Résoudre	214 450	85 506	40%	84 185	39%	98%
Total région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	1 880 186	964 152	51%	947 405	50%	98%

17. Pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, le budget final de 2022 se chiffrait à 1 880,2 millions de dollars E.-U. Des 964,2 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 947,4 millions (soit 98 %) ont été utilisés, ce qui représente 50 % du budget final.

Tableau I.6
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour la région Afrique australe – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	163 898	76 427	47%	76 401	47%	100%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2: Répondre	109 102	75 056	69%	74 548	68%	99%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	56 733	27 040	48%	26 893	47%	99%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	106 776	35 975	34%	36 061	34%	100%
Total région Afrique australe	436 508	214 498	49%	213 903	49%	100%

18. Pour la région d'Afrique australe, le budget final de 2022 s'élevait à 436,5 millions de dollars E.-U. Des 214,5 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 213,9 millions (soit près de 100 %) ont été utilisés, ce qui représente 49 % du budget final.

Tableau I.7
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	291 654	185 766	64%	180 340	62%	97%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2: Répondre	1 714 306	769 692	45%	747 711	44%	97%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	274 158	166 232	61%	162 913	59%	98%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	152 552	68 099	45%	62 699	41%	92%
Total région Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 432 670	1 189 788	49%	1 153 664	47%	97%

19. Pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le budget final de 2022 s'élevait à 2 432,7 millions de dollars E.-U. Des 1 189,8 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 1 153,7 millions (soit 97 %) ont été utilisés, ce qui représente 47 % du budget final.

Tableau I.8
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour la région Asie et Pacifique – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	178 871	117 054	65%	115 418	65%	99%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2 : Répondre	537 927	348 004	65%	342 782	64%	98%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	281 243	182 478	65%	181 840	65%	100%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	93 563	62 648	67%	62 084	66%	99%
Total région Asie et Pacifique	1 091 604	710 184	65%	702 124	64%	99%

20. Pour la région Asie et Pacifique, le budget final de 2022 s'élevait à 1 091,6 millions de dollars E.-U. Des 710,2 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 702,1 millions (soit 99 %) ont été utilisés, ce qui représente 64 % du budget final.

Tableau I.9
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour la région Europe – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	308 188	169 467	55%	164 501	53%	97%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2 : Répondre	1 455 073	866 337	60%	856 460	59%	99%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	152 532	50 374	33%	46 645	31%	93%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	75 276	41 469	55%	39 203	52%	95%
Total région Europe	1 991 070	1 127 648	57%	1 106 810	56%	98%

21. Pour la région Europe, le budget final de 2022 était de 1 991,1 millions de dollars E.-U. Des 1 127,6 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 1 106,8 millions (soit 98 %) ont été utilisés, ce qui représente 56 % du budget final.

Tableau I.10

Budget, fonds disponibles et dépenses en 2022 pour les Amériques – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	243 653	120 987	50%	119 349	49%	99%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2 : Répondre	271 976	125 292	46%	120 581	44%	96%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	96 477	47 819	50%	46 577	48%	97%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	167 477	77 994	47%	77 237	46%	99%
Total région Les Amériques	779 583	372 092	48%	363 744	47%	98%

22. Pour les Amériques, le budget final de 2022 était de 779,6 millions de dollars E.-U. Des 372,1 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 363,7 millions (soit 98 %) ont été utilisés, ce qui représente 47 % du budget final.

3. Performances actuelles - budget de 2023⁷

23. Le budget annuel de 2023, chiffré à 10 211,3 millions de dollars E.-U., avait été approuvé en octobre 2022 par le Comité exécutif à sa soixante-treizième session plénière.

24. Au 31 mai 2023, date butoir pour les données financières et budgétaires du présent rapport, le budget actuel de 2023 se chiffrait à 10 799,5 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation nette de 588,2 millions de dollars E.-U., soit 6 % par rapport au budget annuel initial de 2023. Cette augmentation s'explique par cinq budgets supplémentaires, dont 201,3 millions pour la réponse aux tremblements de terre en Türkiye et en République arabe syrienne ; 55,8 millions pour les inondations au Pakistan ; 41,7 millions pour la situation en Somalie et dans les pays voisins ; 139,4 millions pour la situation de déplacements au Soudan du Sud ; 250 millions d'appui à l'Ukraine et aux pays voisins. Compensant en partie cette augmentation, la réduction budgétaire de 100 millions de dollars E.-U., pour l'opération en Iraq traduit l'alignement du programme du HCR sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, avec un plus grand accent sur les plans nationaux et les interventions de développement. Un montant de 17,5 millions de dollars E.-U. a été transféré de la Réserve des opérations.

25. Le tableau I.11 ci-dessous présente le budget initial et le budget actuel de 2023, pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège. Les écarts entre le budget initial et le budget actuel de 2023 résultent principalement de l'effet de cinq budgets supplémentaires, ainsi que des transferts internes, notamment de la Réserve des opérations. Il ressort du budget actuel de 2023 que la part la plus importante des besoins est celle de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (23 %), suivie de la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs (20 %) et de l'Europe (16 %). Les besoins actuels pour les autres régions tombent dans la fourchette de 4 à 9 %. Les besoins actuels pour les programmes globaux et le Siège représentent respectivement 5 % et 2 % du total.

⁷ Budget de 2023 tel qu'ajusté par le Haut-Commissaire au 31 mai 2023.

Tableau I.11
Budget initial et budget actuel de 2023 – par composante budgétaire
(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget de 2023</i>				<i>Écart budget actuel et budget initial</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>		<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>		
Afrique occidentale et centrale	896 486	9%	971 080	9%	74 594	8%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 021 249	20%	2 125 128	20%	103 879	5%
Afrique australe	471 462	5%	471 532	4%	70	0%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 470 154	24%	2 441 639	23%	(28 515)	-1%
Asie et Pacifique	944 741	9%	1 000 558	9%	55 817	6%
Europe	1 293 533	13%	1 693 533	16%	400 000	31%
Les Amériques	827 188	8%	827 258	8%	70	0%
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	8 924 814	87%	9 530 728	88%	605 915	7%
Programmes globaux	542 115	5%	539 682	5%	(2 433)	0%
Siège	246 650	2%	248 868	2%	2 218	1%
Sous-total activités programmées	9 713 578	95%	10 319 278	96%	605 700	6%
Réserve des opérations	485 679	5%	468 186	4%	(17 493)	-4%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	10 211 257	100%	10 799 464	100%	588 207	6%

26. Le tableau I.12 ci-dessous compare le budget actuel et le budget initial de 2023 par domaine d'impact. Les changements s'expliquent par les budgets supplémentaires établis et la réduction de 100 millions pour les opérations en Iraq. Dans les domaines d'impact 1 et 2, ils reflètent le travail effectué par l'Organisation avec ses partenaires pour promouvoir un environnement favorable à la protection et fournir de l'assistance vitale, de l'assistance en espèces et des produits de première nécessité aux personnes déplacées de force ou apatrides. Dans les domaines d'impact 3 et 4, les augmentations s'expliquent par les activités envisagées pour intensifier les projets de responsabilisation communautaire et de coexistence pacifique et trouver des solutions durables.

Tableau I.12

Budget initial et budget actuel de 2023 – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget de 2023</i>				<i>Écart budget actuel et budget initial</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>			
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	2 429 374	24%	2 654 557	25%	225 182	9%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains						
IA 2 : Répondre	4 815 097	47%	5 076 356	47%	261 259	5%
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	1 338 558	13%	1 387 060	13%	48 502	4%
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	1 130 549	11%	1 201 305	11%	70 756	6%
Sous-total activités programmées	9 713 578	95%	10 319 278	96%	605 700	6%
Réserve des opérations	485 679	5%	468 186	4%	(17 493)	-4%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	10 211 257	100%	10 799 464	100%	588 207	6%

27. Le tableau I.13 ci-dessous compare les dépenses de 2023, au 31 mai 2023, aux dépenses finales de 2022 pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège. Le tableau I.13 indique une stabilité relative dans l'exécution du budget.

Tableau I.13

Dépenses de 2022 et 2023 – par composante budgétaire

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Dépenses de 2022</i>		<i>Dépenses de 2023 (au 31 mai 2023)</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>
	Afrique occidentale et centrale	432 313	8%	160 698
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	947 405	17%	359 960	17%
Afrique australe	213 903	4%	75 364	4%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 153 664	21%	426 484	21%
Asie et Pacifique	702 124	13%	214 256	10%
Europe	1 106 810	20%	378 920	18%
Les Amériques	363 744	6%	148 917	7%
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	4 919 962	88%	1 764 598	85%
Programmes globaux	441 134	8%	192 078	9%
Siège	238 283	4%	104 268	5%
Sous-total activités programmées	5 599 379	100%	2 060 944	100%
Administrateurs auxiliaires	7 704	0%	3 237	0%
Total	5 607 083	100%	2 064 180	100%

D. Principales initiatives

28. La présente section fait une mise à jour sur les principales initiatives que le HCR continuera de mener en 2024. Certaines portent sur les huit domaines d'intérêt entrant dans le cadre des orientations stratégiques du HCR pour la période 2022-2026.

1. Mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés

29. Ces dernières années, la communauté internationale est restée engagée à réaliser les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés. C'est ainsi que des progrès sont visibles dans la mise en œuvre des réponses globales pour des situations nouvelles et existantes de réfugiés, notamment grâce à de meilleurs arrangements pour le partage de la charge et des responsabilités.

30. En 2023, le deuxième Forum mondial sur les réfugiés offrira d'autres possibilités de traduire le Pacte en actes concrets. Par exemple, un plus grand accent sera mis sur le financement des initiatives pour le climat au soutien des réfugiés et des communautés d'accueil, l'inclusion économique et sociale des réfugiés, la réinstallation, les voies complémentaires d'admission dans des pays tiers, le logement, les terres et les biens dans le contexte du retour volontaire, et sur la consolidation de la paix. Le rapport sur les indicateurs du Pacte mondial sur les réfugiés de 2023 évaluera les progrès accomplis depuis l'approbation de ce Pacte, et mettra en lumière ce qu'il y a encore lieu de faire pour atteindre pleinement ses objectifs.

2. Programme de transformation

31. Le HCR modernise ses systèmes opérationnels de technologies de l'information, en vue surtout d'atteindre plus efficacement des résultats pour les personnes déplacées de force ou apatrides. Le Programme de transformation institutionnelle comprend six projets de transformation des systèmes et processus des ressources humaines (*Workday*), des finances, de l'approvisionnement et des fournitures (*Cloud ERP*), de la gestion des programmes axée sur les résultats (*COMPASS*), des partenariats (Solution de suivi, de contrôle et d'établissement de rapports, connue sous l'appellation *PROMS*), et de l'engagement externe (*Synergy*). Le projet *Link* assure l'intégration de ces différentes solutions basées sur le *cloud* ainsi qu'une circulation fluide des données entre elles. L'amélioration des systèmes est complétée par la simplification des processus, grâce notamment à la technologie basée sur le *cloud* et aux meilleures pratiques sectorielles dans les domaines susmentionnés. Si *COMPASS* et *Workday* ont été déployés respectivement en 2021 et 2022, l'exécution des quatre autres projets (*Cloud ERP*, *PROMS*, *Synergy* et *Link*) est prévue pour la deuxième moitié de 2023. Le processus prévoit aussi le réaligement de *COMPASS* et *Workday* sur *Cloud ERP* et d'autres systèmes connexes, étant donné qu'au départ, ils avaient été conçus pour fonctionner avec l'ancien système MSRP de gestion des membres du personnel et des ressources de l'Organisation. En fin 2023 et en début 2024, l'intérêt portera surtout sur la gestion du changement, la communication, la stabilisation et l'appui.

32. Le HCR collabore étroitement avec les autres organismes des Nations Unies sur la mise en œuvre des processus de réforme du Groupe des Nations Unies sur le développement durable, notamment à travers le Groupe des innovations institutionnelles. Il a dirigé les efforts sur les gains d'efficacité, notamment dans le cadre de l'initiative sans marque PAM-HCR appelée « *UN Fleet* » qui offre des services de location à d'autres organisations des Nations Unies, et qui sera étendue en 2024.

33. Le HCR continue de nouer des partenariats, notamment avec les acteurs du développement, afin d'exploiter les forces complémentaires, notamment pour le plaidoyer en faveur de l'inclusion et de l'accès aux financements pour le développement. En 2024, il continuera de travailler étroitement avec les coordonnateurs résidents et les coordonnateurs de l'action humanitaire des Nations Unies, et contribuera à l'atteinte des objectifs de développement durable pertinents, en veillant à ce que les stratégies de protection et de solution pour les personnes déplacées de force ou apatrides entrent dans la réponse du système des Nations Unies. Le HCR continuera aussi de collaborer avec les prestataires nationaux et locaux, qui représentent jusqu'à 84 % des partenaires financés en 2022. Ainsi, il pourra mieux assurer le plaidoyer et mobiliser les acteurs du développement, afin d'améliorer les possibilités

économiques, l'accès aux systèmes nationaux et l'autonomie des personnes déplacées de force ou apatrides.

34. Le HCR reconnaît l'importance de la culture de l'organisation sur l'efficacité d'une manière générale, les conditions de travail, et en fin de compte sur des services plus appropriés aux personnes déplacées de force. La transformation institutionnelle ne peut produire des changements durables que si la culture de l'organisation s'aligne sur ces changements. Le HCR continuera de promouvoir une culture positive de travail, et aidera les collègues à faire de la transformation durable une réalité.

3. Renforcer les principaux domaines de la réponse pour la protection

35. La sauvegarde de l'espace de protection pour les personnes déplacées de force ou apatrides est au cœur du mandat de l'Organisation. En 2024, le HCR continuera de travailler avec les États et d'autres partenaires pour soutenir la capacité d'asile et améliorer les cadres de protection et de solution dans le contexte des mouvements mixtes et secondaires et dans les situations de déplacement interne. Il étendra par ailleurs son travail communautaire avec les organisations locales, notamment celles dirigées par des réfugiés, des femmes et des personnes en situation de handicap. Le HCR utilise des approches innovantes pour veiller à ce que les personnes déplacées de force ou apatrides bénéficient d'un accès non discriminatoire aux services et participent de manière significative à la prise des décisions affectant leurs vies. À cet égard, il collabore aussi avec des communautés de personnes déplacées ou apatrides. Il veille aussi à ce que des réponses vitales soient apportées en temps voulu aux personnes exposées aux risques de violence liée au genre ou ayant survécu à celle-ci. Concernant les solutions, l'Organisation continuera de mettre l'accent sur le rapatriement volontaire, l'intégration locale, les voies complémentaires d'admission dans des pays tiers, le regroupement familial et sur l'accès aux documents de voyage, afin de contribuer aux solutions dans des pays tiers.

4. Engagement pour les déplacés internes

36. Conformément à ses orientations stratégiques, le HCR se prépare et répond aux situations de déplacement interne, en collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres partenaires. À cet égard, il est en train de mettre au point une stratégie pluriannuelle définissant les actions prioritaires au niveau de l'Organisation. La politique révisée du HCR sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence, publiée en janvier 2023, lui permet de mieux planifier, programmer et exécuter les activités de préparation et de réponse aux situations d'urgence dans les domaines de la protection, de la gestion des camps et sites et des abris. Sur cette base, il peut aussi se préparer pour des solutions, dès le déclenchement d'une crise. S'appuyant sur l'engagement pris dans le cadre du Programme d'action du Secrétaire général, le HCR a mis au point un plan institutionnel, en coordination étroite avec le Conseiller spécial sur les solutions au déplacement interne. Par ce plan, il s'efforce de mettre en œuvre en 2024 les engagements pris depuis longtemps pour les situations de déplacement interne. La priorité sera accordée à la mise en œuvre d'une réponse orientée vers la protection et les solutions, dans le cadre de partenariats stratégiques et opérationnels, notamment avec les gouvernements, les acteurs du développement et de paix. Sur la base de son analyse des questions de protection et au vu des besoins des déplacés internes, il apportera son appui aux coordonnateurs résidents et aux coordonnateurs de l'action humanitaire, ainsi qu'aux équipes-pays des Nations Unies dans la conception des stratégies nationales de protection et de solution.

5. Apatridie

37. L'apatridie fait partie des huit domaines identifiés dans les orientations stratégiques du HCR comme nécessitant des mesures additionnelles, accélérées et ciblées. Un nouveau plan a donc été mis au point pour redoubler d'efforts dans la lutte contre l'apatridie aux plans national, régional et mondial. Les partenariats avec les organismes des Nations Unies, les acteurs du développement, les groupes de la société civile, et les organisations régionales sont indispensables à cet égard.

38. Si beaucoup de progrès ont été accomplis dans la création d'un cadre plus favorable de lutte contre l'apatridie, les avancées dans le règlement du problème ont été lentes. Il faudrait

donc mettre un plus grand accent sur le règlement des situations d'apatridie et de leurs causes sous-jacentes. À cet égard, le HCR œuvre à la mise en place d'une nouvelle alliance mondiale multipartite pour éradiquer l'apatridie, conformément à l'initiative du Secrétaire général appelée « Notre programme commun ». Cette alliance poursuivra, dans une nouvelle phase, les efforts fournis par l'Organisation pour accélérer la prévention et la réduction de l'apatridie. Ces efforts devraient renforcer l'engagement avec diverses parties prenantes, comme les organisations dirigées par des apatrides.

39. La campagne #J'appartiens visant à mettre fin à l'apatridie arrivera à son terme en 2024, et se focalisera sur le thème « apatridie et développement ». Ce thème permettra d'orienter les efforts d'intensification de la coopération avec les acteurs du développement. Le HCR soutiendra aussi la mise en œuvre des Recommandations internationales sur les statistiques relatives à l'apatridie, approuvées à la cinquante-quatrième session de la Commission de statistique de l'ONU (décision 54/121). Ces recommandations montrent aux bureaux nationaux de la statistique comment inclure les données relatives à l'apatridie dans les enquêtes et recensements nationaux. L'amélioration des données mondiales sur l'apatridie constituerait une étape importante et un exemple tangible de leadership dans le travail visant à éradiquer l'apatridie.

6. Action climatique

40. En 2023, les déplacements liés au climat continuent d'augmenter. Ils ont souvent des liens avec les conflits armés. La réponse de l'Organisation en matière climatique couvre des initiatives juridiques, opérationnelles et de protection ainsi que des initiatives écologiques. Le HCR joue un rôle actif dans la réponse des Nations Unies en matière climatique, en s'engageant sur ces questions dans les forums stratégiques internationaux et les négociations sur le climat, notamment dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'un des principaux points de plaidoyer continue d'être l'inclusion des personnes déplacées dans les arrangements de financement de la réponse aux pertes et dommages, devant être davantage discutés à la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques.

41. Conformément au Cadre stratégique du HCR pour l'action climatique, le Fonds de protection de l'environnement pour les réfugiés, qui est une initiative phare, investira dans les programmes de reboisement et de cuisson propre dans les situations de réfugiés vulnérables. En 2023, le HCR a aussi lancé une initiative appelée *Project Flow* visant à faire fonctionner à l'énergie solaire les systèmes d'adduction d'eau dans les pays d'accueil. En outre, il s'efforce de réduire d'au moins 45 % d'ici 2030 son empreinte écologique et ses émissions de gaz à effet de serre, en prenant 2018 pour année de référence. En particulier, il rendra sa chaîne d'approvisionnement plus durable, en utilisant des plastiques recyclés pour les produits de première nécessité et en interdisant les emballages plastiques à usage unique.

42. Un autre projet a permis au HCR de conclure ses premiers contrats énergétiques à long terme « *solar as a service* » pour ses installations au Kenya et en Ouganda, devant permettre de réduire ses émissions de gaz de plus de 80 % dans les deux pays.

43. En 2024, le HCR s'efforcera de veiller à ce que davantage de personnes déplacées de force ou apatrides, en situation de vulnérabilité au climat, puissent être protégées, autosuffisantes et plus résilientes à l'impact du changement climatique.

7. Obligation redditionnelle et contrôle

44. En 2024, le HCR continuera d'améliorer la cohérence et la coordination de ses activités d'intégrité et de contrôle indépendant. Au Bureau de l'inspecteur général, le(la) responsable du contrôle stratégique réunira et analysera les données de contrôle indépendant et veillera à ce que l'Organisation puisse apprendre à partir de celles-ci. Concernant la fonction d'enquête, l'accent sera mis sur les liens clairs et bien définis entre le travail d'enquête et d'autres entités du HCR, la contribution à l'amélioration constante, la professionnalisation continue du travail au Service des enquêtes, ainsi que sur les leçons que l'Organisation devrait tirer des enquêtes. En 2023, le HCR a commencé à rationaliser et à renforcer les systèmes, politiques et processus relatifs au contrôle et à l'intégrité. Ce travail se poursuivra en 2024. De telles améliorations touchent à la fois les communautés de contrôle et d'intégrité.

8. Gestion globale et proactive des risques

45. Guidé par sa Stratégie 2025 de gestion des risques, le HCR continue d'améliorer la culture de gestion des risques dans tous les domaines opérationnels et de gestion, en vue de meilleures réponses et d'un meilleur impact sur ses opérations. Une revue consultative de la gestion des risques, effectuée par le Bureau des services de contrôle interne, a confirmé que le HCR réalise des progrès constants, permettant de porter sa maturité du risque à un niveau avancé. À l'avenir, l'Organisation sera mieux équipée, notamment avec les principaux indicateurs de risque, pour identifier le niveau de risque dans divers domaines opérationnels. En 2024, les efforts porteront sur la communication et les possibilités de gestion des risques devant permettre au personnel et aux partenaires du HCR d'améliorer leurs connaissances en matière de gestion des risques.

E. Budget-programme de 2024

46. Le tableau I.14 ci-dessous compare le budget actuel de 2023 et le projet de budget de 2024 par domaine d'impact. Une description des domaines d'impact par région est faite au chapitre II portant sur les activités programmées, section A sur les programmes nationaux et régionaux.

47. Avec l'augmentation attendue du nombre de personnes déplacées de force ou apatrides, devant passer à environ 130,8 millions, le projet de budget de 2024 permettra au HCR et à ses partenaires de réagir rapidement et efficacement pour assurer la protection et l'assistance vitales dans les situations nouvelles et existantes de déplacement. L'Organisation continuera aussi de s'appuyer sur le Pacte mondial sur les réfugiés et l'élan suscité par le Forum mondial sur les réfugiés de 2023. Le mappage du projet de budget de 2024 par domaine d'impact se présente comme suit :

a) Le domaine d'impact 1 - créer un environnement de protection favorable - est évalué à 2 589,4 millions de dollars E.-U., soit 24 % du total du projet de budget de 2024, ce qui représente une diminution de 65,1 millions de dollars E.-U., soit 2 %, par rapport au budget actuel de 2023. La diminution la plus importante (117,7 millions de dollars E.-U.) concerne l'Europe, en raison des ajustements envisagés dans la réponse à la situation en Ukraine et dans les pays voisins. Le HCR continuera de plaider pour les droits des personnes déplacées de force ou apatrides, de renforcer la protection par l'amélioration des cadres juridiques et de l'accès à la documentation, au territoire et à l'asile et de faire face aux risques de protection. En outre, il va davantage promouvoir les garanties juridiques afin de prévenir et de régler les cas d'apatridie. Il établira les canaux de communication avec les communautés apatrides et pour celles-ci, soutiendra la société civile et aidera les gouvernements à renforcer leurs systèmes nationaux de protection.

b) Le domaine d'impact 2, consistant à réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains, est évalué à 4 878 millions de dollars E.-U., soit 46 % du total du projet de budget de 2024. Ce domaine continue d'avoir la part la plus importante du projet de budget total, pour assurer les activités de sauvetage, lutter contre les violences liées au genre et fournir des articles de première nécessité et de l'assistance en espèces. Même si les budgets ont augmenté pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs (49,4 millions de dollars E.-U.) et la région Asie et Pacifique (32,1 millions de dollars E.-U.), une diminution nette de 198,4 millions de dollars E.-U., soit 4 %, est prévue par rapport au budget actuel de 2023. Un changement stratégique en Europe et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord favorisera la transition de l'assistance vitale à la protection sociale à plus long terme et aux solutions par les gouvernements, les autorités locales et les partenaires.

c) Le domaine d'impact 3 - responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes - est évalué à 1 401,8 millions de dollars E.-U., soit 13 % du projet de budget de 2024, ce qui représente une augmentation de 14,8 millions de dollars E.-U., soit 1 %, par rapport au budget actuel de 2023. Les augmentations les plus importantes sont attendues pour l'Afrique occidentale et centrale (69,6 millions de dollars E.-U.) et les Amériques (16,6 millions de dollars E.-U.). Le HCR facilitera l'égalité d'accès des femmes et des filles aux possibilités de moyens d'existence, à l'éducation et aux soins de santé, et assurera l'accès aux services juridiques et à la prise en charge psychosociale aux personnes ayant survécu aux violences

liées au genre. Des efforts seront fournis pour leur inclusion sur une base d'égalité dans les systèmes nationaux. Le HCR continuera de placer les communautés au centre de ses réponses. Il œuvrera en faveur d'une collaboration significative avec les personnes affectées. En particulier, il faudra un appui international constant pour créer des opportunités d'inclusion socio-économique des personnes déplacées de force ou apatrides.

d) Le domaine d'impact 4 - trouver des solutions - est évalué à 1 235,3 millions de dollars E.-U., soit 12 % du projet de budget de 2024, ce qui représente une augmentation de 34 millions de dollars E.-U., soit 3 %, par rapport au budget actuel de 2023. Les augmentations les plus importantes concernent l'Europe (63,5 millions de dollars E.-U.) et les Amériques (17,3 millions de dollars E.-U.). Le HCR poursuivra l'objectif consistant à trouver des solutions par le rapatriement volontaire, l'intégration locale, la réinstallation et les voies complémentaires. Les retours volontaires devraient augmenter. Étant donné qu'environ 2,4 millions de réfugiés les plus vulnérables auront besoin de réinstallation en 2024, le HCR intensifiera les efforts en faveur de solutions dans des pays tiers. La promotion des arrangements pour le partage de la charge et des responsabilités se poursuivra, notamment par l'engagement des acteurs financiers et du développement, de la société civile et des autorités nationales et locales.

Tableau I.14
Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – par domaine d’impact
(en milliers de dollars E.-U.)

<i>Domaine d’impact (IA)</i>	<i>Principaux indicateurs pour les domaines d’impact</i>	<i>Budget actuel de 2023</i>		<i>Projet de budget de 2024</i>		<i>Écart budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Créer un environnement de protection favorable IA 1 : Protéger	Proportion de personnes sollicitant la protection internationale qui sont en mesure d’avoir accès aux procédures d’asile Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR en mesure de se déplacer librement dans leur pays de résidence habituelle (GCR) Nombre de personnes qui auraient été refoulées pour 10 000	2 654 557	25%	2 589 415	24%	(65 142)	-2%
Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains IA 2 : Répondre	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR vivant en dessous du seuil national de pauvreté (GCR et SDG) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR résidant dans des zones d’installation saines et sûres, avec un accès aux équipements de base Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès aux services de santé (SDG)	5 076 356	47%	4 877 921	46%	(198 436)	-4%
Responsabiliser les communautés et assurer l’égalité entre les sexes IA 3 : Responsabiliser	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant droit à un travail décent (GCR) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans le primaire et le secondaire (GCR et SDG) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR se sentant en sécurité en marchant seules dans leur quartier (SDG)	1 387 060	13%	1 401 827	13%	14 767	1%
Trouver des solutions IA 4 : Résoudre	Nombre de réfugiés retournés volontairement, en sécurité et dans la dignité, dans leur pays d’origine (GCR) Nombre de personnes parties pour la réinstallation (GCR) Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR parties par des voies complémentaires Nombre d’apatrides pour lesquels la nationalité a été accordée ou confirmée Nombre de réfugiés auxquels le statut de résident a été accordé ou confirmé	1 201 305	11%	1 235 284	12%	33 979	3%
Sous total activités programmées		10 319 278	96%	10 104 446	95%	(214 832)	-2%
Réserve des opérations		468 186	4%	505 222	5%	37 036	8%
Administrateurs auxiliaires		12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total		10 799 464	100%	10 621 668	100%	(177 796)	-2%

48. Le tableau I.15 ci-dessous compare le projet de budget de 2024 et le budget actuel de 2023 par domaine de réalisation et domaine favorable.

49. Les 16 domaines de réalisation décrivent les principaux domaines de travail dans lesquels le HCR apporte des contributions. Les cinq domaines favorables couvrent les fonctions d'appui et de gestion nécessaires pour exécuter les programmes.

50. Les domaines de réalisation ont connu dans l'ensemble une diminution de 2 % dans le projet de budget de 2024 par rapport au budget actuel de 2023, traduisant une réorientation envisagée des ressources pour améliorer les solutions et responsabiliser les communautés. En matière d'éducation (domaine de réalisation 11), l'amélioration des données permettra de mieux élaborer les programmes sur la base de preuves et de plaider en faveur de l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants et jeunes réfugiés. Le HCR poursuivra sa collaboration avec les institutions financières nationales et internationales afin de mobiliser l'appui pour les systèmes éducatifs des pays d'accueil. À travers l'autonomie, l'inclusion économique et les moyens d'existence (domaine de réalisation 13), le HCR s'efforce de promouvoir la participation économique et de plaider en faveur de l'accès aux terres, à un travail décent, aux opportunités d'affaires et aux services financiers. Il recherchera aussi des investissements dans les zones d'accueil de réfugiés, notamment du secteur privé. L'intégration locale et d'autres solutions locales (domaine de réalisation 16) contribueront à l'identification de solutions durables, notamment dans le cadre d'initiatives de solutions régionales. Le HCR plaidera en faveur de la modification de lois, de règlements et de politique et apportera son appui technique sur les arrangements juridiques pour la résidence.

51. L'augmentation du budget pour le rapatriement volontaire et la réintégration durable (domaine de réalisation 14) permettra de favoriser le retour volontaire et de plaider pour que les réalisations en déplacement des personnes rapatriées puissent être mieux reconnues. Le HCR favorisera les conditions d'un retour durable dans les zones prioritaires de retour et de réintégration, et apportera une assistance individuelle aux personnes rapatriées. Il encouragera les gouvernements et les acteurs du développement à participer tôt aux efforts de réintégration. La vie en bonne santé (domaine de réalisation 10), la prévention et la lutte contre les violences liées au genre (domaine de réalisation 4) et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (domaine de réalisation 12) sont aussi indispensables à la jouissance des droits et à l'accès à plus long terme aux services.

52. Les ajustements à la baisse s'expliquent par la réduction envisagée des interventions d'urgence et l'amélioration des capacités nationales dans les opérations. Par exemple, l'accès à la justice (domaine de réalisation 6) connaît la diminution envisagée la plus importante pour la Türkiye, étant donné que le budget supplémentaire pour la réponse aux tremblements de terre cessera. La détermination du statut (domaine de réalisation 2) devrait aussi connaître une diminution en raison de la priorité accordée aux activités de contrôle aux frontières et d'enregistrement en Argentine et de l'augmentation attendue de déplacement interne au Burkina Faso. Pour l'accès au territoire, l'enregistrement et la documentation (domaine de réalisation 1), un plaidoyer sera fait pour un meilleur accès à la documentation.

53. Pour les domaines favorables, la diminution dans l'ensemble de 2 % par rapport à l'année précédente s'explique par l'achèvement de certains processus de transformation, notamment liés aux systèmes, à l'appui opérationnel et à la chaîne d'approvisionnement. Les augmentations envisagées pour le leadership et la gouvernance s'expliquent par le renforcement prévu de la fonction d'évaluation au niveau régional, en application de la Politique d'évaluation du HCR pour la période 2022-2027. Les investissements dans les ressources humaines et la culture continueront de mettre l'accent sur la promotion des valeurs partagées, la responsabilité et les résultats mesurables en vue d'améliorer la vie des personnes déplacées de force ou apatrides.

Tableau I.15

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – par domaine de réalisation et domaine favorable

(en milliers de dollars E.-U.)

<i>Domaine de réalisation (OA)</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2023</i>		<i>Projet de budget de 2024</i>		<i>Écart budget actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>		
Accès au territoire, enregistrement et documentation OA 1	Proportion des réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés à titre individuel	746 303	7%	716 513	7%	(29 791)	-4%
	Proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par un officier d'état civil. [SDG 16.9.1 - Tier1]						
	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant des pièces ou documents d'identité légalement reconnus [GCR 4.2.2]						
Détermination du statut OA 2	Moyenne du temps de traitement (en jours), de l'enregistrement à la décision d'asile en première instance (selon les procédures individuelles et de groupes)	224 817	2%	196 664	2%	(28 153)	-13%
	Proportion de personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à la représentation ou aux conseils juridiques						
	Proportion des personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à un mécanisme efficace d'appel après le rejet de leur demande en première instance						
Politique et droit de protection OA 3	La mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1951 et/ou à son protocole de 1967	314 182	3%	308 077	3%	(6 105)	-2%
	La mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie						
Violences liées au genre OA 4	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR sachant comment avoir accès aux services disponibles de lutte contre les violences liées au genre	346 656	3%	368 259	3%	21 603	6%
	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR n'acceptant pas les violences à l'égard des femmes						
	Proportion de personnes ayant survécu, satisfaites des services de prise en charge de cas de violence sexuelle et le genre						
Protection de l'enfant OA 5	Proportion d'enfants exposés à des risques élevés soutenus par une procédure de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant	245 425	2%	251 985	2%	6 560	3%
	Proportion d'enfants participant aux programmes communautaires de protection de l'enfant						
	Proportion des personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à un mécanisme efficace d'appel après le rejet de leur demande en première instance						

<i>Domaine de réalisation (OA)</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2023</i>		<i>Projet de budget de 2024</i>		<i>Écart budget actuel et projet de budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
OA 6 Sécurité et accès à la justice	Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR arrêtées ou détenues suite à un contrôle d'immigration ou en raison de leur statut légal pour 10 000 enregistrées	332 964	3%	300 023	3%	(32 941)	-10%
OA 7 Engagement communautaire et responsabilisation des femmes	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à une participation significative à toutes les phases de l'opération Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à des mécanismes efficaces de réponse et de retour d'information Proportion (et nombre) de participants actifs de sexe féminin aux structures de leadership/gestion	685 147	6%	635 465	6%	(49 682)	-7%
OA 8 Bien-être et besoins essentiels	Proportion de personnes nécessiteuses relevant de la compétence du HCR ayant bénéficié de transferts monétaires ou de l'assistance en nature Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR utilisant surtout des combustibles (pour la cuisson) et des technologies propres [SDG 7.1.2 Tier 1]	2 587 337	24%	2 338 894	22%	(248 443)	-10%
OA 9 Logement et zones d'installation durables	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR vivant dans des logements habitables et abordables Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant de l'énergie pour l'éclairage	1 003 937	9%	993 039	9%	(10 898)	-1%
OA 10 Vie en bonne santé	Proportion d'enfants âgés entre 9 mois et 5 ans vaccinés contre la rougeole Proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié [SDG 3.1.2 Tier 1]	564 775	5%	590 043	6%	25 268	4%
OA 11 Éducation	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans l'enseignement post-secondaire et supérieur Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans le système éducatif national [GCR 2.2.1]	473 706	4%	513 885	5%	40 179	8%
OA 12 Eau potable, assainissement et hygiène	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR utilisant au moins des services essentiels d'eau potable Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à de toilettes sûres	235 771	2%	252 328	2%	16 557	7%
OA 13 Autonomie, inclusion économique et moyens d'existence	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant un compte dans une banque ou une autre institution financière, ou auprès d'un prestataire de services financiers mobiles [SDG 8.10.2 Tier 1] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant déclaré des changements positifs dans leurs revenus par rapport à l'année précédente Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR (en âge de travailler) qui sont sans emploi	547 236	5%	586 196	6%	38 961	7%

<i>Domaine de réalisation (OA)</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2023</i>		<i>Projet de budget de 2024</i>		<i>Écart budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Rapatriment volontaire et réintégration durable OA 14	Proportion de personnes retournées ayant des pièces ou documents d'identité légalement reconnus [GCR 4.2.2] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR, désireuses de recevoir des informations sur leur pays d'origine, qui les reçoivent effectivement	262 536	2%	291 570	3%	29 033	11%
Réinstallation et voies complémentaires OA 15	Nombre de réfugiés présentés par le HCR pour la réinstallation Temps moyen de traitement, de la présentation de la demande au départ dans les circonstances normales Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR admises par des voies complémentaires du pays d'accueil	199 574	2%	204 548	2%	4 974	2%
Intégration locale et autres solutions locales OA 16	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant des droits fonciers sûrs et/ou des droits sur leur logement et/ou leurs terres Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR couvertes par les systèmes/socles de protection sociale [SDG 1.3.1]	404 975	4%	436 858	4%	31 883	8%
Sous-total domaines de réalisation		9 175 341	85%	8 984 347	85%	(190 994)	-2%
<i>Domaine favorable (EA)</i>							
Processus et systèmes EA 17		210 768	2%	192 694	2%	(18 074)	-9%
Appui opérationnel et chaîne d'approvisionnement EA 18		378 796	4%	373 150	4%	(5 646)	-1%
Ressources humaines et culture EA 19		109 871	1%	110 980	1%	1 109	1%
Engagement externe et mobilisation des ressources EA 20		423 731	4%	420 987	4%	(2 744)	-1%
Leadership et gouvernance EA 21		20 772	0%	22 288	0%	1 516	7%
Sous-total domaines favorables		1 143 937	11%	1 120 099	11%	(23 838)	-2%
Sous total activités programmées		10 319 278	96%	10 104 446	95%	(214 832)	-2%
Réserve des opérations		468 186	4%	505 222	5%	37 036	8%
Administrateurs auxiliaires		12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total		10 799 464	100%	10 621 668	100%	(177 796)	-2%

54. Le tableau I.16 présente les liens entre le projet de budget de 2024 et les objectifs de développement durable. Soixante-dix-sept pourcent du projet de budget de 2024 contribueront à l'atteinte de 10 objectifs. Les augmentations les plus importantes proposées concernent les objectifs de développement durable suivants : éducation de qualité ; travail décent et croissance économique ; réduction des inégalités ; santé et bien-être. Les diminutions les plus importantes concernent les objectifs suivants : pas de pauvreté ; paix, justice et institutions fortes ; et égalité entre les sexes. La diminution liée à l'égalité entre les sexes est due à la diminution des activités de leadership féminin dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et la région Afrique occidentale et centrale. Le budget de prévention et de lutte contre les violences liées au genre va néanmoins augmenter de 6 %, surtout dans les régions Asie-Pacifique, Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs et Afrique occidentale et centrale. La diminution pour l'objectif de développement durable 1 (pas de pauvreté) s'explique par le réaligement du budget de la réponse d'urgence sur les solutions à plus long terme. En exécution de son engagement à « ne pas faire de laissés-pour-compte », le HCR continuera aussi de plaider pour l'inclusion des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides dans les programmes nationaux de développement.

Tableau I.16

Mappage du budget actuel de 2023 et du projet de budget de 2024 avec les objectifs de développement durable

(en milliers de dollars E.-U.)

Objectifs de développement durable	Budget actuel de 2023		Projet de budget de 2024		Écart budget actuel et projet de budget	Écart en pourcentage
	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total		
1: pas de pauvreté	2 587 337	24%	2 338 894	22%	(248 443)	-10%
3: santé et bien-être	564 775	5%	590 043	6%	25 268	4%
4: éducation de qualité	473 706	4%	513 885	5%	40 179	8%
5: égalité entre les sexes	1 031 803	10%	1 003 724	9%	(28 078)	-3%
6: eau potable et assainissement	235 771	2%	252 328	2%	16 557	7%
8: travail décent et croissance économique	547 236	5%	586 196	6%	38 961	7%
10: réduction des inégalités	719 156	7%	744 935	7%	25 779	4%
11: villes et communautés durables	1 003 937	9%	993 039	9%	(10 898)	-1%
16: paix, justice et institutions fortes	746 303	7%	716 513	7%	(29 791)	-4%
17: partenariats pour l'atteinte des objectifs	423 731	4%	420 987	4%	(2 744)	-1%
Sous-total résultats liés aux objectifs de développement durable	8 333 756	77%	8 160 545	77%	(173 211)	-2%
Sous-total résultats non liés aux objectifs de développement durable	1 985 522	18%	1 943 901	18%	(41 621)	-2%
Sous total activités programmées	10 319 278	96%	10 104 446	95%	(214 832)	-2%
Réserve des opérations	468 186	4%	505 222	5%	37 036	8%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	10 799 464	100%	10 621 668	100%	(177 796)	-2%

55. Le tableau I.17 présente les budgets par groupe de population. En termes relatifs, les budgets sont demeurés relativement stables. La réduction du budget pour les réfugiés et les demandeurs d'asile s'explique surtout par la diminution envisagée de l'empreinte opérationnelle en Europe et dans la réponse régionale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Tableau I.17

Budget final de 2022, budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – par groupe de population

(en milliers de dollars E.-U.)

<i>Groupes de population</i>	<i>Budget final de 2022</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Budget actuel de 2023</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Projet de budget de 2024</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Réfugiés et demandeurs d'asile	7 199 576	67%	7 404 026	69%	7 192 481	68%
Apatrides	112 771	1%	137 309	1%	151 341	1%
Personnes retournées	726 176	7%	650 464	6%	785 536	7%
Déplacés internes	2 235 977	21%	2 127 479	20%	1 975 088	19%
Sous-total activités programmées	10 274 500	96%	10 319 278	96%	10 104 446	95%
Réserve des opérations	427 502	4%	468 186	4%	505 222	5%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	12 000	0%
Total	10 714 003	100%	10 799 464	100%	10 621 668	100%

56. Le tableau I.18 ci-dessous donne un aperçu du projet de budget de 2024, pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège. Le projet de budget se chiffre au total à 10 621,7 millions de dollars E.-U., dont 10 104,4 millions affectés aux activités programmées, 505,2 millions pour la Réserve des opérations⁸, et 12 millions pour le programme des administrateurs auxiliaires.

57. La part relative des besoins dans le projet de budget varie de 22 % pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à 5 % pour l'Afrique australe. Les composantes programmes globaux et Siège représentent respectivement 4 % et 2 % du projet de budget.

58. Le présent rapport introduit un petit changement dans la présentation du budget. À partir de 2024, le HCR présentera l'appui technique aux opérations-pays sur une ligne distincte, sous la rubrique « programmes nationaux et régionaux ». Ce budget est prévu pour les activités gérées au niveau du Siège, qui bénéficient directement aux opérations-pays pour la réalisation de leurs résultats visés. La gestion de ces activités au niveau central permet la réalisation d'économies d'échelle, l'alignement stratégique et une meilleure gestion des risques, ainsi que l'assurance qualité. Ces activités comprennent : la réinstallation ; le programme de bourses DAFI (Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés) ; l'initiative *Education for All* ; les partenariats innovants ; la sécurité sur le terrain ; les services de déploiement d'urgence ; la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information sur le terrain ; la connectivité ; et les activités d'appui d'urgence. Au tableau I.18 et dans les tableaux suivants, le budget actuel de 2023 a été reformulé pour le rendre comparable au projet de budget de 2024.

⁸ Conformément au Règlement de gestion révisé du HCR, la Réserve des opérations est constituée par un montant équivalent à 5 % des activités envisagées dans le budget-programme soumis pour approbation au Comité exécutif.

Tableau I.18
Projet de budget de 2024 – par composante budgétaire
(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Afrique occidentale et centrale	1 011 401	10%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 149 050	20%
Afrique australe	492 154	5%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 341 761	22%
Asie et Pacifique	993 215	9%
Europe	1 466 193	14%
Les Amériques	834 571	8%
Appui technique aux opérations-pays	159 949	2%
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	9 448 293	89%
Programmes globaux	406 495	4%
Siège	249 658	2%
Sous-total activités programmées	10 104 446	95%
Réserve des opérations	505 222	5%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%
Total	10 621 668	100%

59. Le tableau I.19 ci-dessous compare le budget initial et le budget actuel de 2023 et le projet de budget de 2024 pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège

60. Les réductions proposées pour l'Asie-Pacifique, l'Europe et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord s'expliquent par le fait que les budgets supplémentaires établis en 2023 n'existeront plus.

61. Les augmentations proposées pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, l'Afrique australe et l'Afrique occidentale et centrale s'expliquent par l'accroissement envisagé des besoins dans ces régions, suite aux situations d'urgence déclarées au premier semestre de 2023.

62. Les écarts budgétaires au niveau des programmes nationaux et régionaux sont expliqués au chapitre II, section A, tandis que pour les programmes globaux et le Siège, ils sont expliqués au chapitre II, section B.

Tableau I.19
Budget initial et budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – par composante budgétaire
(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget de 2023 (reformulé)</i>				<i>Budget de 2024</i>		<i>Écart projet de budget et budget actuel</i>		<i>Écart projet de budget et budget initial</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>		<i>Projet de budget</i>					
	<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>		<i>Écart en</i>	
	<i>Montant</i>	<i>du total</i>	<i>Montant</i>	<i>du total</i>	<i>Montant</i>	<i>du total</i>	<i>Montant</i>	<i>du total</i>	<i>Montant</i>	<i>pourcentage</i>
Afrique occidentale et centrale	896 486	9%	971 080	9%	1 011 401	10%	40 321	4%	114 915	13%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 021 249	20%	2 125 128	20%	2 149 050	20%	23 922	1%	127 801	6%
Afrique australe	471 462	5%	471 532	4%	492 154	5%	20 622	4%	20 691	4%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 470 154	24%	2 441 639	23%	2 341 761	22%	(99 878)	-4%	(128 393)	-5%
Asie et Pacifique	944 741	9%	1 000 558	9%	993 215	9%	(7 343)	-1%	48 474	5%
Europe	1 293 533	13%	1 693 533	16%	1 466 193	14%	(227 340)	-13%	172 660	13%
Les Amériques	827 188	8%	827 258	8%	834 571	8%	7 313	1%	7 383	1%
Appui technique aux opérations-pays	134 032	1%	132 314	1%	159 949	2%	27 635	21%	25 916	19%
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	9 058 846	89%	9 663 042	89%	9 448 293	89%	(214 749)	-2%	389 447	4%
Programmes globaux	398 795	4%	398 811	4%	406 495	4%	7 685	2%	7 701	2%
Siège	255 937	3%	257 426	2%	249 658	2%	(7 768)	-3%	(6 280)	-2%
Sous-total activités programmées	9 713 578	95%	10 319 278	96%	10 104 446	95%	(214 832)	-2%	390 868	4%
Réserve des opérations	485 679	5%	468 186	4%	505 222	5%	37 036	8%	19 543	4%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	12 000	0%	-	0%	-	0%
Total	10 211 257	100%	10 799 464	100%	10 621 668	100%	(177 796)	-2%	410 411	4%

63. Le tableau I.20 ci-dessous montre que sur les 688,2 millions de dollars E.-U. des besoins supplémentaires en 2023 (colonne b1), un montant important a été incorporé dans les programmes de 2024 (colonne E) pour l'Asie-Pacifique, l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, l'Europe et l'Afrique occidentale et centrale.

Tableau I.20

Budget initial et budget actuel de 2023 et ajustements, et projet de budget de 2024 – par composante budgétaire

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Ajustements au budget de 2023 (reformulé)</i>					<i>Budget initial</i>	<i>Projet de budget de 2024</i>	<i>Écart projet de budget de 2024 et budget initial de 2023</i>		
	<i>Budget actuel de 2023 (reformulé)^a</i>	<i>Budget supplémentaire</i>	<i>Transfert budgétaire</i>	<i>Réduction budgétaire</i>	<i>Total des ajustements</i>			<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>B.</i>					
<i>A.</i>	<i>b1</i>	<i>b2</i>	<i>b3</i>	<i>B.</i>	<i>C. (A.+B.)</i>	<i>D.</i>	<i>E. (D.-C.)</i>	<i>%</i>		
Afrique occidentale et centrale	971 080	(57 026)	(17 568)		(74 594)	896 486	1 011 401	114 915	13%	
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 125 128	(103 879)			(103 879)	2 021 249	2 149 050	127 801	6%	
Afrique australe	471 532		(70)		(70)	471 462	492 154	20 691	4%	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 441 639	(71 485)		100 000	28 515	2 470 154	2 341 761	(128 393)	-5%	
Asie et Pacifique	1 000 558	(55 817)			(55 817)	944 741	993 215	48 474	5%	
Europe	1 693 533	(400 000)			(400 000)	1 293 533	1 466 193	172 660	13%	
Les Amériques	827 258		(70)		(70)	827 188	834 571	7 383	1%	
Appui technique aux opérations-pays	132 314		1 719	-	1 719	134 032	159 949	25 916	19%	
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	9 663 042	(688 207)	(15 989)	100 000	(604 196)	9 058 846	9 448 293	389 447	4%	
Programmes globaux	398 811		(16)	-	(16)	398 795	406 495	7 701	2%	
Siège	257 426		(1 488)		(1 488)	255 937	249 658	(6 280)	-2%	
Sous-total activités programmées	10 319 278	(688 207)	(17 493)	100 000	(605 700)	9 713 578	10 104 446	390 868	4%	
Réserve des opérations	468 186		17 493		17 493	485 679	505 222	19 543	4%	
Administrateurs auxiliaires	12 000					12 000	12 000	-	0%	
Total	10 799 464	(688 207)	0	100 000	(588 207)	10 211 257	10 621 668	410 411	4%	

^a Au 31 mai 2023.

II. Activités programmées

64. Le budget pour les activités programmées comprend trois rubriques : Programmes nationaux et régionaux, Programmes globaux et Siège. La réserve des opérations et le programme pour les administrateurs auxiliaires n'en font pas partie. Les activités programmées pour 2024 sont chiffrées à 10 104,4 millions de dollars E.-U., dont 9 448,3 millions alloués aux programmes nationaux et régionaux.

A. Programmes nationaux et régionaux

65. La présente section montre les besoins au titre du budget-programme de 2024 pour toutes les régions (tableaux II.1 à II.7), avec les écarts pour chaque région entre le budget actuel de 2023 et le projet de budget de 2024. Les programmes nationaux et régionaux incluent désormais l'appui technique aux opérations-pays.

66. Les budgets détaillés par domaine d'impact pour les opérations, les bureaux régionaux, et l'appui technique aux opérations-pays sont présentés dans l'annexe I, tableaux 2a et 2b.

1. Afrique occidentale et centrale

Tableau II.1

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – pour l'Afrique occidentale et centrale

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023	2024	Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023	
	Budget actuel (reformulé)	Projet de budget		
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Afrique occidentale et centrale	971 080	1 011 401	40 321	4%

67. Le projet de budget de 2024 a augmenté de 40,3 millions de dollars E.-U., soit 4 %, par rapport au budget actuel de 2023. À fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter de 9 % par rapport à 2023, pour atteindre 13,6 millions. Dans la région, le HCR mettra l'accent sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence, la réduction des cas d'apatridie et la recherche de solutions par le partenariat et la collaboration interinstitutions. Les efforts fournis à cet égard sont surtout motivés par les situations de déplacement au Burkina Faso et au Soudan, qui affectent respectivement le Tchad et les pays côtiers, ainsi que par les situations d'apatridie au Bénin, en République centrafricaine, au Ghana et au Sénégal, ainsi qu'au centre du Sahel. Environ 112 000 réfugiés vulnérable dans la région auront besoin d'être réinstallés. L'amélioration de la protection et de l'assistance vitale explique les augmentations prévues dans le projet de budget pour le domaine d'impact 1 concernant la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Nigéria et pour le domaine d'impact 3 concernant le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad et le bureau du Cameroun qui supervise les opérations dans plusieurs pays. En raison de crises nouvelles et en cours, remettant en cause les perspectives de solution comme le retour, une réduction budgétaire pour le domaine d'impact 4 est prévue.

2. Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs

Tableau II.2

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 - pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023	2024	Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023	Écart en pourcentage
	Budget actuel (reformulé)	Projet de budget		
	Montant	Montant	Montant	
Total Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 125 128	2 149 050	23 922	1%

68. Le projet de budget de 2024 a augmenté de 23,9 millions de dollars E.-U., soit de 1 % par rapport au budget actuel de 2023. À fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter de 5 % par rapport à 2023, pour atteindre 23,6 millions. Le HCR renforcera sa réponse d'urgence par un engagement constant en Éthiopie, en Somalie et au Soudan. Il fournira par ailleurs de services essentiels et de l'appui en matière de protection aux personnes précédemment déplacées ou qui sont apatrides. En réponse à des crises concomitantes, le HCR fournira des abris et de l'assistance vitale aux personnes nouvellement déplacées par le conflit armé et la sécheresse. Il étendra son appui à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Somalie et en Ouganda pour l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux. Dans ce contexte, la coordination avec les partenaires, notamment aux plans national et régional, continuera d'être indispensable. Environ 560 000 réfugiés vulnérables dans la région auront besoin d'être réinstallés. Par rapport à 2023, des augmentations budgétaires au titre des domaines d'impact 2 et 3 sont attendus pour la réponse d'urgence au Kenya, au Soudan du Sud et au Soudan. Une diminution dans le projet de budget traduit un changement du domaine d'impact 1 au domaine d'impact 2, en raison de situations d'urgence dans la région. La réduction du projet de budget pour le domaine d'impact 4 s'explique surtout par le changement envisagé en faveur de la fourniture de l'assistance et de la protection vitales en Éthiopie.

3. Afrique australe

Tableau II.3

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – pour l'Afrique australe

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023	2024	Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023	Écart en pourcentage
	Budget actuel (reformulé)	Projet de budget		
	Montant	Montant	Montant	
Totale Afrique australe	471 532	492 154	20 622	4%

69. Le projet de budget de 2024 a augmenté de 20,6 millions de dollars E.-U., soit de 4 % par rapport au budget actuel de 2023. D'ici fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatride dans la région devrait augmenter de 5 % par rapport à 2023, pour atteindre 12,2 millions, car les mouvements mixtes de personnes fuyant les conflits, les persécutions et les catastrophes naturelles se poursuivent. Les principales augmentations budgétaires sont prévues pour la République démocratique du Congo, le Mozambique et le bureau d'Afrique du Sud supervisant les opérations dans plusieurs pays. Les services de protection, l'assistance vitale et l'appui aux zones de retour bénéficieront de la priorité dans la région. Le HCR collaborera avec les gouvernements pour améliorer les cadres juridiques de protection. En

République démocratique du Congo, il continuera d'assurer la réponse et de fournir des services de protection et d'assistance vitale. L'augmentation budgétaire pour le domaine d'impact 3 s'explique par les activités visant à responsabiliser les réfugiés par une meilleure communication et l'engagement communautaire au Congo (République du), au Mozambique et pour le bureau d'Afrique du Sud supervisant les opérations dans plusieurs pays. Au titre du domaine d'impact 1, le HCR travaillera en collaboration avec les gouvernements pour améliorer les cadres juridiques de protection. Environ 63 000 réfugiés vulnérables dans la région auront besoin d'être réinstallés.

4. Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tableau II.4

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 - pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023		2024	
	Budget actuel (reformulé)	Projet de budget	Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023	
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 441 639	2 341 761	(99 878)	-4%

70. Le projet de budget de 2024 va diminuer de 99,9 millions de dollars E.-U., soit de 4 % par rapport au budget actuel de 2023. À fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait diminuer pour passer à 15,8 millions, soit de 2 %. La diminution s'explique par le fait que les budgets supplémentaires pour le tremblement de terre et la situation au Soudan vont cesser d'exister. Pour l'Iraq, la réduction budgétaire proposée s'explique par le passage de l'assistance individuelle à l'inclusion dans les services publics. Diverses activités seront menées dans la région, comme les interventions en espèces, les installations locales durables, l'assistance juridique, l'enregistrement des naissances et l'établissement de documents pour la nationalité en faveur des populations apatrides. Le HCR renforcera la protection communautaire, les approches axées sur les régions et la coordination de la protection, notamment en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen. Les services nationaux devraient aussi promouvoir davantage l'inclusion en Mauritanie. Au Yémen, une augmentation des interventions en espèces est envisagée pour les déplacés internes et les personnes retournées, ainsi qu'un changement en faveur d'installations locales durables. Environ 464 000 réfugiés vulnérables dans la région auront besoin d'être réinstallés. Par rapport à 2023, la diminution envisagée du budget affectera tous les domaines d'impact, à l'exception du domaine d'impact 1 pour l'Iraq et le Yémen et du domaine d'impact 2 pour l'Égypte, la Mauritanie et le Yémen.

5. Asie et Pacifique

Tableau II.5

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – pour la région Asie et Pacifique

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023		2024	
	Budget actuel (reformulé)	Projet de budget	Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023	
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Asie et Pacifique	1 000 558	993 215	(7 343)	-1%

71. Le projet de budget de 2024 devrait diminuer de 7,3 millions de dollars E.-U., soit 1 %, par rapport au budget actuel de 2023. À fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait diminuer pour passer à 15,6 millions, soit de 3 %. Le HCR entend effectuer dans la région diverses activités comme la protection, l'assistance et la coordination interinstitutions, ainsi que les solutions durables. En Afghanistan, beaucoup de défis demeurent, surtout pour les femmes et les filles. Le HCR continuera de jouer un rôle de catalyseur afin de mobiliser l'engagement dans les 80 zones prioritaires de retour et de réintégration, et de soutenir la santé, l'éducation et la formation professionnelle pour les réfugiés en Iran (République islamique d') et au Pakistan. Au Myanmar et dans les pays voisins, il se focalisera sur les services de protection et sur la résilience par l'éducation, les interventions en espèces et les moyens d'existence. La collaboration avec les acteurs du développement et les institutions financières internationales devrait permettre de satisfaire les besoins des personnes déplacées ou retournées. Environ 730 000 réfugiés vulnérables dans la région auront besoin d'être réinstallés. Par rapport à 2023, les augmentations pour les domaines d'impact 1 et 2 s'expliquent par la fourniture de l'assistance de base et le renforcement des initiatives de protection, notamment en Afghanistan, au Bangladesh et en Iran (République islamique d'). Une diminution est attendue pour les domaines d'impact 3 et 4, sauf pour le Bangladesh, les Philippines et le bureau de la Thaïlande supervisant les opérations dans plusieurs pays.

6. Europe

Tableau II.6

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – pour l'Europe

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023		2024	
	Budget actuel (reformulé)	Projet de budget	Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023	
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Europe	1 693 533	1 466 193	(227 340)	-13%

72. Le projet de budget de 2024 connaît une diminution de 227,3 millions de dollars E.-U., soit 13 %, par rapport au budget actuel de 2023. À fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter pour atteindre 24,9 millions, soit 2 %. En 2024, le HCR mettra l'accent sur l'appui aux gouvernements pour l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux et favorisera l'accès à l'emploi, aux services de santé, à l'éducation et au logement. Concernant l'apatridie, le HCR soutiendra la mise en place de procédures de détermination du statut d'apatride et l'accès à la naturalisation. En Ukraine, la priorité sera accordée à l'assistance en espèces, aux abris et à la préparation à l'hiver. Dans les pays voisins, le HCR continuera de fournir l'assistance en espèces aux plus vulnérables et de mener les activités de prévention et de réponse aux violences liées au genre, de protection de l'enfant et de communication avec les communautés. En Türkiye, il continuera d'assister les réfugiés les plus vulnérables, affectés par le tremblement de terre, et soutiendra la réponse pour les réfugiés en coopération étroite avec le gouvernement. Environ 384 000 réfugiés vulnérables dans la région auront besoin d'être réinstallés. Par rapport à 2023, la réduction budgétaire proposée traduit le changement progressif de la réponse d'urgence au relèvement rapide. Toutefois, l'accent accru, mis sur l'inclusion socio-économique, en collaboration avec les pays de la région, devrait entraîner une augmentation pour le domaine d'impact 4, notamment pour la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie, la Fédération de Russie, la Türkiye et l'Ukraine.

7. Les Amériques

Tableau II.7

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – pour les Amériques

(en milliers de dollars E.-U.)

	2023		2024	
	<i>Budget actuel (reformulé)</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>Écart projet de budget de 2024 et budget de 2023</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Total Les Amériques	827 258	834 571	7 313	1%

73. Le projet de budget de 2024 connaît une augmentation de 7,3 millions de dollars E.-U., soit 1 %, par rapport au budget actuel de 2023. À fin 2024, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter pour atteindre 25 millions, soit 9 %. Avec les déplacements qui gagnent en ampleur et en complexité, le HCR continuera de mettre en œuvre la réponse d'urgence, de fournir des services de protection, de plaider en faveur de l'espace d'asile et de promouvoir le renforcement des capacités. Aux frontières sud des États-Unis d'Amérique, il apportera son appui pour l'amélioration des systèmes d'accueil et de traitement des dossiers. Il continuera aussi de soutenir la relocalisation et l'intégration, et de favoriser l'accès à l'emploi et aux services publics au Mexique. Au Venezuela (République bolivarienne du), il accordera la priorité aux activités dans plus de 70 communautés exposées à des risques élevés de déplacement. Une approche axée sur les régions continuera d'être menée, notamment pour les déplacés internes. Environ 106 000 réfugiés vulnérables dans la région auront besoin d'être réinstallés. Par rapport à 2023, les activités relatives à la protection, à la responsabilisation communautaire, à l'égalité entre les sexes et aux solutions durables devraient entraîner des augmentations budgétaires pour les domaines d'impact 1, 3 et 4 pour l'Argentine, l'Équateur, El Salvador, le Mexique, le Pérou, le Venezuela (République bolivarienne du) et le bureau du Panama supervisant les opérations dans plusieurs pays.

8. Appui technique aux opérations-pays

74. Pour ce qui est de l'appui technique aux opérations-pays, l'augmentation proposée de 27,6 millions de dollars E.-U., soit 21 %, passant de 132,3 millions de dollars E.-U. en 2023 (budget reformulé) à 159,9 millions en 2024, s'explique par les partenariats innovants et les investissements envisagés dans trois projets devant améliorer l'approvisionnement et réduire l'impact environnemental des opérations du HCR.

9. Bureaux régionaux

75. Dans le projet de budget-programme de 2024, les ressources pour les bureaux régionaux et les activités régionales ont été fusionnées. Le nouveau progiciel de gestion intégrée offre l'occasion de rationaliser la budgétisation et la gestion des ressources pour les activités régionales. Le projet de budget de 2024 pour les bureaux régionaux, chiffrés à 195,2 millions de dollars E.-U., connaît une diminution de 24,8 millions de dollars E.-U., soit 11 %, par rapport au budget actuel de 2023 qui s'élève à 219,9 millions de dollars E.-U. Toutefois, des augmentations sont proposées pour les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, Afrique australe et Afrique occidentale et centrale, compte tenu de la nécessité de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence, du fait que le HCR dirige les groupes sectoriels, du renforcement des partenariats pour le développement et du travail avec diverses plateformes de coordination régionales. Le niveau budgétaire de 2024, proposé pour les autres bureaux, diminue en raison des changements du contexte opérationnel et de stratégie, notamment dans les régions Europe et Moyen-Orient et Afrique du Nord, et de la rationalisation des activités régionales, notamment dans les Amériques et en Asie-Pacifique.

B. Siège et programmes globaux

76. Le budget actuel de 2023 et le projet de budget de 2024 sont présentés au tableau II.8 ci-dessous.

1. Siège

77. Le projet de budget de 2024 pour le Siège, chiffré à 249,6 millions de dollars E.-U., connaît une diminution nette de 7,8 millions de dollars E.-U., soit 3 %, par rapport au budget actuel de 2023 qui s'élève à 257,4 millions de dollars E.-U. Les principaux écarts entre le budget actuel de 2023 et le projet de budget de 2024 sont décrits ci-dessous :

a) une réduction budgétaire combinée de près de 12 millions de dollars E.-U. est prévue en raison de l'achèvement en 2023 des activités du programme de transformation institutionnelle à la Division des relations extérieures, la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, la Division de la planification stratégique et des résultats et à la Division des systèmes d'information et des télécommunications.

b) Au Centre mondial de services à Budapest, un supplément de près de 2 millions de dollars E.-U. permettra de couvrir l'augmentation des frais de maintenance et de loyer des locaux.

2. Programmes globaux

78. Les programmes globaux comprennent les activités de leadership général et d'engagement stratégique. Le projet de budget de 2024 pour les programmes globaux, chiffré à 406,5 millions de dollars E.-U., connaît une augmentation nette de 7,7 millions de dollars E.-U., soit 2 %, par rapport au budget actuel de 2023 qui s'élève à 398,8 millions de dollars E.-U. Les principaux écarts entre le budget actuel de 2023 et le projet de budget de 2024 sont liés aux éléments ci-après :

a) Divisions et entités

i) À la Division des relations extérieures, les investissements envisagés, d'un montant de 1,8 million de dollars E.-U., seront effectués pour améliorer la mobilisation des ressources, notamment par la collecte de fonds pour les initiatives climatiques.

ii) Au titre de la direction exécutive et de la gestion, une augmentation budgétaire proposée de 1,7 million de dollars E.-U. sera effectuée pour quelques opérations d'évaluation envisagées et des investissements pour l'amélioration de la politique de protection des données et de la vie privée et l'appui aux services d'identité numérique, au suivi des résultats et aux enquêtes statistiques, dans le cadre du travail du Service mondial des données du HCR.

iii) À la Division de la gestion administrative et financière, un supplément de 0,7 million de dollars E.-U. sera consacré à l'amélioration du traitement des transactions financières.

iv) À la Division de la protection internationale, une diminution de 1,2 million de dollars E.-U. s'explique par l'achèvement ou la rationalisation en 2023 des efforts dans les opérations.

v) À la Division des systèmes d'information et des télécommunications, une réduction budgétaire de 0,8 million de dollars E.-U. est attendue en raison du fait que le système de technologies d'information et de communication pour les réfugiés sera incorporé en 2024 dans le nouveau projet de progiciel de gestion intégrée basée sur le *cloud*.

vi) À la Division des ressources humaines, une réduction de 0,5 million de dollars E.-U. se rapporte à la formation à la sécurité et à la gestion des situations d'urgence, budgétisée par la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement.

b) Activités programmées

- i) Une augmentation de 9,5 millions de dollars E.-U. porte sur les investissements supplémentaires dans la mobilisation des ressources dans le secteur privé.
- ii) Un investissement de 4 millions de dollars E.-U. pour les médias et l'information du public permettra d'améliorer la communication et l'engagement numérique.
- iii) Un supplément de 1,4 million de dollars E.-U. est envisagée pour la recherche, l'évaluation et la documentation, au vu de l'augmentation du nombre d'évaluations à effectuer en 2024.
- iv) Une réduction budgétaire de 2,9 millions de dollars E.-U. s'explique par les ressources nécessaires pour le Forum mondial sur les réfugiés, prévues uniquement pour 2023 au titre d'initiatives de protection dont les programmes nationaux et régionaux prendront le relais.
- v) Une diminution de 2,8 millions de dollars E.-U. pour l'enregistrement, les données et la gestion des connaissances porte sur les coûts de l'interopérabilité des systèmes qui ne sont plus nécessaires en 2024.

Tableau II.8

Budget actuel de 2023 et projet de budget de 2024 – pour les programmes globaux et le Siège

(en milliers de dollars E.-U.)

Division et entités*	Budget actuel de 2023 (reformulé)			Projet de budget de 2024			Écart entre 2024 et 2023					
	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total
Direction exécutive et gestion												
Bureau exécutif	6 999	-	6 999	7 102	-	7 102	103	-	103	1%	0%	1%
Bureau de liaison à New York	4 774	-	4 774	4 774	-	4 774	0	-	0	0%	0%	0%
Bureau de l'inspecteur général, y compris les services d'audit	9 592	-	9 592	9 871	-	9 871	279	-	279	3%	0%	3%
Service des affaires juridiques	4 183	-	4 183	4 152	-	4 152	(31)	-	(31)	-1%	0%	-1%
Bureau de l'Ombudsman	1 443	-	1 443	1 789	-	1 789	346	-	346	24%	0%	24%
Bureau de la déontologie	2 120	-	2 120	2 120	-	2 120	(0)	-	(0)	0%	0%	0%
Gestion globale des risques	1 961	3 472	5 433	1 961	3 472	5 433	(0)	(0)	(0)	0%	0%	0%
Service d'évaluation	2 654	950	3 604	2 571	1 300	3 871	(82)	349	267	-3%	37%	7%
Service de transformation et du changement	3 690	-	3 690	3 767	-	3 767	77	-	77	2%	0%	2%
Service de la gouvernance	2 885	-	2 885	2 885	-	2 885	(0)	-	(0)	0%	0%	0%
Innovation au HCR	-	4 349	4 349	-	4 349	4 349	-	0	0	0%	0%	0%
Service mondial des données	-	18 493	18 493	-	19 808	19 808	-	1 316	1 316	0%	7%	7%
Sous-total Direction exécutive et gestion	40 300	27 264	67 564	40 992	28 929	69 921	692	1 665	2 357	2%	6%	3%
Division des relations extérieures	33 879	67 636	101 515	32 830	69 400	102 230	(1,049)	1 764	715	-3%	3%	1%
Division de la protection internationale	18 041	15 875	33 916	18 094	14 662	32 756	54	(1 213)	(1 160)	0%	-8%	-3%
Division de la résilience et des solutions	3 366	30 666	34 032	3 335	30 754	34 090	(31)	88	57	-1%	0%	0%
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement	7 759	-	7 759	6 379	-	6 379	(1,379)	-	(1 379)	-18%	0%	-18%
Division de la planification stratégique et des résultats	23 758	-	23 758	21 258	-	21 258	(2,500)	-	(2 500)	-11%	0%	-11%
Division des systèmes d'information et des télécommunications	36 795	4 293	41 088	30 094	3 474	33 568	(6,701)	(819)	(7 520)	-18%	-19%	-18%
Division des ressources humaines	48 446	16 773	65 219	49 240	16 250	65 490	794	(523)	272	2%	-3%	0%
Division de la gestion administrative et financière	33 312	6 145	39 457	33 677	6 813	40 489	365	668	1 033	1%	11%	3%

Division et entités*	Budget actuel de 2023 (reformulé)			Projet de budget de 2024			Écart entre 2024 et 2023					
	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total
Unité de gestion du Centre mondial de services uniquement à Budapest	4 556	-	4 556	6 506	-	6 506	1,950	-	1 950	43%	0%	43%
Unité de gestion du Centre mondial de services uniquement à Copenhague	6 098	-	6 098	6 136	-	6 136	38	-	38	1%	0%	1%
Conseil du personnel	1 116	-	1 116	1 116	-	1 116	(0)	-	(0)	0%	0%	0%
Sous-total Siège et programmes globaux : division et entités	257 426	168 652	426 077	249 658	170 282	419 940	(7,768)	1 630	(6 138)	-3%	1%	-1%
Activités programmées												
Solutions durables	-	12 506	12 506	-	12 002	12 002	-	(504)	(504)	-	-4%	-4%
Relatifs à l'environnement	-	500	500	-	500	500	-	(0)	(0)	-	0%	0%
Groupes mondiaux	-	926	926	-	956	956	-	31	31	-	3%	3%
Santé	-	1 872	1 872	-	2 000	2 000	-	128	128	-	7%	7%
Innovation	-	8 500	8 500	-	7 700	7 700	-	(800)	(800)	-	-9%	-9%
Partenariats avec le secteur privé	-	156 804	156 804	-	166 336	166 336	-	9 532	9 532	-	6%	6%
Relatifs à la protection	-	8 538	8 538	-	5 623	5 623	-	(2 916)	(2 916)	-	-34%	-34%
Information du public et médias	-	10 302	10 302	-	14 276	14 276	-	3,974	3 974	-	39%	39%
Violences liées au genre, enfants et adolescents	-	1 286	1 286	-	1 647	1 647	-	361	361	-	28%	28%
Enregistrement, gestion des données et des connaissances	-	17 217	17 217	-	14 401	14 401	-	(2 816)	(2 816)	-	-16%	-16%
Recherche, évaluation et documentation	-	4 386	4 386	-	5 772	5 772	-	1,386	1 386	-	32%	32%
Voies complémentaires	-	816	816	-	406	406	-	(410)	(410)	-	-50%	-50%
Abris	-	3 226	3 226	-	3 068	3 068	-	(159)	(159)	-	-5%	-5%
Formation	-	748	748	-	748	748	-	(0)	(0)	-	0%	0%
Divers	-	2 533	2 533	-	780	780	-	(1 753)	(1 753)	-	-69%	-69%
Sous-total Programmes globaux	-	230 159	230 159	-	236 213	236 213	-	6 055	6 055	-	3%	3%
Total Siège et programmes globaux	257 426	398 811	656 236	249 658	406 495	656 153	(7,768)	7 685	(83)	-3%	2%	0%

* Division inclut tous les centres de dépenses indépendamment du lieu.

3. Budget ordinaire des Nations Unies

79. Les dotations des Nations Unies pour le HCR couvrent les coûts des postes permanents de Haut-Commissaire, de Haut-Commissaire adjoint, de 218 autres postes de gestion et d'administration au Siège et une partie des dépenses administratives récurrentes non liées aux postes au Siège. Le tableau 4 de l'annexe I fournit des détails sur les 220 postes de gestion et d'administration financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

80. La dotation des Nations Unies dans le budget-programme 2024 s'élève à 44,6 millions de dollars E.-U., c'est-à-dire au même niveau qu'en 2023, avant l'actualisation des coûts. La part de la contribution des Nations Unies aux dépenses d'administration et de gestion du HCR devrait être de 23 % en 2024. À titre de comparaison, elle était 37 % dans le budget biennal 2010-2011.

4. Structure de l'Organisation

81. La structure de l'Organisation au 31 mai 2023 est présentée dans l'annexe IV. Une description sommaire en est faite ci-dessous.

82. Les bureaux et les divisions au Siège comprennent les membres du personnel à Budapest, Copenhague, Genève et New York qui assument les fonctions d'appui aux programmes, ainsi que de gestion et d'administration pour l'Organisation. Le Bureau exécutif relève du Haut-Commissaire. Il assure un leadership efficace, la gestion et l'obligation redditionnelle, détermine la vision de l'Organisation et fixe ses priorités et stratégies opérationnelles. Il comprend le Haut-Commissaire, le Haut-Commissaire adjoint, le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations, le Chef de Cabinet et leurs équipes, ainsi que le Service de la gouvernance et le Service mondial des données. Le Bureau de la déontologie, le Service d'évaluation, le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du Directeur du changement, le Bureau de liaison à New York, le Conseiller spécial pour le développement, l'Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique et la Méditerranée centrale, le Représentant spécial conjoint pour les réfugiés et migrants vénézuéliens et le Conseiller principal pour la communication relèvent du Haut-Commissaire.

83. Relèvent du Haut-Commissaire adjoint : la Division de la gestion administrative et financière, la Division des relations extérieures, la Division des ressources humaines, la Division des systèmes d'information et des télécommunications, la Division de la planification stratégique et des résultats, le Service des affaires juridiques, le Bureau de l'Ombudsman, l'Unité de gestion globale des risques, les Centres mondiaux de services à Budapest et Copenhague, le Service de transformation et du changement, le Service de l'innovation, et le Coordonnateur principal pour la prévention et la lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

84. Le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection est responsable de la Division de la protection internationale, ainsi que des équipes multipartites d'engagement pour la coordination en faveur du Pacte mondial sur les réfugiés.

85. La Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, la Division de la résilience et des solutions, les bureaux régionaux, les opérations-pays, le Conseiller principal sur le déplacement interne et le Conseiller spécial sur l'action climatique relèvent du Haut-Commissaire assistant chargé des opérations.

III. Effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

A. Personnel

86. Le personnel du HCR comprend : a) les fonctionnaires sur postes permanents à longue et à courte durée, y compris les personnes travaillant dans le cadre d'arrangements

temporaires ; et b) les administrateurs auxiliaires. Les postes permanents incluent les postes financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

87. Les dépenses liées aux postes permanents sont réparties en dépenses de programme (uniquement dans les bureaux régionaux et les opérations), dépenses d'appui aux programmes (au Siège, dans les bureaux régionaux, les opérations et au titre de l'appui technique aux opérations-pays) et dépenses de gestion et d'administration (uniquement au Siège), selon la classification des dépenses au HCR.

88. Le tableau III.1 présente le récapitulatif des postes pour les programmes régionaux et nationaux, les programmes globaux et le Siège au titre du budget actuel de 2023 (reformulé) et du projet de budget de 2024, avec au total 16 729 postes au 31 mai 2023. Les besoins pour 2024 se chiffrent à 17 078 postes, ce qui représente une augmentation nette de 349 postes, soit de 2 %, par rapport à 2023. De ces postes, 317 soit 91 %, sont pour les programmes nationaux et régionaux.

Tableau III.1

Récapitulatif des postes en 2023 et 2024 - par composante budgétaire

(en années-personnes)

	2023		2024		Écart	
	Budget actuel (reformulé)		Projet de budget		entre 2024 et 2023	
	Postes	Pourcentage du total	Postes	Pourcentage du total	Postes	Écart en pourcentage
Afrique occidentale et centrale	2 019	12%	2 089	12%	70	3%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	3 657	22%	3 765	22%	108	3%
Afrique australe	1 096	7%	1 052	6%	(44)	-4%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 688	16%	2 693	16%	5	0%
Asie et Pacifique	1 891	11%	1 956	11%	65	3%
Europe	2 045	12%	2 004	12%	(41)	-2%
Les Amériques	1 655	10%	1 792	10%	137	8%
Appui technique aux opérations-pays ^a	138	1%	155	1%	17	12%
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	15 189	91%	15 506	91%	317	2%
Programmes globaux ^b	647	4%	671	4%	24	4%
Siège ^c	893	5%	901	5%	8	1%
Total	16 729	100%	17 078	100%	349	2%

^a Inclut les postes dans les divisions qui fournissent un appui direct aux opérations nationales et régionales

^b Inclut les postes prévus pour les programmes nationaux et régionaux

^c Inclut les postes basés à Genève, Budapest, Copenhague et New York.

89. Les écarts au niveau du nombre de postes entre le budget actuel de 2023 (reformulé) et le projet de budget de 2024 sont expliqués ci-dessous :

a) Dans les Amériques, il faut des postes supplémentaires pour renforcer la capacité du personnel dans les principaux domaines comme la réinstallation, la détermination du statut de réfugié, la protection, les situations d'urgence, les abris et les moyens d'existence, principalement au Costa Rica, au Mexique, au Panama et au Pérou, et pour l'extension et la consolidation des structures des bureaux au Venezuela (République bolivarienne du) et au bureau des États-Unis supervisant les opérations dans plusieurs pays.

b) Dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, l'augmentation s'explique dans une large mesure par les besoins pour les situations en Éthiopie, en Somalie et au Soudan du Sud, ainsi que par d'autres crises prolongées dans la région.

c) En Afrique occidentale et centrale, il faut des postes supplémentaires pour renforcer la préparation et la réponse aux situations d'urgence au Burkina Faso et au Soudan, et accroître l'empreinte opérationnelle du HCR qui sera consolidée avec la mise en place d'un bureau de représentation en Côte d'Ivoire.

d) En Asie-Pacifique, l'augmentation envisagée s'explique par les postes supplémentaires requis en Iran (République islamique d') pour apporter de l'aide aux nouveaux arrivants et aux personnes sans papiers d'identité en provenance d'Afghanistan.

e) Le nombre de postes pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord restera stable. Les principaux écarts s'expliquent par la réduction budgétaire pour l'opération en Iraq en vue de tenir compte de l'alignement du programme du HCR sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, avec un plus grand accent sur les plans nationaux et les interventions de développement, ainsi que par les augmentations pour la Mauritanie et la Tunisie visant à stabiliser les structures des bureaux.

f) En Europe, la diminution du nombre de postes traduit surtout la réduction de l'empreinte opérationnelle du HCR en Pologne, en Roumanie et en Ukraine. Également en Türkiye, la diminution envisagée du nombre de postes cadre avec la stratégie pluriannuelle mettant l'accent sur le plaidoyer et l'inclusion.

g) En Afrique australe, la diminution du nombre de postes s'explique surtout par la réduction au Mozambique et au bureau de représentation en Afrique du Sud. Au Mozambique, la composition du personnel a été réalignée au niveau de sortie de crise, tandis que les réductions à la représentation en Afrique du Sud reflètent l'alignement au contexte opérationnel.

h) Au Siège, une légère augmentation est proposée pour les fonctions finance et enquête.

i) Pour les programmes globaux, des investissements sont envisagés en vue d'étendre la mobilisation des ressources dans le secteur privé et de renforcer l'équipe d'engagement numérique et de communication. À la Division de la gestion administrative et financière, le pôle de traitement des dossiers de voyage est en train d'être centralisé. Il sera renforcé.

j) Concernant les effectifs d'appui technique aux opérations-pays, les principaux changements porteront en 2024 sur l'accroissement de l'appui aux programmes nationaux et régionaux en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

90. Le tableau III.2 ci-dessous dresse le récapitulatif des postes en 2022, 2023 et 2024 par groupe de grades. Il montre que la capacité du personnel national sera renforcée principalement pour les programmes nationaux et régionaux, et surtout dans les catégories du personnel national, des services généraux et de services mobiles.

Tableau III.2

Récapitulatif des postes en 2022, 2023 et 2024 - par composante budgétaire

(en années-personnes)

	Année	Nombre de postes						Écart						
		USG/ ASG	D	P	NO	GS/ FS	Total	USG/ ASG	D	P	NO	GS/ FS	Total	Écart en pourcentage
Programmes nationaux et régionaux	2022	-	125	3 613	1 592	9 589	14 919	-	-	-	-	-	-	-
	2023	-	128	3 701	1 707	9 653	15 189	-	3	88	115	64	270	2%
	2024	-	128	3 684	1 803	9 891	15 506	-	0	(17)	96	238	317	2%
Programmes globaux	2022	-	11	342	74	173	600	-	-	-	-	-	-	-
	2023	-	12	361	76	198	647	-	1	19	2	25	47	8%
	2024	-	11	375	75	210	671	-	(1)	14	(1)	12	24	4%
Siège	2022	4	56	472	27	330	889	-	-	-	-	-	-	-
	2023	4	44	484	37	324	893	-	(12)	12	10	(6)	4	0%
	2024	4	46	485	34	332	901	-	2	1	(3)	8	8	1%
Total	2022	4	192	4 427	1 693	10 092	16 408	-	-	-	-	-	-	-
	2023	4	184	4 546	1 820	10 175	16 729	-	(8)	119	127	83	321	2%
	2024	4	185	4 544	1 912	10 433	17 078	-	1	(2)	92	258	349	2%

Abbreviations: USG, Secrétaire général adjoint ; ASG, Sous-Secrétaire général ; D, Directeur ; P, Professionnel ; NO, Administrateur national ; GS, Services généraux ; FS, Services sur le terrain.

Note : Le budget de 2023 a été reformulé.

91. Le tableau III.3 compare la répartition des postes au titre du budget actuel de 2023 avec celle du projet de budget de 2024, par catégorie de dépenses. L'augmentation de la part des programmes reflète le renforcement de la capacité du personnel dans certaines opérations.

Tableau III.3

Récapitulatif des postes pour 2023-2024 – par catégorie de dépenses

(en années-personnes)

	2023		2024		Écart entre 2024 et 2023	
	<i>Budget actuel (reformulé)</i>		<i>Projet de budget</i>			
	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Programme	8 328	50%	8 689	51%	361	4%
Appui aux programmes	7 670	46%	7 649	45%	(21)	0%
Gestion et administration	731	4%	740	4%	9	1%
Total	16 729	100%	17 078	100%	349	2%

92. Une présentation détaillée des postes par grade, catégorie et région, et pour les programmes globaux et le Siège, figure au tableau 3 de l'annexe I.

93. Le terme « fonctionnaires en attente d'affectation » désigne les fonctionnaires qui ont terminé leur mission et qui n'ont pas encore été réaffectés. La politique sur le recrutement et les affectations prévoit un délai de neuf mois pour les fonctionnaires en attente d'affectation. Au 31 mai 2023, il y avait 13 fonctionnaires en attente d'affectation, dont 1 au grade D-1, 3 au grade P-5 et 9 aux grades P-4/P-3.

94. Au 31 mai 2023, il y avait 61 administrateurs auxiliaires au HCR, dont 48 dans les programmes nationaux et régionaux et 13 au Siège.

B. Personnel associé

95. Cette catégorie comprend les volontaires des Nations Unies, les agents déployés (toute personne qu'un organisme partenaire, un gouvernement ou toute autre entité extérieure déploie ou détache au HCR) et les consultants. Au 31 mai 2023, il y avait 698 volontaires des Nations Unies, tous basés dans les programmes nationaux et régionaux. Un autre groupe de 148 consultants ont été recrutés pour fournir de l'expertise à court terme dans les domaines comme l'évaluation, l'innovation, la stratégie et le marketing.

Annex I

[Anglais uniquement]

Detailed tables

Table 1

Overall budget summary by cost category: 2022 expenditure, 2023 current budget and 2024 proposed budget

(in thousands of United States dollars)

	2022		2023		2024		Variance 2024 vs 2023	
	Expenditure		Current budget (restated)		Proposed budget		Amount	Percentage change
	Amount	Percentage over total	Amount	Percentage over total	Amount	Percentage over total		
Programme								
Country and regional programmes	4,307,330	77%	8,734,295	81%	8,491,996	80%	(242,299)	-3%
Global programmes	241,580	4%	230,159	2%	236,213	2%	6,055	3%
Country operational technical support	-	0%	67,807	1%	95,329	1%	27,522	41%
Subtotal programme	4,548,910	81%	9,032,260	84%	8,823,538	83%	(208,723)	-2%
Programme support								
Country and regional programmes	612,632	11%	796,434	7%	796,348	7%	(85)	0%
Global programmes	199,554	4%	168,652	2%	170,282	2%	1,630	1%
Country operational technical support	-	0%	64,506	1%	64,620	1%	114	0%
Headquarters: support divisions/services	44,760	1%	94,747	1%	51,624	0%	(43,124)	-46%
Subtotal programme support	856,946	15%	1,124,339	10%	1,082,874	10%	(41,465)	-4%
Management and administration								
Headquarters: annual budget	151,312	3%	118,044	1%	153,400	1%	35,356	30%
Headquarters: United Nations regular budget	42,211	1%	44,634	0%	44,634	0%	-	0%
Subtotal management and administration	193,524	3%	162,678	2%	198,034	2%	35,356	22%
Subtotal programmed activities	5,599,379	100%	10,319,278	96%	10,104,446	95%	(214,832)	-2%
Operational reserve	-	0%	468,186	4%	505,222	5%	37,036	8%

	2022		2023		2024		Variance 2024 vs 2023	
	<i>Expenditure</i>		<i>Current budget (restated)</i>		<i>Proposed budget</i>			
Subtotal programmed activities and operational reserve	5,599,379	100%	10,787,464	100%	10,609,668	100%	(177,796)	-2%
Junior Professional Officers	7,704	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%
Total	5,607,083	100%	10,799,464	100%	10,621,668	100%	(177,796)	-2%

Table 2a
2023 current budget (restated) and 2024 proposed budget by budget component
(in thousands of United States dollars)

Region/subregion/operation	2023 current budget (restated)					2024 proposed budget				
	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
West and Central Africa										
Regional Bureau for West and Central Africa	5,791	11,290	3,168	2,682	22,930	6,438	12,128	3,485	3,071	25,123
Burkina Faso	38,782	56,706	14,932	10,451	120,871	32,035	49,161	27,853	10,575	119,623
Cameroon Regional Representation	16,915	71,504	41,332	13,025	142,776	25,207	38,917	48,176	23,402	135,702
Central African Republic	11,581	42,461	-	48,046	102,089	9,414	41,047	34,162	15,948	100,571
Chad	43,470	112,354	43,308	15,112	214,244	41,595	120,434	52,536	15,469	230,034
Côte d'Ivoire	21,107	10,681	5,005	8,151	44,943	45,342	-	7,272	13,910	66,524
Mali	6,071	29,502	11,223	19,613	66,410	6,554	38,648	13,035	16,010	74,248
Niger (the)	79,976	36,413	10,040	9,244	135,673	81,332	36,612	10,191	9,468	137,602
Nigeria	26,073	45,120	12,253	14,793	98,239	28,076	49,077	14,111	15,820	107,083
Senegal Regional Representation	12,377	-	-	10,528	22,905	7,749	-	-	7,142	14,891
Subtotal West and Central Africa	262,143	416,032	141,260	151,646	971,080	283,742	386,024	210,821	130,816	1,011,401
East and Horn of Africa and the Great Lakes										
Regional Bureau for the East and Horn of Africa and the Great Lakes	7,475	14,574	4,090	3,463	29,602	7,609	14,334	4,119	3,630	29,692
Other operations in Africa	1,132	2,207	619	524	4,482	4,516	418		453	5,388
Burundi	12,964	48,524	14,784	17,085	93,357	7,948	53,732	19,614	16,988	98,282
Djibouti	5,770	7,820	6,396	967	20,953	6,164	8,239	6,802	1,026	22,231
Eritrea	161	1,321	189	4,541	6,212	759		5,518		6,276
Ethiopia	129,506	254,845	22,403	24,896	431,650	132,618	257,639	20,983	14,760	426,000
Kenya	22,974	72,144	29,500	28,817	153,436	20,695	87,928	28,544	28,808	165,975
Rwanda	16,525	37,978	20,824	15,162	90,489	14,942	37,644	24,633	14,505	91,724
Somalia	30,615	68,038	26,173	49,348	174,175	33,735	70,410	27,968	44,893	177,006
South Sudan	32,949	89,703	89,443	31,161	243,255	31,019	95,800	101,785	30,887	259,490

Region/subregion/operation	2023 current budget (restated)					2024 proposed budget				
	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Sudan (the)	137,710	201,565	48,380	30,559	418,214	128,121	226,768	25,881	28,195	408,964
Uganda	88,317	190,168	49,724	15,184	343,393	88,317	190,272	49,621	15,184	343,393
United Republic of Tanzania	48,735	53,289		13,886	115,910	47,646	48,373		18,610	114,629
Subtotal East and Horn of Africa and the Great Lakes	534,834	1,042,177	312,525	235,592	2,125,128	524,088	1,091,556	315,467	217,938	2,149,050
Southern Africa										
Regional Bureau for South Africa	7,907	6,641	1,864	1,578	17,990	8,059	6,704	1,927	1,698	18,387
Angola	8,726			20,972	29,698	8,528			21,169	29,697
Congo (Republic of)	24,368		8,877	7,024	40,269	24,539		8,588	7,142	40,269
Democratic Republic of the Congo	62,169	91,008	27,969	51,434	232,581	65,829	93,851	34,338	55,729	249,748
Malawi	10,147		17,221		27,369	10,424		17,461		27,885
Mozambique	12,747	17,324	11,352	6,110	47,533	12,762	17,500	12,991	6,058	49,311
South Africa Regional Representation	22,132		9,983	5,780	37,895	18,591		11,841	8,336	38,768
Zambia	25,524				25,524	25,414				25,414
Zimbabwe		10,483	2,191		12,674		9,618	3,056		12,674
Subtotal Southern Africa	173,720	125,457	79,458	92,897	471,532	174,147	127,673	90,202	100,132	492,154
Middle East and North Africa										
Regional Bureau for Middle East and North Africa	29,286	11,521	3,233	2,737	46,778	20,066	11,427	3,284	2,894	37,671
Subtotal Middle East and North Africa overall	29,286	11,521	3,233	2,737	46,778	20,066	11,427	3,284	2,894	37,671
Middle East										
Other operations in Middle East	6,296	31,153		1,356	38,804	6,943	16,451		705	24,099
Iraq	28,330	111,351	20,099	80,163	239,943	34,600	93,800	12,428	62,774	203,602
Israel	6,387			1,430	7,818	6,973			1,481	8,454
Jordan	46,278	282,212	55,643	5,977	390,111	45,661	266,407	55,998	6,722	374,787
Lebanon	78,764	446,958	25,824	8,639	560,185	76,472	434,618	25,611	8,496	545,198

Region/subregion/operation	2023 current budget (restated)					2024 proposed budget				
	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Saudi Arabia Regional Representation	6,972	5,352			12,324	7,506	4,818			12,324
Syrian Arab Republic	36,789	368,818	96,889	1,799	504,295	37,222	337,628	90,545	1,236	466,631
Yemen	20,119	272,155	16,345	11,845	320,463	21,162	304,034	16,866	12,366	354,428
Subtotal Middle East	229,935	1,518,000	214,801	111,208	2,073,943	236,539	1,457,756	201,448	93,780	1,989,523
North Africa										
Algeria	4,877	29,736	8,759	493	43,865	4,411	28,085	8,970	782	42,248
Egypt	50,863	67,154	29,920	3,475	151,412	26,749	73,000	31,435	3,487	134,672
Libya	19,304	36,601	9,612	4,483	70,000	19,234	35,238	8,361	4,713	67,547
Mauritania	6,246	14,719	7,303	3,991	32,259	7,147	24,397	10,367	3,652	45,565
Morocco	3,074	4,860	2,466		10,400	3,022	5,600	2,678		11,300
Tunisia	5,812		2,726		8,538	6,099		2,674		8,773
Western Sahara confidence-building measures		2,459	1,985		4,444		2,516	1,947		4,464
Subtotal North Africa	90,176	155,528	62,772	12,442	320,918	66,662	168,837	66,433	12,635	314,567
Subtotal Middle East and North Africa	349,397	1,685,049	280,805	126,388	2,441,639	323,267	1,638,020	271,165	109,309	2,341,761
Asia and the Pacific										
Regional Bureau for Asia and the Pacific	7,960	15,520	4,355	3,687	31,522	6,042	11,382	3,271	2,882	23,578
Subtotal Asia overall	7,960.3	15,519.7	4,355.0	3,687.2	31,522.2	6,042.1	11,382.1	3,271.0	2,882.4	23,577.7
South-West Asia										
Afghanistan	13,041	55,664	61,684	85,495	215,883	20,917	73,225	43,556	78,186	215,883
Iran (Islamic Republic of)	14,263	80,176	5,586	14,047	114,072	12,381	107,995	6,165	13,462	140,002
Pakistan	19,974		142,476	13,575	176,025	18,781		89,612	11,818	120,210
Subtotal South-West Asia	47,278	135,840	209,746	113,116	505,980	52,079	181,220	139,332	103,465	476,095
Central Asia										
Kazakhstan Regional Representation	4,146			2,296	6,441	4,151			2,258	6,410
Tajikistan	1,238	1,250		1,125	3,613	841	1,760		1,023	3,624
Subtotal Central Asia	5,383	1,250		3,421	10,054	4,992	1,760		3,281	10,034

<i>Region/subregion/operation</i>	<i>2023 current budget (restated)</i>					<i>2024 proposed budget</i>				
	<i>Attaining favourable protection environments</i>	<i>Realizing basic rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining favourable protection environments</i>	<i>Realizing basic rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>
South Asia										
India	18,989			2,712	21,701	18,985			2,712	21,697
Nepal	1,157			3,167	4,324	1,091			2,797	3,888
Sri Lanka	384	1,307		583	2,274	264	429		457	1,151
Subtotal South Asia	20,530	1,307		6,462	28,299	20,340	429		5,966	26,735
South-East Asia										
Bangladesh	46,740	187,909	34,272	6,079	275,000	51,165	179,727	35,352	8,756	275,000
Indonesia	2,358	6,616	2,492	1,650	13,115	2,416	6,902	2,571	1,687	13,576
Malaysia	8,312	6,057	5,993	2,107	22,469	7,868	6,123	6,215	2,201	22,407
Myanmar	68,657				68,657	95,858				95,858
Philippines	371	755	253	510	1,889	360	542	247	3,425	4,575
Thailand Regional Representation	9,730	10,296	3,959	1,886	25,870	9,511	9,402	4,046	3,731	26,691
Subtotal South-East Asia	136,168	211,633	46,968	12,232	407,000	167,178	202,696	48,432	19,801	438,107
East Asia and the Pacific										
Australia Regional Representation	2,807		678	2,333	5,818	3,056		813	1,917	5,786
China	2,714	1,191		885	4,789	2,801	1,358		539	4,699
Japan	4,372				4,372	4,385				4,385
Republic of Korea	2,014		360	350	2,723	2,646		580	570	3,796
Subtotal East Asia and the Pacific	11,906	1,191	1,038	3,568	17,702	12,887	1,358	1,393	3,026	18,666
Subtotal Asia and the Pacific	229,225	366,740	262,107	142,486	1,000,558	263,519	398,846	192,428	138,422	993,215
Europe										
Regional Bureau for Europe	11,144	21,727	6,097	5,162	44,131	9,283	17,486	5,025	4,428	36,222
Other operations in Europe	5,400				5,400	5,300				5,300
Subtotal Europe overall	16,545	21,727	6,097	5,162	49,531	14,583	17,486	5,025	4,428	41,523
Eastern Europe										
Armenia	3,866			8,969	12,836	2,530			10,197	12,727

<i>Region/subregion/operation</i>	<i>2023 current budget (restated)</i>					<i>2024 proposed budget</i>				
	<i>Attaining favourable protection environments</i>	<i>Realizing basic rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining favourable protection environments</i>	<i>Realizing basic rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>
Azerbaijan	591	3,228	2,121	1,460	7,401	890		3,168	3,979	8,038
Georgia	1,562		5,323		6,885	1,362		5,317		6,679
Russian Federation	4,626			1,581	6,208	2,474			4,488	6,962
Türkiye	113,426	266,421	102,971	15,682	498,500	93,686	120,165	96,359	19,069	329,279
Ukraine	99,519	481,353		21,627	602,500	76,464	470,087		52,388	598,939
Subtotal Eastern Europe	223,591	751,002	110,415	49,321	1,134,329	177,407	590,252	104,845	90,121	962,624
South-eastern Europe										
Albania	2,032			1,468	3,500	1,901			1,599	3,500
Bosnia and Herzegovina	5,893			2,814	8,707	5,420			2,559	7,979
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	2,670			690	3,360	2,725			635	3,360
Montenegro	2,077			732	2,809	1,958			964	2,922
North Macedonia	3,840				3,840	3,784				3,784
Serbia	3,501		6,055		9,556	3,011		6,150		9,161
Subtotal south-eastern Europe	20,012		6,055	5,704	31,771	18,799		6,150	5,757	30,706
Northern, western, central and southern Europe										
Belarus	4,325				4,325	4,546				4,546
Belgium Regional Representation	11,964				11,964	12,244				12,244
Bulgaria	16,179			3,175	19,354	9,162			7,791	16,953
Croatia	1,418			926	2,345	1,394			951	2,345
Cyprus	3,187				3,187	3,187				3,187
France	4,345				4,345	4,337				4,337
Germany	2,537				2,537	2,637				2,637
Greece	26,667			21,868	48,535	26,899			19,993	46,891
Hungary Regional Representation	29,853			25,547	55,400	27,950			20,085	48,035
Italy Regional Representation	9,527			12,595	22,122	10,307			11,815	22,122
Malta	1,157		928		2,085	2,176				2,176

Region/subregion/operation	2023 current budget (restated)					2024 proposed budget				
	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favourable protection environments	Realizing basic rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Republic of Moldova	108,323			7,177	115,500	93,018			9,792	102,810
Poland	97,265			5,635	102,900	69,947			15,053	85,000
Romania	47,481			12,019	59,500	27,637			26,617	54,253
Spain	5,224		627	954	6,806	5,457			1,349	6,806
Sweden Regional Representation	12,702			1,344	14,046	12,569			1,454	14,023
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	2,680			271	2,951	2,975				2,975
Subtotal northern, western, central and southern Europe	384,836		1,555	91,512	477,902	316,439			114,901	431,340
Subtotal Europe	644,982	772,730	124,122	151,699	1,693,533	527,228	607,738	116,020	215,207	1,466,193
Americas										
Regional Bureau for the Americas	6,811	13,278	3,726	3,155	26,969	6,274	11,820	3,397	2,993	24,484
Other operations in the Americas	1,244	2,425	680	576	4,925	1,262	2,378	683	602	4,925
Subtotal Americas overall	8,054	15,703	4,406	3,731	31,895	7,537	14,197	4,080	3,595	29,409
North America and the Caribbean										
Canada	1,854			1,154	3,008	854	1,196		1,059	3,110
United States of America Regional Representation	19,758	7,334	8,094	10,347	45,534	19,694	8,697	8,443	10,395	47,229
Subtotal North America and the Caribbean	21,612	7,334	8,094	11,501	48,542	20,549	9,893	8,443	11,454	50,339
Latin America										
Argentina Regional Representation	22,343	19,600		14,288	56,231	22,097	10,826	13,278	10,030	56,231
Brazil	7,678	21,829	12,575	10,392	52,473	7,678	21,829	12,575	10,392	52,473
Colombia	53,032	31,960	14,488	22,592	122,071	52,803	32,639	14,475	22,183	122,099
Costa Rica	6,267	15,883	4,220	10,381	36,751	8,499	19,140	3,823	8,964	40,427
Ecuador	27,873	20,103		28,025	76,000	25,487	18,518		29,295	73,300
El Salvador	3,656	11,037	4,540	6,735	25,968	4,062	9,848	4,840	9,815	28,565

<i>Region/subregion/operation</i>	<i>2023 current budget (restated)</i>					<i>2024 proposed budget</i>				
	<i>Attaining favourable protection environments</i>	<i>Realizing basic rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining favourable protection environments</i>	<i>Realizing basic rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>
Guatemala	9,303	9,503	6,018	12,788	37,611	9,622	9,622	6,158	12,492	37,894
Honduras	6,457	9,205	5,628	8,797	30,087	6,154	8,821	6,564	9,231	30,771
Mexico	73,570		2,122	44,001	119,693	75,475		2,322	43,146	120,943
Panama Regional Representation	17,269			38,170	55,439	26,687			29,440	56,126
Peru	18,221	28,048	23,526	3,542	73,338	15,492	26,980	25,701	3,605	71,778
Venezuela (Bolivarian Republic of)		61,159			61,159	20,170	15,400		28,647	64,217
Subtotal Latin America	245,668	228,327	73,116	199,711	746,822	274,225	173,622	89,738	217,239	754,823
Subtotal Americas	275,335	251,364	85,616	214,943	827,258	302,310	197,712	102,261	232,289	834,571
Country operational technical support	21,886	88,317	11,973	10,138	132,314	24,601	110,294	13,318	11,736	159,949
Subtotal country and regional programmes	2,491,523	4,747,864	1,297,867	1,125,788	9,663,042	2,422,901	4,557,863	1,311,681	1,155,848	9,448,293
Global programmes	100,491	196,796	54,977	46,547	398,811	104,171	196,236	56,395	49,695	406,495
Headquarters	62,543	131,696	34,216	28,970	257,426	62,344	123,822	33,751	29,741	249,658
Subtotal programmed activities	2,654,557	5,076,356	1,387,060	1,201,305	10,319,278	2,589,415	4,877,921	1,401,827	1,235,284	10,104,446
Operational reserve					468,186					505,222
Subtotal programmed activities and operational reserve	2,654,557	5,076,356	1,387,060	1,201,305	10,787,464	2,589,415	4,877,921	1,401,827	1,235,284	10,609,668
Junior Professional Officers					12,000					12,000
Total	2,654,557	5,076,356	1,387,060	1,201,305	10,799,464	2,589,415	4,877,921	1,401,827	1,235,284	10,621,668

Table 2b

2023 current budget (restated) and 2024 proposed budget by budget component: variances

(in thousands of United States dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2024 vs 2023 (restated)					Variance 2024 vs 2023 (restated)				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
West and Central Africa										
Regional Bureau for West and Central Africa	647	838	317	389	2,192	11%	7%	10%	15%	10%
Burkina Faso	(6,747)	(7,545)	12,921	124	(1,247)	-17%	-13%	87%	1%	-1%
Cameroon Regional Representation	8,292	(32,587)	6,844	10,377	(7,074)	49%	-46%	17%	80%	-5%
Central African Republic	(2,167)	(1,415)	34,162	(32,098)	(1,517)	-19%	-3%		-67%	-1%
Chad	(1,875)	8,080	9,228	356	15,790	-4%	7%	21%	2%	7%
Côte d'Ivoire	24,235	(10,681)	2,267	5,759	21,580	115%	-100%	45%	71%	48%
Mali	483	9,146	1,812	(3,603)	7,838	8%	31%	16%	-18%	12%
Niger (the)	1,355	198	151	225	1,929	2%	1%	2%	2%	1%
Nigeria	2,003	3,957	1,857	1,028	8,844	8%	9%	15%	7%	9%
Senegal Regional Representation	(4,628)			(3,386)	(8,014)	-37%			-32%	-35%
Subtotal West and Central Africa	21,599	(30,008)	69,560	(20,830)	40,321	8%	-7%	49%	-14%	4%
East and Horn of Africa and the Great Lakes										
Regional Bureau for the East and Horn of Africa and the Great Lakes	134	(241)	30	167	90	2%	-2%	1%	5%	0%
Other operations in Africa	3,384	(1,788)	(619)	(71)	905	299%	-81%	-100%	-14%	20%
Burundi	(5,016)	5,208	4,830	(97)	4,926	-39%	11%	33%	-1%	5%
Djibouti	394	419	406	58	1,277	7%	5%	6%	6%	6%
Eritrea	597	(1,321)	5,329	(4,541)	65	370%	-100%	2820%	-100%	1%
Ethiopia	3,112	2,794	(1,420)	(10,136)	(5,650)	2%	1%	-6%	-41%	-1%
Kenya	(2,280)	15,784	(956)	(9)	12,539	-10%	22%	-3%	0%	8%
Rwanda	(1,583)	(334)	3,809	(657)	1,235	-10%	-1%	18%	-4%	1%

Region / subregion / operation	Variance 2024 vs 2023 (restated)					Variance 2024 vs 2023 (restated)				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Somalia	3,119	2,372	1,795	(4,456)	2,831	10%	3%	7%	-9%	2%
South Sudan	(1,930)	6,097	12,342	(274)	16,234	-6%	7%	14%	-1%	7%
Sudan (the)	(9,589)	25,202	(22,499)	(2,364)	(9,250)	-7%	13%	-47%	-8%	-2%
Uganda	(0)	103	(103)	(0)	0	0%	0%	0%	0%	0%
United Republic of Tanzania	(1,089)	(4,916)		4,725	(1,281)	-2%	-9%		34%	-1%
Subtotal East and Horn of Africa and the Great Lakes	(10,747)	49,380	2,942	(17,654)	23,922	-2%	5%	1%	-7%	1%
Southern Africa										
Regional Bureau for South Africa	152	62	63	120	397	2%	1%	3%	8%	2%
Angola	(198)			197	(1)	-2%			1%	0%
Congo (Republic of)	171		(289)	119	(0)	1%		-3%	2%	0%
Democratic Republic of the Congo	3,660	2,843	6,369	4,295	17,167	6%	3%	23%	8%	7%
Malawi	277		240		517	3%		1%		2%
Mozambique	15	175	1,639	(51)	1,778	0%	1%	14%	-1%	4%
South Africa Regional Representation	(3,540)		1,858	2,556	873	-16%		19%	44%	2%
Zambia	(109)				(109)	0%				0%
Zimbabwe		(865)	865		(0)		-8%	39%		0%
Subtotal Southern Africa	427	2,216	10,744	7,235	20,622	0%	2%	14%	8%	4%
Middle East and North Africa										
Regional Bureau for the Middle East and North Africa	(9,220)	(94)	51	157	(9,107)	-31%	-1%	2%	6%	-19%
Subtotal Middle East and North Africa overall	(9,220)	(94)	51	157	(9,107)	-31%	-1%	2%	6%	-19%
Middle East										
Other operations in Middle East	648	(14,702)		(651)	(14,705)	10%	-47%		-48%	-38%
Iraq	6,270	(17,551)	(7,672)	(17,389)	(36,341)	22%	-16%	-38%	-22%	-15%

<i>Region / subregion / operation</i>	<i>Variance 2024 vs 2023 (restated)</i>					<i>Variance 2024 vs 2023 (restated)</i>				
	<i>Amount</i>					<i>Percentage</i>				
	<i>Attaining Favorable Protection Environments</i>	<i>Realizing Rights in Safe Environments</i>	<i>Empowering Communities and Achieving Gender Equality</i>	<i>Securing Solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining Favorable Protection Environments</i>	<i>Realizing Rights in Safe Environments</i>	<i>Empowering Communities and Achieving Gender Equality</i>	<i>Securing Solutions</i>	<i>Total</i>
Israel	586			51	637	9%			4%	8%
Jordan	(617)	(15,806)	355	745	(15,324)	-1%	-6%	1%	12%	-4%
Lebanon	(2,291)	(12,340)	(213)	(143)	(14,988)	-3%	-3%	-1%	-2%	-3%
Saudi Arabia Regional Representation	534	(534)			(0)	8%	-10%			0%
Syrian Arab Republic	433	(31,190)	(6,344)	(562)	(37,664)	1%	-8%	-7%	-31%	-7%
Yemen	1,043	31,879	521	521	33,965	5%	12%	3%	4%	11%
Subtotal Middle East	6,604	(60,243)	(13,353)	(17,428)	(84,420)	3%	-4%	-6%	-16%	-4%
North Africa										
Algeria	(466)	(1,651)	211	289	(1,618)	-10%	-6%	2%	59%	-4%
Egypt	(24,114)	5,846	1,515	13	(16,741)	-47%	9%	5%	0%	-11%
Libya	(70)	(1,363)	(1,251)	230	(2,453)	0%	-4%	-13%	5%	-4%
Mauritania	901	9,678	3,064	(338)	13,306	14%	66%	42%	-8%	41%
Morocco	(53)	740	212		900	-2%	15%	9%		9%
Tunisia	288		(52)		235	5%		-2%		3%
Western Sahara confidence-building measures		58	(38)		20		2%	-2%		0%
Subtotal North Africa	(23,514)	13,309	3,661	193	(6,351)	-26%	9%	6%	2%	-2%
Subtotal Middle East and North Africa	(26,130)	(47,029)	(9,641)	(17,079)	(99,878)	-7%	-3%	-3%	-14%	-4%
Asia and the Pacific										
Regional Bureau for Asia and the Pacific	(1,918)	(4,138)	(1,084)	(805)	(7,944)	-24%	-27%	-25%	-22%	-25%
Subtotal Asia overall	(1,918)	(4,138)	(1,084)	(805)	(7,944)	-24%	-27%	-25%	-22%	-25%
South-West Asia										
Afghanistan	7,876	17,561	(18,128)	(7,309)	0	60%	32%	-29%	-9%	0%
Iran (Islamic Republic of)	(1,883)	27,819	578	(585)	25,930	-13%	35%	10%	-4%	23%
Pakistan	(1,193)		(52,865)	(1,758)	(55,815)	-6%		-37%	-13%	-32%
Subtotal South-West Asia	4,801	45,380	(70,415)	(9,651)	(29,885)	10%	33%	-34%	-9%	-6%

Region / subregion / operation	Variance 2024 vs 2023 (restated)					Variance 2024 vs 2023 (restated)				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Central Asia										
Kazakhstan Regional Representation	6			(37)	(32)	0%			-2%	0%
Tajikistan	(396)	510		(103)	11	-32%	41%		-9%	0%
Subtotal Central Asia	(391)	510		(140)	(20)	-7%	41%		-4%	0%
South Asia										
India	(4)			0	(4)	0%			0%	0%
Nepal	(66)			(370)	(436)	-6%			-12%	-10%
Sri Lanka	(120)	(877)		(127)	(1,124)	-31%	-67%		-22%	-49%
Subtotal South Asia	(190)	(877)		(497)	(1,564)	-1%	-67%		-8%	-6%
South-East Asia										
Bangladesh	4,425	(8,182)	1,080	2,677	0	9%	-4%	3%	44%	0%
Indonesia	58	286	79	37	461	2%	4%	3%	2%	4%
Malaysia	(444)	66	222	94	(62)	-5%	1%	4%	4%	0%
Myanmar	27,201				27,201	40%				40%
Philippines	(11)	(213)	(5)	2,915	2,686	-3%	-28%	-2%	571%	142%
Thailand Regional Representation	(218)	(894)	88	1,845	821	-2%	-9%	2%	98%	3%
Subtotal South-East Asia	31,011	(8,937)	1,464	7,569	31,107	23%	-4%	3%	62%	8%
East Asia and the Pacific										
Australia Regional Representation	249		135	(416)	(32)	9%		20%	-18%	-1%
China	87	168		(345)	(90)	3%	14%		-39%	-2%
Japan	13				13	0%				0%
Republic of Korea	632		220	220	1,072	31%		61%	63%	39%
Subtotal East Asia and the Pacific	981	168	356	(541)	964	8%	14%	34%	-15%	5%
Subtotal Asia and the Pacific	34,294	32,106	(69,679)	(4,065)	(7,343)	15%	9%	-27%	-3%	-1%
Europe										

<i>Region / subregion / operation</i>	<i>Variance 2024 vs 2023 (restated)</i>					<i>Variance 2024 vs 2023 (restated)</i>				
	<i>Amount</i>					<i>Percentage</i>				
	<i>Attaining Favorable Protection Environments</i>	<i>Realizing Rights in Safe Environments</i>	<i>Empowering Communities and Achieving Gender Equality</i>	<i>Securing Solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining Favorable Protection Environments</i>	<i>Realizing Rights in Safe Environments</i>	<i>Empowering Communities and Achieving Gender Equality</i>	<i>Securing Solutions</i>	<i>Total</i>
Regional Bureau for Europe	(1,862)	(4,241)	(1,072)	(734)	(7,908)	-17%	-20%	-18%	-14%	-18%
Other operations in Europe	(100)				(100)	-2%				-2%
Subtotal Europe overall	(1,962)	(4,241)	(1,072)	(734)	(8,008)	-12%	-20%	-18%	-14%	-16%
Eastern Europe										
Armenia	(1,336)			1,228	(109)	-35%			14%	-1%
Azerbaijan	299	(3,228)	1,047	2,519	637	51%	-100%	49%	172%	9%
Georgia	(200)		(6)		(206)	-13%		0%		-3%
Russian Federation	(2,152)			2,907	755	-47%			184%	12%
Türkiye	(19,739)	(146,256)	(6,612)	3,386	(169,221)	-17%	-55%	-6%	22%	-34%
Ukraine	(23,055)	(11,266)		30,761	(3,561)	-23%	-2%		142%	-1%
Subtotal Eastern Europe	(46,184)	(160,750)	(5,570)	40,800	(171,705)	-21%	-21%	-5%	83%	-15%
South-eastern Europe										
Albania	(131)			131	(0)	-6%			9%	0%
Bosnia and Herzegovina	(473)			(255)	(728)	-8%			-9%	-8%
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	55			(55)	0	2%			-8%	0%
Montenegro	(119)			232	113	-6%			32%	4%
North Macedonia	(55)				(55)	-1%				-1%
Serbia	(490)		95		(395)	-14%		2%		-4%
Subtotal south-eastern Europe	(1,212)		95	52	(1,065)	-6%		2%	1%	-3%
Northern, western, central and southern Europe										
Belarus	221				221	5%				5%
Belgium Regional Representation	279				279	2%				2%
Bulgaria	(7,017)			4,616	(2,401)	-43%			145%	-12%
Croatia	(25)			25	0	-2%			3%	0%
Cyprus	(0)				(0)	0%				0%

Region / subregion / operation	Variance 2024 vs 2023 (restated)					Variance 2024 vs 2023 (restated)				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
France	(8)				(8)	0%				0%
Germany	100				100	4%				4%
Greece	232			(1,876)	(1,644)	1%			-9%	-3%
Hungary Regional Representation	(1,904)			(5,461)	(7,365)	-6%			-21%	-13%
Italy Regional Representation	779			(779)	(0)	8%			-6%	0%
Malta	1,019		(928)		92	88%		-100%		4%
Republic of Moldova	(15,305)			2,615	(12,690)	-14%			36%	-11%
Poland	(27,318)			9,418	(17,900)	-28%			167%	-17%
Romania	(19,845)			14,598	(5,247)	-42%			121%	-9%
Spain	232		(627)	395	(0)	4%		-100%	41%	0%
Sweden Regional Representation	(133)			110	(23)	-1%			8%	0%
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	295			(271)	24	11%			-100%	1%
Subtotal northern, western, central and southern Europe	(68,396)		(1,555)	23,389	(46,562)	-18%		-100%	26%	-10%
Subtotal Europe	(117,755)	(164,991)	(8,102)	63,508	(227,340)	-18%	-21%	-7%	42%	-13%
Americas										
Regional Bureau for the Americas	(536)	(1,459)	(329)	(161)	(2,485)	-8%	-11%	-9%	-5%	-9%
Other operations in the Americas	18	(47)	3	26	(0)	1%	-2%	0%	5%	0%
Subtotal Americas overall	(518)	(1,506)	(326)	(135)	(2,485)	-6%	-10%	-7%	-4%	-8%
North America and the Caribbean										
Canada	(1,000)	1,196		(95)	102	-54%			-8%	3%
United States of America Regional Representation	(64)	1,363	349	47	1,695	0%	19%	4%	0%	4%
Subtotal North America and the Caribbean	(1,064)	2,559	349	(47)	1,797	-5%	35%	4%	0%	4%

Region / subregion / operation	Variance 2024 vs 2023 (restated)					Variance 2024 vs 2023 (restated)				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favorable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Latin America										
Argentina Regional Representation	(246)	(8,775)	13,278	(4,257)	0	-1%	-45%		-30%	0%
Brazil	0	0	0	(0)	(0)	0%	0%	0%	0%	0%
Colombia	(229)	678	(13)	(409)	27	0%	2%	0%	-2%	0%
Costa Rica	2,232	3,257	(397)	(1,417)	3,675	36%	21%	-9%	-14%	10%
Ecuador	(2,385)	(1,585)		1,270	(2,700)	-9%	-8%		5%	-4%
El Salvador	406	(1,189)	301	3,080	2,597	11%	-11%	7%	46%	10%
Guatemala	319	119	140	(296)	283	3%	1%	2%	-2%	1%
Honduras	(302)	(384)	936	434	684	-5%	-4%	17%	5%	2%
Mexico	1,905		200	(855)	1,250	3%		9%	-2%	1%
Panama Regional Representation	9,418			(8,731)	687	55%			-23%	1%
Peru	(2,729)	(1,068)	2,175	63	(1,559)	-15%	-4%	9%	2%	-2%
Venezuela (Bolivarian Republic of)	20,170	(45,759)		28,647	3,058		-75%			5%
Subtotal Latin America	28,556	(54,705)	16,622	17,528	8,002	12%	-24%	23%	9%	1%
Subtotal Americas	26,975	(53,652)	16,645	17,345	7,313	10%	-21%	19%	8%	1%
Country operational technical support	2,715	21,977	1,345	1,598	27,635	12%	25%	11%	16%	21%
Subtotal country and regional programmes	(68,622)	(190,001)	13,815	30,060	(214,749)	-3%	-4%	1%	3%	-2%
Global programmes	3,680	(561)	1,418	3,148	7,685	4%	0%	3%	7%	2%
Headquarters	(200)	(7,874)	(465)	771	(7,768)	0%	-6%	-1%	3%	-3%
Subtotal programmed activities	(65,142)	(198,436)	14,767	33,979	(214,832)	-2%	-4%	1%	3%	-2%
Operational reserve					37,036					8%
Subtotal programmed activities and operational reserve					(177,796)	-2%	-4%	1%	3%	-2%
Junior Professional Officers										

<i>Region / subregion / operation</i>	<i>Variance 2024 vs 2023 (restated)</i>					<i>Variance 2024 vs 2023 (restated)</i>				
	<i>Amount</i>					<i>Percentage</i>				
	<i>Attaining Favorable Protection Environments</i>	<i>Realizing Rights in Safe Environments</i>	<i>Empowering Communities and Achieving Gender Equality</i>	<i>Securing Solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining Favorable Protection Environments</i>	<i>Realizing Rights in Safe Environments</i>	<i>Empowering Communities and Achieving Gender Equality</i>	<i>Securing Solutions</i>	<i>Total</i>
Total					(177,796)	-2%	-4%	1%	3%	-2%

Table 3
Posts in 2022 (restated), 2023 (restated) and 2024: summary of post levels by cost category and budget component
 (in person-years^a)

	Programme								Programme support								Management and administration						Grand total					
	Year	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	USG/ ASG	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4		P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	
West and Central Africa ^b	2022	-	3	27	238	95	137	482	982	1	7	17	137	38	42	820	1,062	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,044
	2023	-	4	22	232	95	131	483	967	1	6	21	142	46	44	792	1,052	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,019
	2024	-	3	16	240	105	141	558	1,063	1	7	24	142	42	51	759	1,026	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,089
East and Horn of Africa and the Great Lakes ^b	2022	-	6	40	397	135	281	1,019	1,878	6	13	23	182	100	105	1,360	1,789	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,667
	2023	2	9	39	416	159	315	1,047	1,987	4	12	26	162	89	92	1,285	1,670	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,657
	2024	2	7	38	429	164	340	1,095	2,075	4	12	25	162	91	100	1,296	1,690	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,765
Southern Africa ^b	2022	-	-	6	134	55	82	228	505	2	8	19	74	37	24	382	546	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,051
	2023	-	-	4	134	60	93	260	551	2	8	22	76	26	28	383	545	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,096
	2024	-	-	4	126	57	82	266	535	2	8	22	68	31	22	364	517	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,052
Middle East and North Africa ^b	2022	-	4	29	276	93	241	1,083	1,726	5	15	22	136	44	83	882	1,187	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,913
	2023	-	4	13	252	96	247	1,030	1,642	5	13	33	129	39	78	749	1,046	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,688
	2024	-	4	14	239	104	247	1,049	1,657	5	13	32	128	37	80	741	1,036	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,693
Asia and the Pacific ^b	2022	-	1	13	206	63	151	567	1,001	4	16	26	92	32	64	474	708	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,709
	2023	-	2	13	227	73	166	652	1,133	4	15	26	90	33	64	526	758	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,891

	Programme								Programme support								Management and administration								Grand total			
	Year	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	USG/ ASG	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO		GS/ FS	Total	
Europe ^b	2024	-	2	12	222	70	178	678	1,162	4	15	27	92	32	75	549	794	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,956
	2022	-	2	17	163	34	142	588	946	2	12	23	113	32	82	539	803	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,749
	2023	-	2	15	179	56	180	684	1,116	2	13	38	141	30	95	610	929	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,045
Americas ^b	2024	-	-	11	185	51	192	716	1,155	3	16	35	123	25	93	554	849	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,004
	2022	-	2	7	159	82	110	579	939	3	9	18	66	52	43	525	716	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,655
	2023	-	-	4	140	78	118	592	932	3	13	21	93	46	48	499	723	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,655
	2024	-	-	4	140	78	137	683	1,042	3	13	21	94	46	54	519	750	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,792
Country operational technical support ^c	2022	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	16	40	5	5	61	131	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131
	2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	16	42	7	8	61	138	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138
	2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	16	47	13	11	64	155	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	155
Subtotal country and regional programmes	2022	-	18	139	1,573	557	1,144	4,546	7,977	23	84	164	840	340	448	5,043	6,942	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,919
	2023	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	21	84	203	875	316	457	4,905	6,861	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,189
	2024	2	16	99	1,581	629	1,317	5,045	8,689	22	88	202	856	317	486	4,846	6,817	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,506
Global programmes ^d	2022	-	-	-	-	-	-	-	-	1	10	42	263	37	74	173	600	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	600
	2023	-	-	-	-	-	-	-	-	1	11	43	279	39	76	198	647	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	647
	2024	-	-	-	-	-	-	-	-	1	10	42	286	47	75	210	671	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	671

	Programme									Programme support							Management and administration							Grand total				
	Year	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	USG/ ASG	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2		NO	GS/ FS	Total	
Headquarters ^e																												
2022	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	13	73	2	6	47	144	4	25	28	70	275	39	21	283	745	889	
2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	14	82	7	6	49	162	4	14	26	73	272	36	31	275	731	893	
2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	13	80	8	6	49	161	4	13	28	73	274	37	28	283	740	901	
Total																												
2022	-	18	139	1,573	557	1,144	4,546	7,977	24	97	219	1,176	379	528	5,263	7,686	4	25	28	70	275	39	21	283	745	16,408		
2023	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	22	99	260	1,236	362	539	5,152	7,670	4	14	26	73	272	36	31	275	731	16,729		
2024	2	16	99	1,581	629	1,317	5,045	8,689	23	103	257	1,222	372	567	5,105	7,649	4	13	28	73	274	37	28	283	740	17,078		

^a All posts (calculated in person-years) excluding Junior Professional Officers.

^b The figure excludes global programmes posts located in country and regional programmes.

^c The figure includes posts in divisions that provide direct support to country and regional operations.

^d The figure includes global programmes posts located in country and regional programmes.

^e The figure includes posts in Geneva, Budapest, Copenhagen and New York.

Table 4
Posts^a funded from the United Nations regular budget for 2024

Organizational unit	USG /							GS		Total
	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	PL	OL	
Executive direction and management										
Office of the High Commissioner	2				2			2	3	9
Inspector General's Office						1			1	2
Legal Affairs Service			1		4	2		1	2	10
Office of the Ombudsman			1						1	2
Ethics Office			1		1				2	4
Transformation and Change Service								1		1
Governance Service			1						4	5
Investigation Service								1		1
Evaluation Service								1	1	2
Division of External Relations										
Office of the Director		1		3		2	1	1	3	11
Donor Relations and Resource Mobilization Service			1	2	2	1	2	1	6	15
Global Communications Service				2		1		2	4	9
Partnership and Coordination Service			1		1			1	1	4
Records and Archives Section				1			1		5	7
Division of Information Systems and Telecommunications										
Office of the Director		1					1	1	5	8
Division of Human Resources										
Office of the Director		1	2		3	2			2	10
Assignments and Talent Mobilization Section				1	4	3	6	2	10	26
Human resources operational partnership				1	1	2			1	5
Headquarters and Compensation Unit									2	2
Staff Health and Well-being Service			1	2	2	1	1	2	5	14
Addressing sexual exploitation and abuse and sexual harassment								1		1
Division of Financial and Administrative Management										
Office of the Controller		1	1	2	4	3		1	2	14
Treasury Section			1	1	3	1		2	3	11
General Services Section				1		1		1	7	10
System Administration				1	1	1			1	4
Accounts and Financial Service									7	7
Infrastructure Unit									2	2
Division of Strategic Planning and Results										
Office of the Director								1	2	3
Annual Review and Budget Analysis Service			1	2	6	1		2	3	15
Implementation Management and Assurance Service			1	1	2	1		1		6
Total	2	4	13	20	36	23	12	25	85	220

Abbreviations: USG, Under-Secretary-General; ASG, Assistant Secretary-General; D, Director; P, Professional; GS, General Service; PL, Principal level; O, Other level.

^a Only the posts in the Under-Secretary-General/Assistant Secretary-General category (High Commissioner and Deputy High Commissioner) are authorized regular budget posts. The remaining 218 posts are funded through a lump-sum grant under the regular budget.

Table 5

Expenditure in 2021, 2022, 2023 (year to date and forecast), 2023 current budget (restated) and 2024 proposed budget by chapter of expenditure

(in thousands of United States dollars)

	2021 expenditure		2022 expenditure		2023 current expenditure year-to-date ^a		2023 forecasted expenditure		2023 current budget		2024 proposed budget		Variance 2023 vs 2024	
	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage
A. Programme^b														
Staff costs ^c	556,326	11%	631,194	11%	266,365	13%	673,171	13%	819,032	8%	822,129	8%	3,097	0%
Other staff costs ^d	23,814	0%	27,794	0%	8,873	0%	28,530	1%	45,142	0%	44,492	0%	-650	-1%
Consultants	48,013	1%	31,422	1%	10,194	0%	45,285	1%	121,537	1%	118,361	1%	-3,176	-3%
Travel	31,839	1%	37,085	1%	14,767	1%	35,532	1%	64,021	1%	62,876	1%	-1,145	-2%
Contractual services	1,388,782	28%	1,317,728	24%	290,784	14%	1,272,676	25%	3,379,671	31%	3,290,457	31%	-89,214	-3%
Operating expenses	298,635	6%	273,737	5%	105,621	5%	306,894	6%	731,115	7%	713,568	7%	-17,546	-2%
Supplies and materials	651,593	13%	644,928	12%	95,473	5%	512,075	10%	1,351,645	13%	1,316,705	12%	-34,939	-3%
Furniture and equipment	119,276	2%	99,066	2%	12,961	1%	114,104	2%	278,980	3%	272,149	3%	-6,831	-2%
Cash-based interventions	707,584	14%	1,004,453	18%	200,579	10%	922,812	18%	1,779,466	16%	1,732,867	16%	-46,599	-3%
Joint United Nations contributions	18,249	0%	16,650	0%	7,451	0%	16,134	0%	26,269	0%	25,870	0%	-399	-2%
Other expenditure ^e	113,092	2%	464,853	8%	605,460	29%	163,514	3%	435,383	4%	424,063	4%	-11,319	-3%
Subtotal programme	3,957,201	80%	4,548,910	81%	1,618,527	78%	4,090,726	80%	9,032,260	84%	8,823,538	83%	-208,723	-2%
B. Programme support														
Staff costs ^c	517,967	11%	591,400	11%	251,053	12%	637,050	12%	724,731	7%	706,029	7%	-18,702	-3%
Other staff costs ^d	60,102	1%	64,941	1%	15,637	1%	58,097	1%	95,569	1%	90,125	1%	-5,444	-6%
Consultants	2,794	0%	3,512	0%	681	0%	1,816	0%	2,987	0%	2,817	0%	-170	-6%
Travel	14,463	0%	30,347	1%	12,401	1%	23,259	0%	38,261	0%	36,081	0%	-2,179	-6%
Contractual services	54,576	1%	54,174	1%	22,248	1%	46,231	1%	76,049	1%	71,717	1%	-4,332	-6%
Operating expenses	51,615	1%	52,613	1%	42,756	2%	55,333	1%	91,022	1%	85,837	1%	-5,185	-6%
Supplies and materials	11,964	0%	15,232	0%	4,246	0%	12,048	0%	19,818	0%	18,689	0%	-1,129	-6%
Furniture and equipment	26,604	1%	25,821	0%	5,344	0%	28,268	1%	46,500	0%	43,851	0%	-2,649	-6%
Joint United Nations contributions	13,169	0%	12,220	0%	3,953	0%	14,022	0%	23,065	0%	21,751	0%	-1,314	-6%
Other expenditure ^e	2,617	0%	6,686	0%	1,160	0%	3,852	0%	6,336	0%	5,975	0%	-361	-6%

	2021 expenditure		2022 expenditure		2023 current expenditure year-to-date ^a		2023 forecasted expenditure		2023 current budget		2024 proposed budget		Variance 2023 vs 2024	
	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage	Amount	Percentage
Subtotal programme support	755,872	15%	856,946	15%	359,477	17%	879,975	17%	1,124,339	10%	1,082,874	10%	-41,465	-4%
C. Management and administration														
Staff costs ^c	116,706	2%	114,801	2%	49,222	2%	116,867	2%	98,462	1%	117,024	1%	18,562	19%
Other staff costs ^d	4,739	0%	5,495	0%	2,893	0%	2,557	0%	3,685	0%	4,648	0%	964	26%
Consultants	1,701	0%	1,388	0%	573	0%	769	0%	1,108	0%	1,398	0%	290	26%
Travel	936	0%	2,700	0%	1,437	0%	1,415	0%	2,039	0%	2,572	0%	533	26%
Contractual services	37,424	1%	36,307	1%	18,635	1%	20,862	0%	30,062	0%	37,924	0%	7,862	26%
Operating expenses	10,975	0%	11,572	0%	8,369	0%	9,358	0%	13,484	0%	17,011	0%	3,526	26%
Supplies and materials	16,384	0%	12,785	0%	122	0%	5,018	0%	7,231	0%	9,122	0%	1,891	26%
Furniture and equipment	2,733	0%	3,500	0%	1,230	0%	1,011	0%	1,457	0%	1,838	0%	381	26%
Joint United Nations contributions	4,609	0%	4,445	0%	1	0%	3,215	0%	4,632	0%	5,844	0%	1,211	26%
Other expenditure ^e	306	0%	531	0%	459	0%	360	0%	518	0%	654	0%	136	26%
Subtotal management and administration	196,513	4%	193,524	3%	82,939	4%	161,432	3%	162,678	2%	198,034	2%	35,356	22%
Total programmed activities	4,909,587	100%	5,599,379	100%	2,060,944	100%	5,132,133	100%	10,319,278	96%	10,104,446	95%	-214,832	-2%
Operational reserve	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	468,186	4%	505,222	5%	37,036	0%
Subtotal programmed activities and operational reserve	4,909,587	100%	5,599,379	100%	2,060,944	100%	5,132,133	100%	10,787,464	100%	10,609,668	100%	-177,796	-2%
Junior Professional Officers	8,388	0%	7,704	0%	3,237	0%	-	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%
Total	4,917,975	100%	5,607,083	100%	2,064,180	100%	5,132,133	100%	10,799,464	100%	10,621,668	100%	-177,796	-2%

^a At 31 May 2023.

^b Amounts under “programme” may change pending finalization of all reports from implementing partners.

^c Staff costs include salaries and allowances.

^d Other staff costs include temporary assistance and overtime.

^e Other expenditure includes advances to implementing partners and other miscellaneous expenditure.

Table 6
2023 supplementary budgets (at 31 May 2023)
(in thousands of United States dollars)

	<i>Region/subregion</i>	<i>Total</i>
Earthquake emergency response situation	Europe	150,000
	Middle East and North Africa	51,285
Subtotal		201,285
Pakistan situation	Asia and the Pacific	55,817
Subtotal		55,817
Somalia situation	East and Horn of Africa and the Great Lakes	41,691
Subtotal		41,691
The Sudan situation	East and Horn of Africa and the Great Lakes	62,188
	Middle East and North Africa	20,200
	West and Central Africa	57,026
Subtotal		139,414
Ukraine situation	Europe	250,000
Subtotal		250,000
Total		688,207

Annexe II

[Anglais et français uniquement]

Suivi des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget-programme annuel de 2023

1. La présente annexe fait une mise à jour sur les questions soulevées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport (A/AC.96/1230) sur le budget-programme annuel de 2023 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

2. Paragraphe 3 : Le Comité consultatif note également l'augmentation des besoins relatifs aux activités du Siège par rapport aux programmes nationaux et régionaux. Il espère que davantage d'éclaircissements seront fournis à ce sujet au Comité exécutif lors de l'examen du présent rapport.

3. L'augmentation des besoins du Siège dans le projet de budget de 2023, par rapport au budget actuel de 2022, s'explique principalement par des investissements ponctuels, notamment pour le programme de transformation institutionnelle et la mise à niveau des plateformes mondiales de gestion des approvisionnements pour les situations d'urgence. Même si les besoins du Siège ont augmenté dans le projet de budget de 2023, il ne représentait que 2 % du total, comme dans le budget actuel de 2022. Pour les situations d'urgence, le Siège joue un rôle opérationnel essentiel, comme les crises en Afghanistan et en Ukraine l'ont démontré, lorsque les divisions et d'autres entités du Siège ont déployé la capacité d'intensification afin de renforcer la réponse du HCR. Le Siège a aussi assumé des fonctions de gestion, jusqu'à ce que la capacité locale soit mise en place, a coordonné les appels d'urgence et a veillé à ce que les fournitures soient assurées et distribuées en temps voulu.

4. Paragraphe 6 : Le Comité consultatif encourage le HCR à continuer de redoubler d'efforts dans les domaines susmentionnés, notamment pour accélérer le processus visant à régler les problèmes d'obligation redditionnelle et de contrôle ainsi que d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels. Le Comité compte que de plus amples informations sur les domaines d'intérêt stratégiques ainsi que sur l'impact de l'accroissement des investissements pour le Bureau de l'inspecteur général seront fournis dans les prochains rapports budgétaires.

5. En 2023, le HCR a continué de réaliser des progrès dans ses efforts visant à lutter contre les inconduites sexuelles, guidé par l'accent mis sur l'appui opérationnel et sa Stratégie et son Plan d'action de lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels pour la période 2023-2025. Les principaux domaines d'engagement comprennent : a) la mise en œuvre de la politique du HCR relative à l'approche centrée sur la victime ; b) la mise à disposition de ressources pour l'apprentissage et la formation, notamment l'apprentissage par expérience et la mise en œuvre des modules ; c) le renforcement des capacités pour les partenaires, notamment par leur évaluation ; d) la gestion du fonds commun de communication et de sensibilisation communautaire entre le HCR et le Conseil international des agences bénévoles pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ; e) la promotion d'une approche localisée de communication et de sensibilisation pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ; f) la participation au système de dénonciation des inconduites ; g) la fourniture d'orientations et de l'appui pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels en situation d'urgence ; et h) le lancement de la plateforme « *NotOnlyMe* » pour soutenir les victimes de harcèlement sexuel.

6. Le HCR a continué de s'engager dans les efforts interinstitutions afin d'assumer l'action et la responsabilité collectives pour la lutte contre les inconduites sexuelles, notamment par une collaboration étroite avec le Comité permanent interinstitutions, le leadership et l'engagement dans le cadre de l'Equipe spéciale du Conseil des chefs de secrétariat pour la prévention et la lutte contre le harcèlement sexuel dans le système des Nations Unies et par une collaboration étroite avec le Bureau du coordonnateur spécial des Nations Unies sur l'exploitation et les abus sexuels. Concernant les investissements dans la

lutte contre la fraude au Bureau de l'inspecteur général, il est envisagé d'accroître la capacité à cet égard à Amman. Ainsi, le HCR est sur le point de recruter au troisième trimestre de 2023 trois fonctionnaires (aux grades P-4, P-3 et G-6) afin de pourvoir aux postes concernés.

7. Paragraphe 11 : Le Comité consultatif note que les domaines favorables n'ont pas d'indicateurs clés. Les indicateurs sont mis au point par les entités concernées sur la base d'indicateurs de bonnes pratiques fournis par le HCR. Le Comité estime qu'il faut encore déployer des efforts pour déterminer le niveau des budgets basés sur les besoins au Siège et sur le terrain. Il espère que l'extension du Service mondial des données permettra de recouper les sources de données et d'avoir plus d'informations concernant les domaines d'impact et de réalisation, ainsi que les facteurs et indicateurs y relatifs. Le Comité consultatif compte que le HCR fournira au Comité exécutif lors de l'examen du présent rapport et dans les prochains rapports budgétaires des informations supplémentaires sur le lien avec les budgets axés sur les besoins.

8. Comme prévu dans la Stratégie de transformation des données du HCR pour la période 2020-2025, le Service mondial des données est chargé de diriger et de coordonner les actions en matière de données, notamment leur gestion impliquant le Siège, les bureaux régionaux et les opérations-pays. Pendant la phase initiale de transformation des données du HCR, des progrès significatifs ont été accomplis dans l'utilisation des données pour de meilleures analyses d'impact et des résultats, comprenant des pratiques standardisées de contrôle, l'assurance qualité et, à partir de 2023, la consolidation et la triangulation des données. Malgré ces acquis, l'Organisation doit encore réaliser des progrès dans la gestion et l'utilisation des données afin de pouvoir atteindre les résultats attendus pour de meilleures informations sur les domaines d'impact et de réalisation, les domaines favorables et les indicateurs pertinents pouvant être utilisées par le HCR et d'autres parties prenantes pour éclairer la planification, l'analyse et l'établissement de rapports.

9. Paragraphe 12 : Le Comité consultatif estime qu'il est important de mettre au point les indicateurs principaux pour les domaines favorables et compte que ces indicateurs figureront dans les prochains rapports sur le budget.

10. Dans le cadre des résultats du HCR, les domaines favorables représentent les activités que mène l'Organisation pour faciliter la protection et les solutions pour les personnes déplacées de force ou apatrides. Ils varient de façon substantielle selon que l'activité favorable est menée par une entité du Siège, un bureau régional ou une opération-pays. Pour aider les bureaux à suivre les domaines favorables du volet de travail spécifique à leurs rôles et responsabilités, le HCR a mis au point une liste d'indicateurs de bonnes pratiques qu'ils peuvent utiliser dans la planification pour les produits propres à leur rôle. Pour le moment, tous les sept bureaux régionaux et la plupart des entités du Siège disposent d'une stratégie biennale. Dans ces stratégies, les indicateurs des domaines favorables sont fixés par chaque bureau régional et chaque entité du Siège, sur la base de plans spécifiques aux contextes. Le HCR communiquera aux États membres un ensemble provisoire d'indicateurs principaux devant être pilotés en 2024, pour qu'il en soit rendu compte en 2025 dans le rapport global de 2024.

11. Paragraphe 13: Le Comité consultatif compte que le HCR fournira au Comité exécutif lors de l'examen du présent rapport et dans le prochain rapport sur le budget des informations complémentaires sur la gestion et l'impact des fluctuations des taux de change.

12. Le HCR n'actualise pas le budget sur la base de projections relatives aux fluctuations du taux de change ni ne prévoit de provisions budgétaires à cet égard. Il suit et gère activement les risques actuels, par leur couverture, notamment grâce à un portefeuille bien diversifié de devises. En outre, les autorisations de dépenses sont ajustées, si nécessaire, en fonction des fluctuations monétaires.

13. Paragraphe 21 : Le Comité consultatif encourage le HCR à poursuivre ses efforts de collecte de fonds, à élargir davantage sa base de donateurs afin d'obtenir des niveaux suffisants, prévisibles et durables de financements volontaires et non affectés, et à fournir des informations détaillées dans le prochain rapport budgétaire.

14. Le HCR a réalisé des progrès significatifs dans la mobilisation des fonds sur une base plus large, même si les besoins continuent d'être plus importants que les fonds disponibles. Par rapport aux années antérieures, le nombre de pays donateurs a augmenté en 2022, passant de 99 à 104, et le total des revenus a augmenté de 551 millions de dollars E.-U. Les cinq nouveaux pays donateurs n'ont pas effectué de contributions volontaires au cours de la dernière décennie. Les contributions du secteur privé ont également augmenté, passant de 625 millions de dollars E.-U. en 2021 à 1 245 millions de dollars E.-U. en 2022, surtout en raison des fonds collectés pour la situation en Ukraine. C'était la première fois que les contributions du secteur privé dépassaient 1 milliard de dollars E.-U., les donateurs privés aux États-Unis d'Amérique faisant partie des cinq premiers donateurs du HCR. En outre, la part relative des contributions issues du secteur privé a augmenté, passant de 10 % en 2018 à 21 % en 2022. Comme résultat des efforts ainsi fournis, la part des cinq principaux donateurs, sur lesquels l'Organisation compte, a diminué, passant de 67 % en 2020 à 63 % en 2021 et à 57 % en 2022.

15. Même si les contributions non affectées ont augmenté, passant de 661 millions de dollars E.-U. en 2020 à 763 millions de dollars E.-U. en 2022, le pourcentage des contributions non affectées, par rapport au total, a diminué, passant de 15 % en 2021 à 13 % en 2022, surtout en raison d'une augmentation importante de contributions légèrement affectées.

16. Paragraphe 21 : Le Comité compte que des informations sur les retours d'investissements accrus dans la stratégie pluriannuelle de collecte de fonds et le Service d'innovation du HCR seront fournies dans les prochains rapports budgétaires.

17. **Stratégie de collecte de fonds :** Grâce aux investissements dans la collecte de fonds dans le secteur privé, les fonds de cette nature ont augmenté de 99 %, passant de 625 millions de dollars E.-U. en 2021 à 1 245 millions de dollars E.-U. en 2022. L'objectif de 1 milliard de dollars E.-U. a été atteint deux ans plus tôt. Cela s'explique principalement par les fonds collectés pour la situation en Ukraine. Si les revenus peuvent augmenter en raison des situations d'urgence, il est difficile de les maintenir sur le moyen ou le long terme, surtout lorsque l'attention des médias baisse.

18. Le HCR est engagé à continuer de réaliser des investissements dans les partenariats avec le secteur privé, afin de maximiser les revenus nets de l'Organisation sur le long terme. Les contributions volontaires issues du secteur privé constituent une importante source de revenus pour le HCR, car elles représentent sa deuxième source de financements non affectés (41 %).

19. **Innovation :** En 2022, le HCR a lancé quatre fonds d'innovation stratégique. Trois fonds pour les données, la numérisation et l'action climatique/environnementale visent à fournir des ressources financières et techniques aux projets d'innovation orientés vers les solutions, pilotés par des équipes et des partenaires du HCR. Dirigé par des réfugiés, le quatrième fonds fournit des ressources financières et techniques à des organisations dirigées par des réfugiés/des déplacés pour concevoir et exécuter des projets permettant de relever les défis auxquels ils font face. En 2022, le HCR a reçu au total 2 100 demandes de financement et a approuvé environ 60 projets d'innovation actuellement mis en œuvre à travers le monde. Chaque année, il lance un appel à manifestation d'intérêt au titre des quatre fonds. L'appel à manifestation d'intérêt de 2023 a été lancé en mai. Le HCR espère que de nouveaux projets d'innovation seront choisis d'ici fin septembre 2023, pour que leur exécution puisse débuter en janvier 2024.

20. En 2022, le HCR a collecté avec succès les ressources nécessaires au lancement de ces quatre fonds. Des opérations de collecte de fonds ont permis d'accroître les investissements externes dans l'innovation au HCR. Un certain nombre de projets et d'activités contribuent à générer les contributions volontaires des donateurs. Il convient de noter que l'évaluation des retours sur investissements dans les activités d'innovation, que ce soit pour les projets d'innovation en soi ou les changements à l'échelle de l'Organisation résultant de tels investissements, est un processus complexe durant plusieurs années. L'impact à l'échelle de l'Organisation a été observé dans le cadre d'une série d'initiatives menées, comme l'appui à la stratégie de transformation numérique, le plan d'action

quinquennal de redevabilité envers les populations affectées, un projet de portail numérique et un nouveau système d'alerte rapide pour le HCR et ses partenaires.

21. En mai 2023, le HCR a recruté un responsable du contrôle et d'évaluation des programmes devant contribuer à la définition et à l'évaluation de l'impact et des résultats des activités d'innovation. Un pilote utilisant WhatsApp pour communiquer avec des communautés est depuis lors suivi. Il a été constaté que, dans une opération, le personnel de protection était en mesure de réduire d'une heure à une heure et demie en 50 jours pendant l'année le temps de communication avec les communautés. Le HCR mettra au point une méthodologie plus solide d'évaluation des retours sur investissements et de détermination de la valeur pour montrer l'impact à long terme des investissements dans l'innovation, surtout à l'échelle de l'Organisation. Il estime que le succès de l'innovation résulte des adaptations et des inventions en permanence et non de réalisations ponctuelles à court terme.

22. Paragraphe 23 : Le Comité consultatif note l'approche de meilleures solutions. Il relève que divers autres systèmes du HCR auront des interfaces avec les principaux systèmes basés sur le *cloud* pour la gestion intégrée et pour *Workday*. Il réitère cependant la nécessité de veiller à ce que le nouveau progiciel de gestion intégrée du HCR soit, autant que possible, compatible avec les systèmes des entités avec lesquelles le HCR collabore et qu'il permette une interface fluide avec ceux-ci, y compris le Secrétariat général des Nations Unies. Il espère que de plus amples informations y relatives seront fournies dans le prochain rapport sur le budget.

23. La stratégie adoptée par le HCR pour son projet de transformation institutionnelle est passée aux solutions basées sur le *cloud*, et non aux systèmes sur site qu'utilisent bon nombre d'organismes des Nations Unies. Ces solutions de pointe viennent avec les meilleures pratiques du secteur contribuant à la simplification et à l'efficacité des processus opérationnels du HCR et permettant l'interopérabilité avec *Cloud ERP*, *Workday* et d'autres systèmes. Il en résulte une diminution des efforts nécessaires pour l'intégration future avec des systèmes au HCR et d'autres systèmes externes. Des données seront fournies à d'autres organisations comme la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, la Société d'assurance mutuelle du personnel des Nations Unies contre la maladie et les accidents, le Portail des partenaires de l'ONU, les dossiers de versement aux banques et le taux de change des Nations Unies. L'intégration avec les plateformes de données et de rapports du HCR et d'autres organismes des Nations Unies sera également effectuée. Par exemple, les contributions des donateurs sont intégrées dans *Oracle Grant*, et le budget a une interface avec *Cloud ERP* pour le contrôle.

24. Comme les autres organismes des Nations Unies, le HCR doit assurer la compatibilité avec un certain nombre de points d'interaction avec d'autres organisations des Nations Unies. En cas de système monolithique sur site de gestion intégrée, l'intégration doit être gérée au niveau des composantes. À ce jour au HCR, l'expérience avec les solutions de pointe a montré qu'il n'est pas trop compliqué de gérer une intégration de cette nature.

25. Paragraphe 27 : Le Comité consultatif note les efforts déployés par le HCR pour améliorer les conditions de travail des personnels non-fonctionnaires. Il compte que des efforts seront davantage fournis pour veiller à ce que les vacataires locaux, gérés directement par l'Organisation, puissent bénéficier dès que possible de l'assurance maladie, et qu'une mise à jour à ce sujet sera faite dans le prochain rapport budgétaire.

26. Le HCR a lancé un projet d'assurance-maladie pour le personnel non-fonctionnaire. Il a travaillé en collaboration avec une entreprise de courtage professionnel ayant de l'expertise dans le secteur et avec plusieurs organismes des Nations Unies, comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin de faciliter l'identification d'un système d'assurance pour les vacataires. Beaucoup de travail a été effectué pour identifier les besoins et définir les exigences pour le personnel concerné, en s'inspirant de l'expérience de l'organisation avec le personnel associé en zones reculées. L'appel d'offres a été lancé en mai 2023, dans le but de désigner un prestataire de services d'assurance au dernier trimestre de 2023.

27. Paragraphe 29 : Le Comité consultatif note les systèmes de gestion de la mobilité du personnel du HCR, et espère que les postes soumis à la mobilité du personnel et à la mobilité géographique seront pourvus par des moyens accessibles aux fonctionnaires

en attente d'affectation, le cas échéant. Il espère qu'une mise à jour y relative sera faite dans le prochain rapport budgétaire.

28. Tous les postes vacants de fonctionnaires recrutés sur le plan international au HCR (soumis ou non à la rotation) sont accessibles aux fonctionnaires en attente d'affectation. Étant donné que 75 % de postes au HCR sont pourvus au plan interne, beaucoup de personnels en attente d'affectation sont recrutés à ces postes. Les recrutements se font surtout par un processus concurrentiel de détermination de compétences, offrant aux fonctionnaires diverses possibilités de se faire recruter à de nouveaux postes.

29. Paragraphe 30 : Le Comité consultatif note la forte présence d'administrateurs auxiliaires issus de quelques pays et encourage le HCR à s'efforcer de rendre le programme des administrateurs auxiliaires plus représentatif, en incluant les personnes originaires des pays les moins développés. Il espère qu'une mise à jour en sera faite dans le prochain rapport budgétaire.

30. Le programme des administrateurs auxiliaires est financé par les États membres. Le HCR prend souvent attache avec des pays donateurs afin de plaider en faveur des ressortissants des pays en développement, pour que des postes d'administrateurs auxiliaires leur soient attribués. En particulier, un État membre offre constamment la moitié de ses postes d'administrateurs auxiliaires à des candidats issus de pays en développement. Toutefois, la décision appartient à l'État membre qui finance ces postes et non au HCR. L'Organisation explore d'autres options pouvant permettre d'attirer des talents issus des pays et régions sous-représentés.

31. Paragraphe 31 : Le Comité consultatif note les efforts fournis à ce jour, et espère qu'ils se poursuivront dans le sens de l'amélioration de l'équilibre entre les sexes au HCR. Il souhaite que soit fournies dans les prochains rapports sur le budget des informations à jour sur la représentation des sexes et les efforts fournis à cet égard lors du recrutement.

32. Le HCR est engagé à assurer l'égalité entre les sexes à tous les niveaux. Depuis 2018, la représentation des femmes, d'une manière générale, a augmenté, passant de 43 % à 45 % (49 % dans la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan international). Au cours des cinq dernières années, le HCR a redoublé d'efforts pour assurer l'égalité entre les sexes, en recrutant un nombre égal d'hommes et de femmes dans la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan international et en privilégiant la conversion des fonctionnaires de sexe féminin aux postes internationaux. En particulier, au cours de l'année écoulée, le nombre de femmes à des postes de responsabilité a augmenté en raison de la décision prise par l'Organisation de veiller à ce que la diversité géographique et sexuelle soit prise en compte en faveur des deux tiers des candidats présélectionnés. Parallèlement à ces efforts visant à accroître le nombre de femmes à des postes de responsabilité, le HCR investit dans le développement des compétences, avec des initiatives comme *INSEAD Women's Leadership Programme*, *Women in Management Programme* et *Women Leaders' Allyship Circles*, ciblant les futurs dirigeants de sexe féminin dans l'Organisation.

33. Paragraphe 32 : Le Comité consultatif espère que de plus amples informations sur la nature opérationnelle des relations entre le HCR et le système de coordonnateur résident, ainsi que sur les domaines d'amélioration et les gains d'efficacité connexes seront présentées dans les prochains rapports budgétaires (voir aussi le paragraphe 34 ci-dessous).

34. Paragraphe 34 : Le Comité consultatif note les efforts fournis par le HCR, ainsi que les progrès réalisés pour mettre en œuvre les initiatives du Groupe des résultats stratégiques sur les innovations institutionnelles. Il espère que des informations détaillées, notamment sur les économies et les gains d'efficacité quantifiables, seront systématiquement fournies dans les prochains rapports budgétaires (voir aussi le document A/AC.96/1213/ Add.1, par. 18 et 19).

35. L'engagement de l'Organisation dans le système des Nations Unies pour le développement est solide et soutenu à tous les niveaux. Le HCR est ainsi un partenaire fiable et constant au sein des équipes-pays des Nations Unies, sous la direction des coordonnateurs résidents. Il est actuellement membre des équipes-pays des Nations Unies dans 90 % de pays

abritant un coordonnateur résident. Le HCR contribue au travail de ces équipes et veille à ce que le déplacement forcé, y compris les questions de réfugiés, ainsi que de protection et des droits de l'homme, soit intégré comme il se doit dans les bilans communs de pays et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Au sein de l'Équipe-pays des Nations Unies, le HCR s'efforce de collaborer avec les différents organismes, afin d'exploiter leurs expertises respectives en faveur de l'inclusion des réfugiés (comme avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'éducation ; l'Organisation internationale du travail sur l'emploi ; l'Organisation mondiale de la santé sur la santé ; et l'UNICEF sur l'eau et l'assainissement ainsi que la protection sociale).

36. Le HCR encourage d'autres acteurs à fournir des contributions pour renforcer la capacité institutionnelle et aider les communautés d'accueil à surmonter les chocs résultant des conflits armés dans les pays voisins, notamment en cas d'afflux massif de réfugiés. Un travail de cette nature implique la promotion des droits des réfugiés et l'inclusion des membres des équipes-pays des Nations Unies dans les structures mises en place dans le cadre du modèle de coordination pour les réfugiés. Par exemple, les acteurs du développement sont les principaux partenaires dans la planification et la coordination interinstitutions, notamment dans le cadre des plans de réponse pour les réfugiés dirigés par le HCR, en vue de soutenir les gouvernements des pays d'accueil et d'aider à protéger et à assister les réfugiés dans les situations complexes à grande échelle. Le Plan régional réfugiés et résilience en réponse à la crise syrienne, codirigé avec le Programme des Nations Unies pour le développement, est un exemple de collaboration avec les acteurs du développement en faveur de l'inclusion des activités de résilience et de développement dans le plan de réponse pour les réfugiés.

37. L'un des moyens de promouvoir la cohérence dans le système des Nations Unies et d'accroître les gains d'efficacité a aussi consisté à inclure le travail de l'Organisation dans les plans généraux des Nations Unies. Le HCR participe à 100 % aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et à 40 % aux programmes conjoints des Nations Unies. Un indicateur de cette rationalisation est la mesure dans laquelle le Plan-cadre de coopération pour le développement durable fait référence aux personnes déplacées de force ou apatrides. En partenariat avec le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies, le HCR a aussi analysé la mesure dans laquelle le Plan-cadre de coopération pour le développement durable inclut les réfugiés dans la fourniture de services, conformément à l'engagement commun pris par le Secrétaire général des Nations Unies au Forum mondial sur les réfugiés de 2019 sur l'inclusion des réfugiés. Il en résulte un niveau élevé, et en augmentation, de l'intégration des questions de réfugiés dans les plans généraux des Nations Unies. La proportion des plans-cadres de coopération pour le développement durable dans les pays d'accueil de réfugiés qui intègrent ceux-ci dans leur cadre de résultats a augmenté de 7 %, passant de 60 % avant l'engagement à 67 % en 2023. De plus, la proportion des plans-cadres de coopération pour le développement durable dans ces pays qui mentionnent les réfugiés dans un ou plusieurs énoncés de résultats est passé de 60 % à 70 %.

38. Le HCR use de son engagement global dans le système des Nations Unies pour le développement afin de promouvoir une réponse engageant l'ensemble du système en faveur des personnes déplacées de force ou apatrides au plan national, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et de tenir l'engagement de ne pas faire de laissés-pour-compte. Par exemple, en collaboration avec l'UNICEF et l'Organisation internationale pour les migrations, le HCR et le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies ont tenu une série de séances bien étudiées sur le thème des personnes en déplacement, à l'intention des coordonnateurs résidents, de leurs équipes et des membres des équipes-pays des Nations Unies. L'objectif était de promouvoir des actions rationnelles et cohérentes aux Nations Unies sur les personnes en déplacement au plan national, en favorisant une vision commune et en fournissant des approches conjointes et des orientations techniques élaborées pour des gains d'efficacité et un meilleur impact. Ces séances ont permis de répondre aux questions prioritaires soulevées par les coordonnateurs résidents eux-mêmes sur les enfants en déplacement, les alternatives à la détention et l'accès aux documents d'identité et d'état civil.

39. En collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, le HCR codirige l'engagement avec 35 équipes-pays des Nations Unies pour formuler l'engagement commun 2.0 des Nations Unies sur l'inclusion des réfugiés, devant être annoncé au Forum mondial sur les réfugiés de 2023 et mis en œuvre au cours des quatre prochaines années par les équipes-pays, sous la direction des coordonnateurs résidents dans 35 pays. Cette initiative habilite les coordonnateurs résidents à superviser les efforts coordonnés à l'échelle du système pour l'inclusion des demandeurs d'asile, des réfugiés, des réfugiés rapatriés et des apatrides dans les systèmes nationaux. En exploitant la capacité et l'expertise des Nations Unies pour le développement, afin de réaliser des solutions durables en faveur de ces groupes, l'engagement permettra de promouvoir le passage d'une fourniture coûteuse d'année en année de services parallèles par les Nations Unies à une approche leur permettant d'aider les pays d'accueil à renforcer leurs systèmes nationaux et à les étendre aux personnes vulnérables. Ce changement bénéficie aux communautés d'accueil qui ont accès à de meilleurs systèmes de fourniture de services ; permet de réaliser des économies d'échelle, car les réfugiés bénéficient des investissements de développement déjà effectués dans le pays, et d'effectuer des actions cohérentes aux Nations Unies pour les personnes en déplacement et les personnes exposées au risque d'apatridie, en usant des forces complémentaires des diverses organisations des Nations Unies.

40. Au plan mondial, le HCR est membre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et de ses divers groupes de travail chargés d'opérationnaliser la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Par exemple, la Directrice de la Division des relations extérieures du HCR a coprésidé en 2022 le Groupe de contrôle de la gestion fiduciaire. Le Directeur de la Division de la résilience et des solutions est membre de l'équipe de financement du Groupe pour le développement durable. Plus récemment, le HCR a contribué à mettre au point les orientations sur la mise en œuvre du cadre d'indicateurs de résultats pour mesurer les contributions du système des Nations Unies aux objectifs de développement durable, la liste de contrôle pour les organes dirigeants des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, les orientations du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sur la programmation conjointe et la planification stratégique pour le développement dans des circonstances exceptionnelles. Ces outils sont aussi communiqués aux bureaux régionaux et aux bureaux-pays du HCR pour adoption et utilisation. Les progrès réalisés à cet égard sont annoncés aux réunions du Comité permanent ou aux sessions plénières du Comité exécutif, ainsi qu'à des acteurs externes.

41. Le HCR soutient le système de coordonnateur résident par des contributions régulières. Les opérations-pays du HCR sont également sollicités par les coordonnateurs résidents pour fournir des contributions financières ponctuelles. En exécution des exigences prescrites par le Bureau de la coordination des activités de développement aux organismes des Nations Unies en matière de rapports, le HCR continue de rendre compte des économies estimées de coûts au Groupe des résultats stratégiques sur les innovations institutionnelles.

Annex III

[Anglais uniquement]

Number of forcibly displaced and stateless people 2022-2024 – by population type, region and year

Region	Year	Refugees ^a	Asylum seekers (pending cases)	Returnees (arrivals during the year)	Persons under the UNHCR statelessness mandate ^b	Internally displaced persons	Returned internally displaced persons (during year)	Others of concern ^c	Other people in need of international protection	Grand total
West and Central Africa	2022 actual	1,563,305	70,733	78,793	931,191	7,812,046	647,051	140,688	-	11,243,807
	2023 current	1,972,188	29,313	124,287	2,159,078	7,638,105	510,824	40,300	-	12,474,095
	2024 projections	2,341,318	89,806	95,600	2,155,988	8,415,991	487,356	42,100	-	13,628,159
East and Horn of Africa and the Great Lakes	2022 actual	4,701,272	198,323	176,932	104,564	10,733,391	2,487,256	112,054	-	18,513,792
	2023 current	4,882,136	318,391	1,035,175	145,609	14,566,522	1,568,380	21,398	-	22,537,611
	2024 projections	5,046,360	379,582	1,197,890	157,415	16,064,043	708,098	24,817	-	23,578,205
Southern Africa	2022 actual	773,024	200,832	21,901	0	6,596,639	1,487,444	29,521	-	9,109,361
	2023 current	797,484	234,828	17,995	256,893	7,990,165	2,328,230	32,782	-	11,658,377
	2024 projections	764,359	200,273	16,025	127,093	8,787,118	2,319,761	30,784	-	12,245,413
Middle East and North Africa	2022 actual	2,393,663	251,770	20,481	370,331	12,634,248	307,607	95,777	-	16,073,877
	2023 current	2,336,932	378,517	57,500	400,323	12,270,000	651,300	44,801	-	16,139,373
	2024 projections	2,301,820	451,032	61,500	401,318	11,740,000	836,900	35,510	-	15,828,080
Asia and the Pacific	2022 actual	6,787,003	233,307	7,104	1,227,244	4,957,118	778,617	314,413	-	14,304,806
	2023 current	7,617,145	276,247	103,510	1,262,710	5,584,714	1,008,591	201,838	-	16,054,755
	2024 projections	8,060,422	274,202	105,010	1,262,617	4,399,396	1,247,983	245,885	-	15,595,515
Europe	2022 actual	12,395,047	1,267,006	34,056	473,999	7,172,262	191	524,886	-	21,867,447
	2023 current	13,668,794	1,346,040	10	467,290	8,960,162	10,250	42,264	-	24,494,810
	2024 projections	13,234,332	1,461,555	700,010	501,817	5,934,018	3,000,200	43,672	-	24,875,604
Americas	2022 actual	800,916	3,218,838	33	4,337	7,415,493	-	4,797,202	5,217,456	21,454,275
	2023 current	742,125	3,582,403	50,004	90,953	7,461,711	-	5,122,646	5,905,644	22,955,486
	2024 projections	826,201	4,121,864	75,004	92,517	7,620,124	-	5,837,160	6,464,736	25,037,606
Total	2022 actual	29,414,230	5,440,809	339,300	3,111,666	57,321,197	5,708,166	6,014,541	5,217,456	112,567,365
	2023 current	32,016,804	6,165,739	1,388,481	4,782,856	64,471,379	6,077,575	5,506,029	5,905,644	126,314,507
	2024 projections	32,574,812	6,978,314	2,251,039	4,698,765	62,960,690	8,600,298	6,259,928	6,464,736	130,788,582

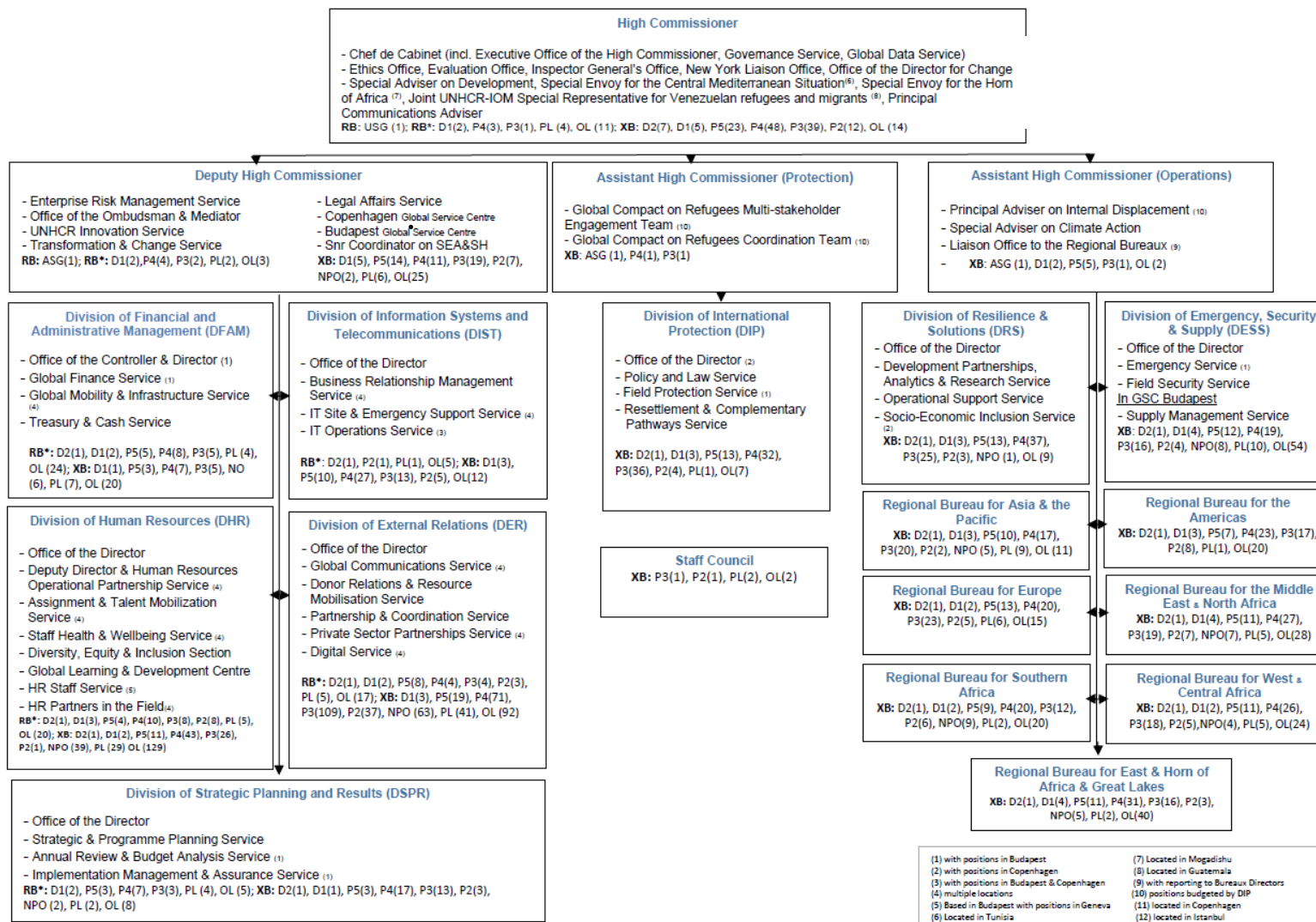
^a The figure includes persons in refugee-like situations.

^b In 2022, the figure excludes 1.3 million people who are also forcibly displaced to avoid double counting.

^c The figure for others of concern does not include host communities.

^d Other people in need of international protection refers to people who are outside their country or territory of origin, typically because they have been forcibly displaced across international borders, and who have not been reported under other categories but likely require international protection.

Organizational structure at 31 May 2023



UNHCR Operations in the Country and regional programmes (31 May 2023)*

West and Central Africa Regional Bureau for West and Central Africa (based in Dakar)	Southern Africa Regional Bureau for Southern Africa (based in Pretoria)	Asia and the Pacific Regional Bureau for Asia and the Pacific (based in Bangkok)	Europe Regional Bureau for Europe (based in Geneva)	the Americas Regional Bureau for the Americas (based in Panama)
<p>- Multi-Country Offices (2) Senegal and Cameroon</p> <p>- Country Offices (9): Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Mali, Niger, Nigeria</p> <p>- National Offices (2): Togo and Guinea</p> <p>Presence in Gabon XB: D1(8), P5(32), P4(102), P3(228), P2(136), NPO (170), PL (32), OL (1,215)</p>	<p>- Multi-Country Office: South Africa</p> <p>- Country Offices (7): Angola, Democratic Republic of the Congo, Malawi, Mozambique, Republic of the Congo, Zambia, Zimbabwe</p> <p>Presence in Botswana, Comoros, and Namibia XB: D2(1), D1(6), P5(17), P4(49), P3(129), P2(80), NPO (112), PL (38), OL (584)</p>	<p>- Multi-Country Offices (3): Australia, Kazakhstan, and Thailand</p> <p>- Country Offices (12): Afghanistan, Islamic Republic of Iran, Nepal, Pakistan, Bangladesh, Indonesia, Malaysia, Myanmar, China, Japan, Republic of Korea, Tajikistan</p> <p>- National Offices (3): Kyrgyzstan, Philippines, and Sri Lanka</p> <p>- Liaison Office: Uzbekistan</p> <p>- Office of Chief of Mission: India</p> <p>- Presence in Papua New Guinea and Singapore</p> <p>XB: D2(3), D1(14), P5(29), P4(98), P3(182), P2(104), NPO(225), PL(119), OL(1,038)</p>	<p>- Multi-Country Offices (4): Belgium, Hungary, Italy, and Sweden</p> <p>- Country Offices (24): Albania, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Bosnia & Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Cyprus, France, Georgia, Germany, Greece, Malta, Montenegro, Poland, Republic of Moldova, Republic of North Macedonia, Republic of Türkiye, Romania, Russian Federation, Serbia, Spain, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Ukraine</p> <p>- National Offices (5): Austria, Czech Republic, Slovak Republic, The Netherlands, and Ireland</p> <p>- Liaison Offices (3): Malta (EUAA), Poland (FRONTEX) and Vienna (OSCE)</p> <p>- Office of Chief of Mission: Kosovo (S/RES/1244 (1999))</p> <p>- Presence in Denmark, Estonia, Latvia, Lithuania, Portugal, and Slovenia</p> <p>- Strasbourg (Representation to the CoE), Office for Switzerland and Liechtenstein</p> <p>XB: D2(1), D1(13), P5(40), P4(108), P3(169), P2(81), NPO (275), PL (185), OL (1,088)</p>	<p>- Multi-Country Offices (3): Argentina, Panama, and United States of America</p> <p>- Country Offices (11): Brazil, Canada, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Peru, Venezuela (Bolivarian Republic of)</p> <p>- National Offices (7): Aruba, Belize, Chile, Curacao, Guyana, Trinidad & Tobago, and Uruguay</p> <p>- Office of Chief of Mission: Dominican Republic</p> <p>- Presence in Cuba & Haiti</p> <p>- Regional Coordinator for Venezuela Situation based in the Regional Bureau for the Americas</p> <p>XB: D2(2), D1(10), P5(18), P4(60), P3(133), P2(116), NPO(165), PL(81), OL(990)</p>
<p style="text-align: center;">East and Horn of Africa & Great Lakes</p> <p style="text-align: center;">Regional Bureau for East and Horn of Africa & Great Lakes (based in Nairobi)</p> <p>- Country Offices (11): Burundi, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Somalia, South Sudan, Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania</p> <p>- Representation to the AU and ECA: Addis Ababa, Ethiopia</p> <p>XB: D2(4), D1(17), P5(54), P4(154), P3(377), P2(245), NPO (402), PL (106), OL (2,184)</p>	<p style="text-align: center;">Middle East and North Africa</p> <p style="text-align: center;">Regional Bureau for Middle East and North Africa (based in Amman)</p> <p>- Multi-Country Office: Saudi Arabia</p> <p>- Country Offices (13): Algeria, Egypt, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Mauritania, Morocco, Qatar, Syrian Arab Republic, Tunisia, and Yemen</p> <p>- Liaison Offices (2): United Arab Emirates and Western Sahara</p> <p>- Office of Chief of Mission: Libya</p> <p>XB: D2(4), D1(13), P5(35), P4(112), P3(223), P2(128), NPO(318), PL(186), OL(1,560)</p>			

* UNHCR field presences also includes sub-offices, country offices & units which are not listed in this graph for ease of use.

Annex V

[Anglais uniquement]

Selected comparative tables

The tables in this annex include a visualization of the 2023 original and current budget and the 2024 proposed budget, with the 2023 budget presented both prior to and after the establishment of country operational technical support. This aims to allow for comprehensive comparisons.

Table 1
2023 original and current budget (expanded) and 2024 proposed budget (expanded) by budget component
(in thousands of United States dollars)

	2023 budget								2024 budget				Variance proposed vs current (restated)		Variance proposed vs original (restated)	
	Original		Original (restated)		Current		Current (restated)		Proposed		Proposed (restated)		Amount	%	Amount	% change
	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total				
	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% change	Amount	% change
West and Central Africa	896,486	9%	896,486	9%	971,080	9%	971,080	9%	1,011,401	10%	1,011,401	10%	40,321	4%	114,915	13%
East and Horn of Africa and the Great Lakes	2,021,249	20%	2,021,249	20%	2,125,128	20%	2,125,128	20%	2,149,050	20%	2,149,050	20%	23,922	1%	127,801	6%
Southern Africa	471,462	5%	471,462	5%	471,532	4%	471,532	4%	492,154	5%	492,154	5%	20,622	4%	20,691	4%
Middle East and North Africa	2,470,154	24%	2,470,154	24%	2,441,639	23%	2,441,639	23%	2,341,761	22%	2,341,761	22%	(99,878)	-4%	(128,393)	-5%
Asia and the Pacific	944,741	9%	944,741	9%	1,000,558	9%	1,000,558	9%	993,215	9%	993,215	9%	(7,343)	-1%	48,474	5%
Europe	1,293,533	13%	1,293,533	13%	1,693,533	16%	1,693,533	16%	1,466,193	14%	1,466,193	14%	(227,340)	-13%	172,660	13%
Americas	827,188	8%	827,188	8%	827,258	8%	827,258	8%	834,571	8%	834,571	8%	7,313	1%	7,383	1%
Country operational technical support	-	0%	134,032	1%	-	0%	132,314	1%	-	0%	159,949	2%	27,635	21%	25,916	19%
Subtotal country and regional programmes	8,924,814	87%	9,058,846	89%	9,530,728	88%	9,663,042	89%	9,288,344	87%	9,448,293	89%	(214,749)	-2%	389,447	4%
Global programmes	542,115	5%	398,795	4%	539,682	5%	398,811	4%	559,515	5%	406,495	4%	7,685	2%	7,701	2%
Headquarters	246,650	2%	255,937	3%	248,868	2%	257,426	2%	256,587	2%	249,658	2%	(7,768)	-3%	(6,280)	-2%
Subtotal programmed activities	9,713,578	95%	9,713,578	95%	10,319,278	96%	10,319,278	96%	10,104,446	95%	10,104,446	95%	(214,832)	-2%	390,868	4%
Operational reserve	485,679	5%	485,679	5%	468,186	4%	468,186	4%	505,222	5%	505,222	5%	37,036	8%	19,543	4%

	2023 budget								2024 budget				Variance proposed vs current (restated)		Variance proposed vs original (restated)	
	Original		Original (restated)		Current		Current (restated)		Proposed		Proposed (restated)		Amount	%	Amount	% change
	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total				
Junior Professional Officers	12,000	0%	12,000	0%	12,000	0%	12,000	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%	-	0%
Total	10,211,257	100%	10,211,257	100%	10,799,464	100%	10,799,464	100%	10,621,668	100%	10,621,668	100%	(177,796)	-2%	410,411	4%

Table 2

Overall budget summary by cost category: 2022 expenditure, 2023 current budget (expanded) and 2024 proposed budget

(in thousands of United States dollars)

	2022		2023		2023		2024		Variance	
	<i>Expenditure</i>		<i>Current budget (no country operational technical support)</i>		<i>Current budget (restated)</i>		<i>Proposed budget (restated)</i>		<i>current 2023 (restated) to proposed (restated)</i>	
	<i>Amount</i>	<i>Percentage over total</i>	<i>Amount</i>	<i>Percentage over total</i>	<i>Amount</i>	<i>Percentage over total</i>	<i>Amount</i>	<i>Percentage over total</i>	<i>Amount</i>	<i>Percentage change</i>
Programme										
Country and regional programmes	4,307,330	77%	8,734,295	81%	8,734,295	81%	8,491,996	80%	(242,299)	-3%
Global programmes	241,580	4%	298,076	3%	230,159	2%	236,213	2%	6,055	3%
Country operational technical support		0%		0%	67,807	1%	95,329	1%	27,522	41%
Subtotal programme	4,548,910	81%	9,032,370	84%	9,032,260	84%	8,823,538	83%	(208,723)	-2%
Programme support										
Country and regional programmes	612,632	11%	796,434	7%	796,434	7%	796,348	7%	(85)	0%
Global programmes	199,554	4%	241,606	2%	168,652	2%	170,282	2%	1,630	1%
Country operational technical support		0%		0%	64,506	1%	64,620	1%	114	0%
Headquarters: support divisions/services	44,760	1%	55,392	1%	94,747	1%	51,624	0%	(43,124)	-46%
Subtotal programme support	856,946	15%	1,093,431	10%	1,124,339	10%	1,082,874	10%	(41,465)	-4%
Management and administration										
Headquarters: annual budget	151,312	3%	148,842	1%	118,044	1%	153,400	1%	35,356	30%
Headquarters: United Nations regular budget	42,211	1%	44,634	0%	44,634	0%	44,634	0%	-	0%
Subtotal management and administration	193,524	3%	193,476	2%	162,678	2%	198,034	2%	35,356	22%
Subtotal programmed activities	5,599,379	100%	10,319,278	96%	10,319,278	96%	10,104,446	95%	(214,832)	-2%
Operational reserve		0%	468,186	4%	468,186	4%	505,222	5%	37,036	8%
Subtotal programmed activities and operational reserve	5,599,379	100%	10,787,464	100%	10,787,464	100%	10,609,668	100%	(177,796)	-2%
Junior Professional Officers	7,704	0%	12,000	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%
Total	5,607,083	100%	10,799,464	100%	10,799,464	100%	10,621,668	100%	(177,796)	-2%

Table 3
2022-2024 posts: overall summary of post levels by cost category and budget component
(in person-years^a)

Year	Programme							Programme support							Management and administration							Grand total						
	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	USG/ ASG	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-4		P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total		
Country and regional programmes ^b	2022 without COTS	-	18	139	1,573	557	1,144	4,546	7,977	23	80	148	800	335	443	4,982	6,811	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,788
	2023 without COTS	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	21	80	187	833	309	449	4,844	6,723	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,051
	2023 restated	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	21	80	187	833	309	449	4,844	6,723	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,051
	2024 restated	2	16	99	1,581	629	1,317	5,045	8,689	22	84	186	809	304	475	4,782	6,662	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,351
Country operational technical support ^c	2022 without COTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2023 without COTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2023 restated	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	16	42	7	8	61	138	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138
	2024 restated	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	16	47	13	11	64	155	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	155
Subtotal country and regional programmes	2022 without COTS	-	18	139	1,573	557	1,144	4,546	7,977	23	80	148	800	335	443	4,982	6,811	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,788
	2023 without COTS	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	21	80	187	833	309	449	4,844	6,723	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,051
	2023 restated	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	21	84	203	875	316	457	4,905	6,861	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,189
	2024 restated	2	16	99	1,581	629	1,317	5,045	8,689	22	88	202	856	317	486	4,846	6,817	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,506
Global programmes ^d	2022 without COTS	-	-	-	-	-	-	-	-	14	13	57	307	44	63	155	653	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	653
	2023 without COTS	-	-	-	-	-	-	-	-	1	15	60	332	49	64	187	708	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	708
	2023 restated	-	-	-	-	-	-	-	-	1	11	43	279	39	76	198	647	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	647
	2024 restated	-	-	-	-	-	-	-	-	1	10	42	286	47	75	210	671	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	671
Headquarters ^e	2022 without COTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	18	83	2	22	128	258	4	13	26	66	261	37	21	281	709	967	

Year	Programme									Programme support							Management and administration							Grand total					
	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-1/		NO	GS/		Total	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-1/		NO	GS/		Total	USG/ ASG	D-2	D-1	P-5	P-3/ P-1/		NO	GS/		Total	
				P-4	P-2		FS	FS					FS	FS		FS	FS												
2023 without COTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	18	90	8	24	123	269	4	14	24	68	253	34	31	273	701	970		
2023 restated	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	14	82	7	6	49	162	4	14	26	73	272	36	31	275	731	893		
2024 restated	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	13	80	8	6	49	161	4	13	28	73	274	37	28	283	740	901		
Total																													
2022 without COTS	-	18	139	1,573	557	1,144	4,546	7,977	37	98	223	1,190	381	528	5,265	7,722	4	13	26	66	261	37	21	281	709	16,408			
2023 without COTS	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	22	101	265	1,255	366	537	5,154	7,700	4	14	24	68	253	34	31	273	701	16,729			
2023 restated	2	21	110	1,580	617	1,250	4,748	8,328	22	99	260	1,236	362	539	5,152	7,670	4	14	26	73	272	36	31	275	731	16,729			
2024 restated	2	16	99	1,581	629	1,317	5,045	8,689	23	103	257	1,222	372	567	5,105	7,649	4	13	28	73	274	37	28	283	740	17,078			

Abbreviations: USG, Under-Secretary-General; ASG, Assistant Secretary-General; D, Director; P, Professional; NO, National Officer; GS, General Service; FS, Field Service; COTS, Country operational technical support.

^a All posts (calculated in person-years) excluding Junior Professional Officers.

^b The figure excludes global programmes posts located in country and regional programmes.

^c The figure includes posts in divisions that provide direct support to country and regional operations.

^d The figure includes global programmes posts located in country and regional programmes.

^e The figure includes posts in Geneva, Budapest, Copenhagen and New York.

Annexe VI

[Anglais et français uniquement]

Projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme

Le Comité exécutif,

a) *Rappelle* qu'à sa soixante-treizième session, il a approuvé les programmes et les budgets pour les programmes régionaux et nationaux, les programmes globaux et le Siège dans le cadre du budget-programme annuel de 2023, tel que contenu dans le document A/AC.96/1224, s'élevant à 10 211 257 217 dollars E.-U. pour 2023 ; *note* que les besoins additionnels prévus dans les budgets supplémentaires en 2023 s'élèvent à 688 206 843 dollars E.-U. au 31 mai 2023 ; *note* la réduction de 100 000 000 dollars E.-U. pour les opérations en Iraq ; *approuve* le total des besoins actuels pour 2023 s'élevant à 10 799 464 061 dollars E.-U. ; et *autorise* le Haut-Commissaire à effectuer, dans le cadre de la dotation totale, des ajustements dans les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et du Siège ;

b) *Confirme* que les activités proposées dans le budget-programme de 2024, tel qu'exposées dans le document A/AC.96/74/5, sont conformes au Statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (A/RES/428 (V)) ; aux autres fonctions du Haut-Commissaire reconnues, encouragées ou sollicitées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général, ainsi qu'aux dispositions pertinentes du Règlement de gestion par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires (A/AC.96/503/Rev.12) ;

c) *Approuve* les programmes et les budgets pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège au titre du projet de budget-programme de 2024, tels que contenus dans le document A/AC.96/74/5, et s'élevant à 10 621 668 339 dollars E.-U. pour 2024, y compris la contribution du budget ordinaire des Nations Unies aux dépenses du Siège, la Réserve des opérations et le Programme des administrateurs auxiliaires ; et *autorise* le Haut-Commissaire, dans le cadre de la dotation totale, à procéder à des ajustements dans les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et du Siège ;

d) *Prend acte* des états financiers de l'année 2022, tels que contenus dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur le rapport financier et les états financiers vérifiés, relatifs aux fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 (A/78/5/Add.6), et du rapport du Haut-Commissaire sur les problèmes clés et les mesures prises pour répondre aux recommandations faites dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/AC.96/74/4/Add.1) ; et *demande* à être régulièrement informé des mesures prises pour donner suite aux recommandations et observations formulées dans ces documents ;

e) *Demande* au Haut-Commissaire de répondre, dans le cadre des ressources disponibles et avec souplesse et efficacité, aux besoins recensés dans le budget-programme de 2024 ; *encourage* ses services à être aussi efficaces que possible avec les fonds mis à leur disposition pour l'exécution de son mandat, y compris les solutions durables, sans pour autant diminuer la protection et l'assistance vitale pour les personnes déplacées de force ou apatrides, et *autorise*, en cas de nouveaux besoins d'urgence ne pouvant pas être intégralement couverts par la Réserve des opérations, à établir des budgets supplémentaires et à lancer des appels spéciaux au titre de tous les piliers, les ajustements ainsi effectués devant être annoncés pour examen à la réunion suivante du Comité permanent ;

f) *Reconnaît* avec gratitude la charge que continuent de supporter les pays en développement et les pays les moins avancés accueillant les réfugiés ; et *exhorte* les États membres à reconnaître cette contribution précieuse à la protection des réfugiés et à participer

aux efforts visant à promouvoir des solutions durables et un partage plus prévisible et plus équitable de la charge et des responsabilités ; et

g) *Demande instamment* aux États membres, compte tenu de l'immensité des besoins que doit satisfaire le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'appui substantiel de longue date qu'apportent les pays d'accueil de réfugiés, de répondre généreusement et dans un esprit de solidarité à l'appel du Haut-Commissaire pour des ressources en vue d'exécuter pleinement le budget-programme de 2024, et de pourvoir, en temps voulu et d'une manière prévisible, l'Organisation en ressources, tout en maintenant les affectations de fonds à un niveau minimum